Vol. 5 No. 1 • Du 20 au 26 Juillet 2011
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162
Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

WIKILEAKS: CAMPAGNE DES E.U. POUR MAINTENIR ARISTIDE EN EXIL !

Voir page 4

Les câbles révèlent que les Etats-Unis de connivence avec la France et le Canada, à plusieurs reprises ont joué de leur poids diplomatique, pour s'opposer au retour d'Aristide dans son pays

MARTELLY : IL N'Y AURA PAS DE DON DE LOGEMENT

Voir page 4



Haïti Liberté

«Il est entendu qu'il n'y aura pas de don de logement » C'est tout dire, on peut d'ores et déjà voir à qui s'adresse le président, et à qui vont revenir ces logements.



Assassinat d'une étudiante haïtienne en République Dominicaine

Page 5



Avis de recherche: Sinistre personnage pour poste de Premier Ministre

Page 7



L'équipe de choc de la CIA

Page 10



Solidarité avec la Palestine : L'Europe aux ordres d'Israël

Page 18

Bon Anniversaire Haiti Liberté !

Par Berthony Dupont

Cette semaine, nous venons de boucler notre quatrième anniversaire, qui est l'aboutissement d'un rêve, d'un idéal de luttes, d'un désir de changement radical et vital dans le cadre d'une cause noble qui est la deuxième indépendance du pays. En effet, malgré les vicissitudes du moment, cet anniversaire, en ces périodes difficiles de rude combat pour notre survie, revêt pour nous autres non seulement une signification toute particulière, mais aussi un caractère inestimable à savoir qu'il y a encore des hommes et des femmes qui continuent de lutter pour reconquérir la liberté et la dignité.

Ce niveau de conscience a porté tant d'espoirs, de courage et de mobilisations, que nous en étions venus, en dépit de nos précaires moyens, à surmonter les difficultés de toutes sortes qui nous assaillent.

Si nous avons pu non seulement tenir, mais maintenir le journal jusqu'à développer notre audience, c'est grâce à l'encouragement et au soutien militant sans faille de nos sympathisants et supporters qui ont placé en nous une indéfectible confiance, ainsi qu'à la généreuse contribution de nos fidèles lectrices et lecteurs qui n'ont jamais lésiné sur leur solidarité à notre endroit.

Quatre années d'efforts, de sacrifices et de dévouement, luttant contre les forces de l'obscurité et de l'impérialisme monstrueux qui, tout en exploitant les richesses du pays, abandonnent les masses populaires dans la famine, la nudité, la maladie et l'ignorance abjecte.

Quatre années passées à démasquer une bourgeoisie corrompue, parasite, lâche, irresponsable dépourvue de tout sentiment nationaliste et patriotique.

Aujourd'hui, nous osons espérer que le peuple haïtien quoique appauvri, peut encore remporter de nouvelles victoires dans sa lutte contre la domination coloniale ou néo-coloniale, contre la tyrannie des forces occupantes et du nouveau régime répressif qu'elles se préparent à mettre en place à travers leur nouveau valet pour assurer la continuité du statu quo ante. Nouvelles victoires qui doivent s'inspirer de l'idéal de Dessalines, le père fondateur de la Nation qui nous a légué ce coin de terre en héritage.

Le moment est venu plus que jamais pour nous rappeler que nous sommes en face d'un ennemi puissant et dangereux et qu'il est absolument vital que l'ensemble des forces progressistes se serre les coudes. Dans ce contexte, la seule présence d'un mercenaire redoutable bien connu sur tous les théâtres d'opérations gnbistes contre les déshérités du sort, ce maître chanteur au timon de l'Etat avec son passé de mercenaire tous azimuts, constitue une menace permanente contre toutes les forces progressistes.

Au moment où une certaine presse de droite et de l'extrême droite place ses espoirs en lui, en vantant ses qualités et en lui procurant des conseils pour sa réussite, nous du journal Haiti Liberté, nous disons qu'il reste à nos yeux, l'agent le plus fidèle, l'exécutant le plus déterminé des desseins de l'empire, l'homme dont les mains sont souillées du sang rouge du peuple haïtien.

A l'occasion de notre anniversaire, nous souhaitons que le peuple tire de ses nouveaux malheurs de nouvelles raisons de s'organiser, tout en s'unissant autour d'une avant-garde sérieuse, conséquente, qui aura mis à profit les leçons et l'expérience acquise à travers le vécu des affronts de ces derniers temps. Aussi, espérons-nous voir venir une alternative à laquelle nous participerons de bon gré !

Haiti Liberté, pour sa part, résiste ! Nous entamons notre cinquième anniversaire avec l'objectif audacieux de doubler ou même de tripler le nombre de nos abonnés par le truchement de la grande souscription populaire que nous lançons dès aujourd'hui « faites lire le journal par d'autres camarades, parents et amis tant en Haiti qu'en diaspora »

Un remerciement spécial à tous, notamment aux organisations progressistes haïtiennes et aux internationalistes étrangers qui n'ont jamais marchandé leur support au journal. Nos remerciements les plus sincères à nos collaborateurs et membres du journal ainsi qu'à tous nos commanditaires !

Que ce quatrième anniversaire redouble notre courage afin que nous continuions la lutte pour un changement démocratique, populaire et anti-impérialiste dans le pays.

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Arrestation d'un policier chef de gang

Par Jackson Rateau

Dans le cadre des enquêtes policières, visant à purifier, dit-on, l'institution policière PNH, on a découvert l'implication d'un nommé Emile Augustin, agent policier de la PNH, immatriculé au numéro 04-15-03-06994.

L'agent policier Emile Augustin, affecté à l'Unité de Sécurité Générale du Palais National (USGPN) le 1e avril dernier, et ses acolytes, ont avoué au Parquet du tribunal de Port-Au-Prince, avoir activement participé dans beaucoup d'actes de kidnapping opérés dans la région métropolitaine. Ils ont affirmé leur implication dans le rapt de monsieur Jacques Nicolas, enlevé le jeudi 7 juillet dernier, de la veuve Marie Claudette Bastien enlevée au mois de mars et du ressortissant français kidnappé à la fin du mois de juin.


Le Commissaire Frantz Lerebours, porte parole de la PNH

L'enquête policière continuera à œuvrer pour trouver d'autres gangsters y compris des policiers probablement liés aux actes de kidnapping dans la zone métropolitaine.

Frantz Lerebours, le porte parole de la PNH, répondant aux questions d'un reporter de Radio Solidarité à Port-Au-Prince, a porté ces précisions :

« Suite à l'enlèvement d'un personnage de 74 ans dont j'oublie le nom, kidnappé par un groupe de gangsters et conduit au Canapé-Vert, l'un des bandits s'était sauvé du groupe pour ensuite se rendre au commissariat. Il nous a accompagnés à l'endroit où ils ont détenu la victime. Nous avons procédé sur place à l'arrestation de deux malfrats qui ont confirmé avoir perpétré le rapt. Ils ont avoué qu'ils travaillent pour le chef de gang Emile Augustin, un policier de la PHN. Aussitôt, la police l'a mis en état d'arrestation. Et, nous avons confirmé effectivement qu'il est le chef de gang et qu'ils sont (Emile et ses acolytes) les auteurs de l'enlèvement de Mme Sony Bastien en mars dernier…

De la maison de Jacques Nicolas à Debussy, cambriolée lors de son enlèvement, nous avons récupéré de ces voleurs beaucoup de ses effets. Emile Augustin qui se trouve actuellement au Pénitencier National et qui était le chef de ce gang, ne nous a pas encore révélé s'il y a d'autres policiers dans le gang… ».

Comme quoi, c'est la première fois qu'il est donné aux responsables de la PNH de savoir que le corps appelé à sécuriser le pays recèle beaucoup de ces chenapans.

Glissement de terrain le 16 juillet à Saut d'Eau, 4 morts

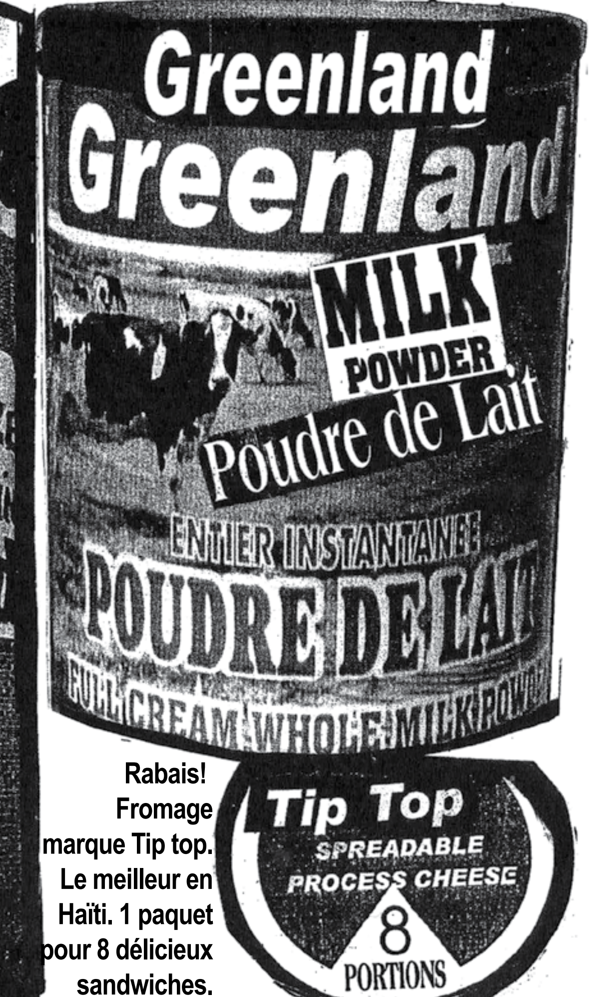
Le vendredi 15 juillet dernier, à Saut d'Eau, 22 Km à l'ouest de la ville de Mirebalais, Plateau Central, alors que les pèlerins étaient tous en plaine festivité, se livrant à tous genres d'activités, conformément au rituel traditionnel de la fête Mont Carmel (Vyèj Mirak Sodo), une masse d'éboulis, due à un glissement de terrain, s'est détachée du haut de la chute, à environ 45 mètres de haut et s'est abattue sur les pèlerins. Cet accident regrettable a causé la mort de 4 pèlerins, parmi eux un adolescent de 15 ans.

Cet accident qu'on a attribué à des effets mystiques, a provoqué de vives émotions parmi de nombreuses personnes présentes à saut d'Eau.









WikiLeaks:

Campagne des E.U. pour maintenir Aristide en exil !

Par Ansel Herz & Ives Kim

Première partie

Konplo Aristid la (Le complot contre Aristide)
Li sòti Washington (Il est sorti de Washington)
Li pase Vatikan (Il est passé par le Vatican)
Se Bondye k voye-l (Il a été envoyé par Dieu)
Manno Charlemagne

Le 15 juillet 2011, l'ancien président haïtien Jean-Bertrand Aristide fêtait ses 58 ans. Son anniversaire a été marqué en Haïti et dans la diaspora de façon éparpillée par des fêtes (en général privées) de militants et sympathisants de la Famille Lavalas (FL), le parti qu'il a fondé en 1996.

Pendant les sept années qu'il a passées en exil en Afrique du Sud après le coup d'État contre lui en 2004, la date était commémorée par de grandes manifestations dans les rues de Port-au-Prince. Au cours des 25 dernières années, d'abord comme un prêtre salésien inspiré par la théologie de la libération dans les années 1980, puis comme président d'Haïti, élu à deux reprises (1990, 2000), deux fois destitué (1991, 2004), Aristide était devenu un symbole des revendications du peuple haïtien pour la justice, la démocratie et la souveraineté. Il a reçu l'accueil spontané d'un héros de la part de dizaines de milliers de personnes quand il est finalement retourné en Haïti le 18 mars à bord d'un jet privé sud africain. Au grand dam des pouvoirs étrangers et de l'élite haïtienne qui l'a renversé, il restait alors, et reste encore aujourd'hui, durablement populaire.

Mais Aristide est également aussi sous la menace d'attaque imminente. Depuis son retour, il ne s'est aventuré hors de son domicile à Tabarre, qu'à deux reprises, mais brièvement et secrètement pour ne pas générer des foules, qui mettent en danger sa sécurité et celle de ses partisans.

Le président néo-duvaliériste Michel Martelly, dans le passé, n'avait pas caché son antipathie pour Aristide. Il a récemment réduit l'équipe de sécurité d'Aristide et a repris le véhicule du gouvernement que l'ancien président René Préval avait fourni à Aristide à son retour.

Dans un geste faussement magnanime, Martelly a récemment suggéré qu›il accorderait à Aristide une «amnistie» (qu'il a proposée aussi pour l›ancien dictateur récemment retourné Jean-Claude Duvalier), même quand Aristide n›a jamais été inculpé, et encore moins condamné, de quelque crime que ce soit.

Cela pourrait bientôt changer. Des porte-parole de la droite, comme l›ancien agent de l'Institut républicain international (IRI) Stanley Lucas, l'historien pro-putsch Michel Soukar, et l›ancien porte-parole de l›opposition anti-Aristide Sauveur Pierre Etienne sont tous allés sur les ondes en Haïti et en diaspora pour appeler à la poursuite d›Aristide avec des accusations sinistres et farfelues de corruption et d'assassinat politique.

Haïti Liberté a aussi appris de source secrète qu'une équipe du gouvernement américain (ce n'est pas la première fois) mène des enquêtes autour d'Aristide dans le but de concocter une plainte crédible contre lui pour violation des droits humains. Ce n›est pas une surprise, puisqu'en passant en revue quelque 1918 câbles diplomatiques secrets d›avril 2003 à février 2010 obtenus par l'organisation médiatique Wikileaks, Haïti Liberté a appris que le Département d›Etat américain a clairement fait pression pour l›enlèvement d›Aristide du pouvoir en Février 2004 et s›est opposé à son éventuel retour en 2011.

Les câbles montrent également que les Etats-Unis de connivence avec la France et le Canada, à plusieurs reprises ont joué de leur poids diplomatique, pour s'opposer au retour d'Aristide dans son pays, malgré la résistance venue de plus petits pays. Ils montrent également que l'éviction d›Aristide aussi bien que son exil forcé avaient reçu la bénédiction du Vatican.

Le gouvernement américain a maintenu publiquement qu'Aristide a choisi de quitter Haïti de son propre chef. Alors qu'Aristide a qualifié sa prise sous escorte par une l'équipe SEAL de la force navale des E.-U, au moment de son vol vers l'exil, «un enlèvement moderne».

Les Bahamas expriment de la «sympathie» pour Aristide, se plaignant de la «mauvaise disposition» des Etats-Unis.

La mine de communications diplomatiques obtenues par Wikileaks ne comprend malheureusement pas les nombreux câbles de l'ambassade à Port-au-Prince jusqu'en Mars 2005. Toutefois, des câbles secrets de l'archipel voisin des Bahamas en 2003 et 2004 montrent clairement l'hostilité de Washington envers Aristide.

Le tout premier câble parmi les 1918 que Wikileaks a fournis à Haïti Liberté provient de l'ambassade américaine à Nassau en date du 17 avril 2003. Dans ce document, l'ambassadeur américain J. Richard Blankenship rend compte d'une réunion où le ministre des Affaires étrangères des Bahamas Fred Mitchell « décrit la position américaine sur Haïti comme « mal disposée,» et a appelé à la poursuite du dialogue. »

Washington avait cherché à invoquer une clause de la « Charte interaméricaine démocratique » de l'interventionniste Organisation des Etats américains, dans une tentative de trouver quelque levier pseudo-juridique pour éliminer Aristide. Mais « Mitchell a rejeté la possibilité d'invoquer les dispositions de la Charte démocratique de l'OEA, en disant que bien que «Certaines personnes soutiennent qu'elles s'appliquent en Haïti ... Je pense que c'est aller un peu trop loin,» » a déclaré le câble.

Washington était conscient que le gouvernement du Premier ministre des Bahamas Perry Christie travaillait pour consolider le gouvernement d'Aristide assiégé, et Blankenship a conclu son message sur un ton sarcastique: « Tandis que les Bahamas restent engagés auprès d' Haïti, le gouvernement de Christie va résister à tout effort de durcir la donne dans le sens de tout effort diplomatique à pressurer le président Aristide, préférant les échanges parlés (indéfinis) et le dialogue à l'alternative. »

Il y a un autre câble de l'ambassade de Nassau par le Chargé d'affaires Robert M. Witajewski daté du 23 février 2004, un an plus tard et une semaine avant le coup d'état. Lors d'une rencontre le 19 février, «Le Premier ministre Christie est venu deux fois à la table du Chargé lui demander une réunion "d'urgence"», a écrit Witajewski. Après la réunion qui s'est tenue le lendemain, Witajewski note que le Premier ministre des Bahamas «compatit aux préoccupations d'Aristide.»

Christie a revu avec Witajewski comment, aux Nations Unies, quelques jours auparavant, le Ministre des Affaires étrangères Mitchell « avait appelé la communauté internationale à «fournir une assistance sécuritaire immédiate pour apporter de la stabilité à Haïti, notamment en aidant l'autorité légitime d'Haïti à rétablir la loi et l'ordre et à désarmer les éléments qui aujourd'hui cherchent à renverser violemment le gouvernement, et qui ont interrompu l'aide humanitaire « », a écrit le Chargé. « Mitchell a continué d'utiliser - pour lui –un langage exceptionnellement dur: «Ces bandes armées qui cherchent maintenant à renverser l›ordre constitutionnel devraient être invitées à déposer leurs armes et si non elles devraient être désarmées.» »

Christie a plaidé auprès de Washington qu'«il reconsidère sa position contre la fourniture à la police haïtienne d'armes létales, et au minimum qu'il fasse plus pour soutenir la police haïtienne avec des moyens non-létaux», note le câble. Le Bahaméen « a fait montre d'une certaine sympathie pour le prétendu dilemme d›Aristide, disant au Chargé que «tout simplement, en aucune façon un corps de police démoralisé de moins de 5.000 agents ne peut maintenir la loi et l›ordre dans un pays de plus de 7 millions.» »

Malheureusement, il semble que Christie, de façon désespérée, ne savait rien non plus des menées des forces internationales soutenant le coup d›Etat qui allait s'accomplir, parce que lors des appels téléphoniques quotidiens avec le Président Aristide, le câble dit, «il avait souligné l›importance pour Aristide de faire appel directement aux États-Unis ,à la France ou au Canada pour de l›aide à rééquiper la police haïtienne pour que le droit et l›ordre puissent être rétablis », c'est-à-dire demander l'aide des pays qui justement appuyaient le coup d'Etat.

Christie a été apparemment si ignorant du rôle des Etats-Unis dans le coup, en train de se dérouler qu ‹‹il avait été en contact avec les membres du Black Caucus du Congrès américain pour apaiser leurs «profondes inquiétudes» au sujet de la «bonne foi «des Etats-Unis et d›autres à la recherche

Suite à la page (14)



Pendant les sept années qu'il a passées en exil en Afrique du Sud après son kidnapping en 2004, le 15 juillet était commémoré par de grandes manifestations dans les rues de Port-au-Prince


Le Premier ministre des Bahamas Perry Christie


Andy Apaid

Martelly : Il n'y aura pas de don de logement

Par Mona Péralte

Dans l'histoire de notre pays, quand vous êtes mort, vous avez tort, même quand vous avez été crapuleusement assassiné. C'est le cas du banquier Guiteau Toussaint, puisque depuis le renvoi du Commissaire du Gouvernement et du Commissaire de Police on n'a rien entendu se rapportant à la Justice concernant l'ancien directeur de la BNC et du projet « Kay Pa M», projet à propos duquel le président Martelly dans son bilan de 30 jours avait osé déclaré que c'était son propre projet.

Rappelons pour l'histoire que Mr Guiteau Toussaint a été assassiné le dimanche 12 juin en sa résidence privée, alors que le lendemain lundi 13 juin, il devrait présenter le projet « Kay Pa M » à la Présidence et drôle de coïncidence le mardi 14 juin le président annonçait au cours de son bilan de 30 jours que le projet était sien. Un mensonge flagrant dénoncé avec fracas sur *you tube*!

Bref, le Président Michel Martelly vient de décider de reconduire le conseil d'administration de la Banque nationale de crédit, et c'est l'actuel vice-président de la BNC, M. Philippe Vixamar, qui a été désigné pour succéder à Guiteau Toussaint. Cette nouvelle a été confirmée par le président de la commission des finances du Sénat, le sénateur Jocelerme Privert.

La nomination de Vixamar coïncide en quelque sorte avec le lancement du programme «Kay Pa M» qui a eu lieu ce mardi 19 juillet 2011.

Par ailleurs, cette semaine a été baptisée « semaine de la Reconstruction » lancée par le président Michel Martelly à l'occasion de la présentation ce lundi 18 juillet 2011 du plan directeur de la reconstruction du centre-ville de Port-au-Prince. Une activité qui n'a rien à voir avec les milliers de compatriotes qui dorment à la belle étoile dans le pays et d'autres sous des tentes de fortune. C'est d'eux qu'on devrait se soucier maintenant mais le président ne les a pas, semble t-il, car il a déclaré que « *Les tentes représentent un risque sanitaire élevé, absorbent des ressources financières précieuses et n'apportent aucune dignité à ceux qui y vivent. Le gouvernement s'engage à accompagner respectueusement les déplacés pour lancer la reconstruction dans le respect de la propriété* »

Certes, la reconstruction du Centre ville est pour favoriser les hommes d'affaires et les investisseurs étrangers. C'est la Banque de la République d'Haïti (BRH) qui réalisera les premiers investissements à hauteur de 260 millions de dollars. Cette somme sera consacrée à la construction de plusieurs édifices publics dont le Parlement, le Palais de Justice, la Cour des Comptes, l'hôtel de ville et bien d'autres bâtiments administratifs.

Mais il faut bien se poser la question : que va-t-on faire maintenant de toutes ces victimes du tremblement de terre qui vivent sous des tentes de misère attendant que l'Etat leur procure un logement décent ? Pour toute réponse, Martelly a bien souligné « *De concert avec mon gouvernement, nous veillerons à ce que tout ceci s'intègre dans un cadre global d'aménagement du territoire et dans une politique financière qui donnera accès à un crédit immobilier aux petites bourses. Il est entendu qu'il n'y aura pas de don de logement* »

Alors, où ces pauvres gens, dont la majorité sont des chômeurs à vie, vont-ils trouver de l'argent pour payer le logement. C'est tout dire, on peut d'ores et déjà voir à qui s'adresse le président, et à qui vont revenir ces logements.

Haïti nécessite-t-elle la prolongation d'une mission de Paix ?

Par Yves Pierre-Louis

Dans un pays appauvri comme Haïti où, selon Edmond Mulet, l'ex-chef civil des forces d'occupation de l'ONU, la MINUSTAH : « *Il n'y a pas de conflit interne, il n'y a aucun mouvement de guérilla, il n'y a pas de guerre civile, il n'y a pas de conflit avec un pays voisin, il n'y a pas de conflit religieux, il n'y a pas de conflit pour les ressources naturelles comme dans d'autres endroits dans le monde, comme le Congo par exemple, Haïti n'a ni pétrole ni diamants ni rien d'autres, donc que fait une mission de Paix dans un endroit comme Haïti* ? » Edmond Mulet a fait récemment ces déclarations lors d'une interview accordée au centre d'Actualités de l'ONU (CAO). Alors qu'il a récemment repris son ancien poste de Sous-secrétaire général des Nations Unies aux opérations de maintien de la Paix.

Pour répondre à sa question, il a évoqué le concept « d'Etat en faillite » pour justifier la présence illégale et continue des casques bleus de l'ONU en Haïti depuis plus de 7 ans, suite à un Coup d'Etat-kidnapping contre un président démocratiquement élu, Jean Bertrand Aristide, le 29 février 2004. « *Le Conseil de sécurité n'a pas d'autres outils pour faire face à une situation d'Etat en faillite. Nous sommes là comme épine dorsale du pays, créant de l'espace et des opportunités pour d'autres secteurs dans le domaine du développement, sur le plan économique et social, pour qu'ils construisent des capacités pour l'avenir* », a-t-il poursuivi.

Alors après plus de 7 ans, les forces d'occupation de l'ONU continuent de créer des opportunités pour d'autres secteurs tels : les institutions financières internationales entre autres, le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Mondiale, la Banque Interaméricaine de Développement (BID), Union Européenne (UE) et leurs organisations Non Gouvernementales (internationale ou nationale) (ONG) qui continuent d'affaiblir l'Etat et en le mettant dans une situation de faillite totale.

Pour remédier à cette situation, Edmond Mulet se permet de faire une telle proposition : « *Notre proposition actuelle est de créer pour Haïti, un pacte entre la Société Civile, le secteur privé, le gouvernement haïtien et la communauté internationale avec des objectifs très clairs, des responsabilités, des obligations et un mécanisme de suivi. L'objectif est de voir si les Haïtiens font ce que nous attendons d'eux, assument leurs responsabilités. De notre côté, nous fournissons l'aide, l'assistance et l'argent promis.*

Mais nous devons faire tout ceci autour du concept de la primauté du droit, l'Etat de droit. Ce n'est pas seulement la Police, les Tribunaux, les prisons. En Haïti, il y a aussi la question du registre d'Etat civil, du cadastre, [...] Il s'agit de mettre en place les conditions et les garanties permettant aux investisseurs de créer des activités économiques et de rompre ce cercle vicieux de l'aide, des dons et des subventions. Je pense que nous devons les aider à être auto-suffisants. » Cela nécessite-t-il la présence des forces d'occupation multinationales de L'ONU ? s'interroge-t-il.

Dans cet ordre d'idées, certains estiment que la Minustah n'a jamais été une mission de Paix en Haïti, elle est toujours un force d'occupation et en tant que telle, elle est là pour protéger les intérêts de la bourgeoisie locale et des multinationales des grandes puissances impérialiste américaines et européennes en se servant des sous-impérialistes Sud-américains, comme le Brésil qui tient toujours le commandement militaire de la Minustah, pour réprimer toutes formes de protestation populaire.



Edmond Mulet, l'ex-chef civil des forces d'occupation de l'ONU, la MINUSTAH

Edmond Mulet a conclu cette interview en ces termes : « *Nous effectuerons une évaluation en Juin-Juillet de la situation politico-sécuritaire en Haïti. Nous ramènerons les effectifs des composantes militaires et de police de la Minustah au niveau que nous avions avant le séisme, et puis nous allons voir commet tout se passe.* », a-t-il conclu.

Entre-temps, le ministre brésilien des Affaires étrangères, Antonio Patriota en visite en Haïti, au début du mois de juillet en cours a rencontré le haut commandement politique et militaire des forces d'occupation. Le Brésil, avec un effectif de 2,192 occupants repartis

Suite à la page (14)

Assassinat d'une étudiante haïtienne en République Dominicaine

Par Yves Pierre-Louis



Rooldine Lindor



Rooldine Lindor a été assassinée par deux Dominicains répondant aux noms de Rafael Alberto Arias Garcia, un militaire des forces aériennes dominicaines et Eddy Starlin Mendoza Ramos, le mardi 12 Juillet 2011

Le mercredi 13 Juillet dernier, le cadavre de l'étudiante haïtienne, Rooldine Lindor a été découvert dans une maison en construction à Hipodramo, dans la zone orientale de Santo Domingo. Rooldine Lindor a été assassinée par deux Dominicains répondant aux noms de Rafael Alberto Arias Garcia, un militaire des forces aériennes dominicaines et Eddy Starlin Mendoza Ramos, le mardi 12 Juillet 2011. Les deux présumés assassins de la jeune étudiante âgée de 20 ans ont été appréhendés par la Police dominicaine dans la soirée du mercredi 13 juillet dans la région de Boca Chica alors qu'ils s'amusaient en compagnie de trois (3) Dominicaines. Durant l'interrogatoire, Eddy Starlin Mendoza Ramos, l'un des assassins a avoué qu'ils ont violé la victime, l'ont poignardée et l'ont dépossédée de 18 milles pesos. L'autre meurtrier de Rooldine, Garcia Arias a pris 8 mille pesos de la somme.

Rooldine Lindor était une étudiante des Sciences informatiques à l'Université Technologique de Santiago (UTESA. Elle était à la recherche d'une maison à louer. Puisqu'elle habite dans le même quartier que le présumé assassin, Eddy Mendoza s'était proposé de l'aider à trouver une maison. Le mardi 12 Juillet, il lui avait demandé de l'accompagner en voiture en vue de la signature d'un soi-disant contrat chez un avocat. Elle a apporté les 18 milles pesos pour payer le loyer. Depuis, elle n'est jamais revenue à son domicile. Les assassins après l'avoir violée, et poignardée ont largué son corps sans vie dans une maison en construction du quartier d'Hipodomo à Santo Domingo.

Une fois de plus, l'assassinat odieux de l'étudiante, Rooldine Lindor mettait tristement à nu le calvaire des Haïtiens vivant sur le territoire voisin. Les Haïtiens sont abandonnés à eux-mêmes en République Dominicaine. Les autorités haïtiennes qui se sont succédé au pouvoir n'ont entrepris aucune initiative pour faire respecter les droits de nos compatriotes, une situation des plus déplorables souvent dénoncée par les organisations de défense des droits humains.

A Santo Domingo, le premier secrétaire de l'ambassade d'Haïti, Gérard Cassamajor a fourni tout simplement une ambulance pour rapatrier le cadavre de l'étudiante en Haïti. Le vendredi 15 juillet, la famille de la jeune compatriote, pleine d'avenir a récupéré son cadavre qui est passé par la frontière de Jimani/Malpasse. Un groupe d'étudiants de l'UTESA a accompagné la dépouille et sa famille jusqu'à la frontière.

De là, la dépouille a été accueillie par une délégation Mixte du Ministère haïtien des Affaires étrangères (MAE) et celui des Haïtiens vivant à l'Etranger (MHAVE) du gouvernement démissionnaire. Dans une note de presse publiée conjointement par les deux ministères le vendredi 15 juillet, le gouvernement démissionnaire d'Haïti a affirmé sa volonté d'accompagner les parents de la victime pour que la justice dominicaine se prononce sur ce crime crapuleux. « Le gouvernement haïtien accompagnera les plaignants pour que la justice dominicaine se prononce sur ce cas. Les deux ministères plus directement concernés constatent une croissance de la criminalité dans la capitale dominicaine et demandent aux ressortissants haïtiens de prendre les mesures de sécurité personnelle qui s'imposent, particulièrement, les étudiants vivant dans les zones à risque. » lit-on dans cette note.

Quant à l'ambassadeur dominicain en Haïti, Ruben Silié, il a exprimé son profond regret pour l'assassinat de l'étudiante haïtienne, Rooldine Lindor. Dans une note de presse rendue publique, l'ambassadeur : « reconnait que c'est

Suite à la page (6)

Haïti : 630 mille victimes sous menace d'expulsion forcée

Par Yves Pierre-Louis

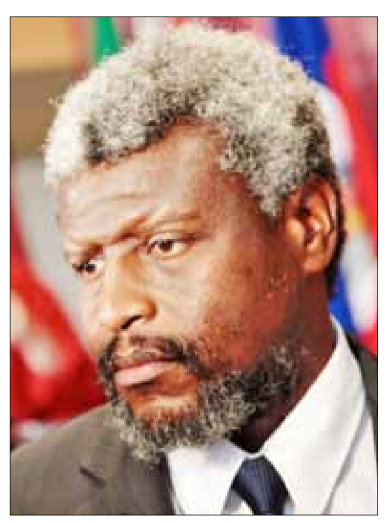
Plus de 16 mois après le tremblement de terre du 12 janvier 2010, plus de 630 mille victimes vivent toujours dans des camps, sous des tentes ou des bâches, exposées aux intempéries et sous menace d'expulsion forcée. Après l'installation de Michel Joseph Martelly à la tête du pays, les menaces d'expulsion sont beaucoup plus fréquentes. Durant sa campagne électorale, il avait promis de construire 30 mille maisons pour les victimes, deux mois après son investiture, on n'en a plus entendu parler depuis.

Des maires, des juges de paix, des agents de la Police Nationale d'Haïti, et d'autres responsables de l'Etat à la solde des soi-disant propriétaires des terrains logeant les camps de fortune menacent quotidiennement d'expulser les gens s'ils n'obéissent pas aux sommations.

C'était le cas de centaines de familles qui ont été déjà expulsées à Delmas par le maire Wilson Jeudy en Juin dernier. Maintenant c'est le cas de plus de 500 familles au stade Sylvio Cator qui se trouvent sous menace d'expulsion par le maire de Port-au-Prince, Muscadin Jean Yves Jason et le directeur du stade, Rolny Saint-Louis. Les victimes ont exprimé leurs inquiétudes face aux menaces d'expulsion et ils ont déclaré : « Le maire Jason nous a intimé l'ordre de quitter de gré ou de force l'espace du stade le vendredi 15 juillet. Nous sommes très préoccupés par l'évacuation annoncée par le maire de Port-au-Prince, qui entend agir à bien des égards comme le maire de Delmas, Wilson Jeudy en Juin dernier. Les personnes expulsées ont été abandonnées à leur sort et n'ont rien reçu jusqu'à date. »

Selon les victimes, le maire Jason leur a proposé de les relocaliser sur un nouveau site, situé au Bicentenaire. A ce sujet, les victimes s'interrogent de cette façon : « Est-ce que les autorités vont pouvoir nous installer au Bicen

Suite à la page (14)



Le maire de Port-au-Prince, Muscadin Jean Yves Jason



Les personnes expulsées ont été abandonnées à leur sort et n'ont rien reçu jusqu'à date.

Sitin MOLEGHAF devan Ministè Afè Sosya kont lavichè


Manifestasyon manm Moleghaf yo nan Pòtoprens

Depi plizyè mwa Mouvman pou Libète ak Egalite tout Ayisyen pou laFratènite (MOLEGHAF) òganize chak madi sòti 10zè devan Afè Sosyal ak Travay (MAST), ki chita nan Avni Charles Summer, nan Sant kapital la. Objektif sitin sa a se pou jèn fi Fò-Nasyonal yo, yon katye popilè ki chita nan Sant Pòtoprens, pwoteste kont chomaj ak move lavi, lavichè k ap fin kokobe mas popilè yo k ap viv nan kan deplase, ki ekspoze anba ekspilsyon fòse swadizan mèt tè yo ap fè sou yo.

Plizyè dizèn jèn ak bandwòl, pankat nan men yo kase randevou chak madi devan ministè Afè Sosyal la jiskaske revandikasyon yo jwenn satisfaksyon. Oxygene David, ki se sekretè Jeneral MOLEGHAF fè konnen jèn Fò-Nasyonal gen dwa pou yo viv kouwè moun, pou yo jwenn travay, lekòl, lasante pou yo pa pote «Cash for Work » bay politisyen rat do kale byen regle zafè yo, pou ONG granmanjè sispann fè milyon sou do jèn sa ap fèt nan plizyè katye popilè nan zòn metwopoliten nan. Li denonse tou yon pwojè konstriksyon bidon ki te chaje ak blòf yo te di y ap vin fè sou Fò-Nasyonal.

MOLEGHAF ki se manm Tèt kale Oganizasyon Popilè yo, se yonn nan òganizasyon popilè ki toujou konsekan ak tèt li, fidèl ak batay pou liberasyon peyi a anba fòs okipasyon Loni yo, MINUSTAH k ap fini ak pèp ayisyen an anba Kolera, k ap batay ak tout diyite l pou fòse Leta Ayisyen respekte dwa ekonomik ak sosyal pèp ayisyen. Se yonn nan òganizasyon popilè ki deklare tèt li, li nan opozisyon kont prezidan Nindya sa a ki nan tèt peyi a, ki pap pote okenn chanjman nan kondisyon lavi popilasyon an. Se poutèt sa dirijan MOLEGHAf yo di yo pa nan kesyon 100 jou, se kou fè a cho pou yo bat li. Se nan sans sa a yo deklare mobilizasyon nètalkole pou fòse gouvènman an satisfè revandikasyon mas yo.

Dirijan MOLEGHAF enskri mobilizasyon manch long yo a nan kad yon mouvman sosyal pou otorite yo konnen moun nan katye popilè yo pap dòmi, yo rete ak je yo byen kale pou denonse tout politik ki kont enterè mas yo.

Pakè Pòtoprens lan lanse manda damne dèyè 3 konseye elektoral

Aprè plizyè envitasyon Pakè Tribinal Premyè enstans Pòtoprens te voye bay 3 konseye elektoral : Gaillot Dorsinvil, prezidan konsèy elektoral pwovizwa a (KEP), Jacques Belzin, Trezorye lejislatif KEP la ak Ribel Pierre pou kòripsyon, malvèsasyon yo di konseye sa yo te fè nan dènye maskarad eleksyon prezidansyèl ak lejislatif yo, kote si yon kandida pa t genyen plizyè milye dola vèt yo pa t ap la rive nan palè nasyonal ak palè Lejislatif la.

Prezidan KEP la, Gaillot Dorsinvil, plizyè sektè nan peyi a te konteste pou patipri li, epoutèt li te toujou rete anba dikta reprezantan fòs okipasyon yo tankou Edmond Mulet ak lòt diplomat yo. Se konsa Gaillot te pase plizyè jou nan mawon, lapolis t ap chache l kou chen fou nan peyi a, pou arete l sou lòd ansyen komisè gouvènman an Harrycidas Auguste, ki limenm te jwenn lèt ki te mete l nan kanpe lwen pou yon ti bout tan pou enplikasyon l nan movè jesyon dosye Serge Demosthène ki te jwenn lanmò l nan komisarya Petyonvil la anba kout baton ak kout kòs fizi plizyè polisye nan komisarya a. Se aprè revokasyon Komisè a, Gaillot Dorsinvil parèt tèt li nan KEP la kou yon papa denkou, san okenn enkyetid, li vin reprann travay li, fè reyinyon ak kèk konseye ki rete nan KEP la pou prepare eleksyon tyè Sena ak kolektivite Tèritoryal yo san kè sote.

Gaillot Dorsinvil se reprezantan sektè andikape a nan KEP la. Jacques Belzin ki se reprezantan sektè sendikal la, ki se prezidan Konfederasyon Travayè Ayisyen (CTH) fè konnen li malad, li pa nan peyi a, li t al pran swen nan peyi etranje. Ribel Pierre bò kote pa l fè konnen nan yon lèt li voye bay komisè a kòmkwa Pakè a pa gen konpetans pou tande konseye yo. Li chita eksepsyon li a sou atik 195 konstitisyon 1987 la ki toujou ap aplike. Kisa atik 195 konstitisyon an di : « Nan ka kote manm Konsèy Elektoral Pèmanan an ta komèt fot grav nan egzèsis fonksyon yo, se wot kout lajistis k ap genyen pou tande yo. »


Gaillot Dorsinvil, prezidan konsèy elektoral pwovizwa


Jacques Belzin, Trezorye lejislatif KEP la


Ribel Pierre

Yon eksepsyon nouvo Komisè Pòtoprens lan, Sonel Francois voye jete, li fè konnen se manm konsèy elektoral Pèmanan an ki pasib devan wot kou lajistis, se manm konsèy elektoral pwovizwa a. Li fè konnen tou li pase enstriksyon fòmèl bay Lapolis, kote yo ta jwenn Gaillot Dorsinvil, Jacques Belzin ak Ribel Pierre mare mesye sa yo 2 bra dèyè mennen yo ba li sou Bisantnè a, pou yo vin reponn sou zak kòripsyon yo repwoche mesye sa yo. Daprè deklarasyon kandida pou pòs depite ki te patisipe nan eleksyon yo, konseye yo te rele yo pou yo pote dola vèt ba yo pou non yo ka figire nan lis kandida ki pou vin depite.

Sou menm dosye kòripsyon sa a, senatè yo te mete yon komisyon kanpe pou te mennen ankèt sou dosye sa a, komisyon sa a ki te genyen nan tèt li, senatè Youri Latortue te renmèt rapò l bay biwo Sena a. Nan rapò sa a, yo mande lajistis mete anba kòd tout moun ki te patisipe nan eskandal kòripsyon nan dènye eleksyon yo.

Prezidan Sena Rodolph Joazil fè konnen li te resevwa rapò a, men li poko transmèt li bay gouvènman an pou swit nesesè. Donk Sena a pa genyen anyen pou l wè ak manda lajistis yo mete dèyè konseye elektoral yo. N ap raple pou tout moun, nan eleksyon/seleksyon pikekole, Gaillot Dorsinvil te fè pou fè kominote entènasyonal la plezi, kote Edmond Mulet te sèl kòk chante nan KEP la, se li k ap koupe rache, foure bouch li men longè nan zafè politik peyi a, li menm deklare ki moun ki pou vin dirije peyi a. Aprè maskarad elektoral sa yo li vire l al reprann pòs li nan Loni epi li lage Gaillot Dorsinvil nan mawon, li pa ka fè wonn pòt, li gen yon entèdiksyon pou l pati kont li nan sèvis imigrasyon. Donk 2 pye Gaillot pran nan moulen, yo te pale l, li pa t tande.

Grande manifestation devant l'ONU à Manhattan 1ère Avenue Le vendredi 5 août 2011 de 10h am à 6h pm Colossal rassemblement pour



Protester contre les ravages du choléra, importé par les troupes onusiennes en Haiti, Exiger justice et réparation pour les victimes et le départ immédiat de la MINUSTHA Venez en foule pour défendre Haiti contre l'occupation et la recolonisation.

Trains # 4 et 5. Stop à Grand Central, 42e Rue et marchez en direction de la 1ère Avenue

Pour information
718-541-0695
917-662-3725

KOSIPPA
Komite Sitwayen pou Pwoteksyon Ayisyen

Suite de la page (5)

une situation qui affecte les Dominicains et les étrangers en territoire dominicain comme résultat de la recrudescence de la criminalité sociale sur toute l'étendue du territoire. » Il a en outre réaffirmé que les conditions particulières dans lesquelles vivent un grand nombre d'étudiants haïtiens qui résident à Santo Domingo, Santiago et dans d'autres villes dominicaines augmentent leur vulnérabilité face au phénomène de la violence indiscriminée. Ruben Silié a rappelé que le meurtre de Rooldine doit servir d'exemple pour que les autorités dominicaines et les diplomates haïtiens prêtent une attention particulière aux communautés où résident les étudiants afin de renforcer leur protection et leur défense.

Il a précisé dans cette note que l'action de la police dominicaine a déjà permis d'éclaircir le fait, d'appréhender les assassins et de les traduire par devant la justice pour répondre de ce forfait.

Selon nos compatriotes résidant en République Dominicaine la presse de l'autre côté de la frontière a diffusé très peu d'information sur cet acte cruel. Après constat de ce fait, ils ont vite créé des pages sur Facebook pour condamner ce meurtre et lancent un appel à la mobilisation agissante.

A rappeler qu'en mars 2009 la communauté universitaire haïtienne en République Dominicaine avait été déjà victime du meurtre du Dr. Milot Lapointe âgé de 35 ans, professeur à l'université autonome de Santo Domingo. Ce médecin haïtien avait été assassiné par balles par des bandits dans la région de Bonaco-Vega, au Nord du pays ou ses assaillants l'avaient contraint à entrer dans sa voiture, pour ensuite le dépouiller de 40 mille pesos, et l'abandonner sur la chaussée et partir avec son véhicule.

Avis de recherche: Sinistre personnage pour poste de Premier Ministre

Par Castro Desroches

Le malheur de l'Homme, écrivait Frantz Fanon, est d'avoir été enfant. L'avènement au pouvoir de Michel Martelly, en tant que « chef suprême », est l'aboutissement d'un cheminement sordide emprunté dès l'âge de 15 ans, lorsqu'il s'est enrôlé dans le corps des Tontons Macoutes. Après un bref détour à l'Académie Militaire, Martelly a pu donner libre cours à ses pulsions homicides en participant aux exactions des Escadrons de la Mort, pendant la période du coup d'Etat de 1991. Enfant gâté de la pègre duvaliériste et grand manipulateur de drogues dures, Sweet Micky essaie désespérément de se refugier sous le masque transparent de Martelly. Dans la chaleur de l'été, il sue de grosses gouttes de sang et de crack liquide.

« On pouvait me remarquer la nuit, certes, mais je ne portais pas de cagoule… » Pas si vite. Pas de conclusion hâtive, s'il vous plaît. Cette confession n'est pas de Micky Martelly. On pourrait facilement s'y tromper. Elle vient plutôt de son Premier ministre désigné Bernard Gousse. Le Ministre de la justice de Gérard Latortue procédait personnellement à des arrestations nocturnes pour le « bien » et la « protection » de ses victimes.

« Qui veut faire l'ange fait la bête. » Avocat de son état, M. Gousse s'enfonce nuit après nuit dans les fanges de la culpabilité. Sa diction de robot cynique se perd dans l'engrenage des contra/dictions. A chaque fois qu'il ouvre la bouche, c'est un tortionnaire qui parle. Voilà ce que, candidement, il a confié à la Presse au sujet de l'arrestation, en mars 2004, de l'ancien Ministre et actuel Sénateur Jocelerme Privert : « …Si nous l'avions relâché et laissé retourner dans la nature, sa sécurité ne serait pas assurée. Je lui ai donc dit que le seul endroit où je pourrais assurer sa sécurité, c'était au Pénitencier national. » Vrai/ment ?


Le tortionnaire Bernard Honorat Gousse

« Retourner dans la nature » ? Eh, oui. La jungle. Homo homini lupus. L'État sauvage de Latortue (mieux connu sous le sobriquet inquiétant de « Gros Gérard »).

Sa crédibilité réduite en lambeaux par les coups de boutoir de la Presse, Bernard Gousse n'a pas voulu déposer à temps ses pièces à la Chambre. Tergiversations. Dilatoires attentatoires à l'attente des habitants de la République des tentes. Trouver un terrain d'entente ? Impossible. Il tue le temps. Il prend son sang en attendant la sûre motion de censure. Il cherche partout des pièces et accessoires de rechange pour sa machine à remonter le temps. Un bataclan hétéroclite pour violateur récidiviste. Rétroviseur à miroir déformant. Œillères. Vitres tintées pour masquer les malversations. Chapeaux de roue. Crazy Glue pour rapiécer les songes et les mensonges d'une nuit d'été. Boîte à gants pour mandats d'arrestation illégale. Mandats de comparution aux Pompes funèbres Paret Pierre-Louis, au cimetière ou aux fosses communes. Certificats de décès du docteur en Droit de vie et de mort. Tapis couleur rouge/sang. Plumes de colombe pour oiseaux de mauvais augure et pintades pris au piège. Miroir aux alouettes. Kit de maquillage. Faux cils, sourcils et moustaches de bandit. Pare-chocs. Radio FM, haute fidélité à la cause perdue d'avance. Emetteur de fumée rose. Journal intime. Antennes haute fréquence. Courroies de transmission et de distorsion des faits réfractaires. Différentiel. Chocs absorbeurs. Vilebrequin. Bielle-manivelle. Compresseur. Pinces coupantes des vérités embarrassantes. Feu arrière. Bougies d'allumage pour arrestations nocturnes.

« La mémoire, c'est la faculté d'oublier » répétait à tue-tête le prof de philosophie. Oublier les détails pour retenir l'essentiel. Pourtant, c'est l'impunité totale qui a été décrétée d'Utilité Publique en Haïti. Bernard Gousse aurait pu continuer à en profiter en toute tranquillité. Mais voilà que derechef il s'est mis en tête de devenir Chef de gouvernement. Nouvelle mission et promotion en 2011 après la démission forcée en 2005 pour excès de zèle dans la chasse aux sorcières. En vol de première classe, l'épouvantable réputation de Bernard Gousse a fait le tour du monde. De WikiLeaks à MickyLeaks, nouveau scandale international. Levée de boucliers. Quand on a tant de boucles d'oreilles chez l'orfèvre, il vaut mieux se faire oublier. On connaissait le côté salaud/sado de Bernard Gousse sous Latortue. Maintenant, il révèle son côté salaud/maso dans le goulot d'étranglement du gros bozo.

« Mon père, c'est mon père et moi, c'est moi » a confié Bernard Gousse au journal Le Matin. Il voulait astucieusement se démarquer du lourd héritage politique de Pierre Gousse, ancien Ministre de l'Information de Baby Doc. En réalité, Bernard Honorat Gousse est un réactionnaire beaucoup plus coriace que son père Pierre Gousse. De père en paire, B. Gousse a ajouté au dossier de ses affiliations macoutiques ses deux oncles : Lamartinière et Jean-Jacques Honorat. Mamma mia ! Ces détails intéressants permettent de mieux cerner le profil inquiétant du personnage. On ne devient pas B. Gousse par accident. Le malheur de Bernard, c'est d'avoir été Honorat Gousse. Au lieu de se démarquer de son héritage macoutique, il devrait plutôt l'embrasser. Là au moins, il pourrait trouver des circonstances atténuantes.

Les liens de sang ? Evidemment, on ne saurait tenir Bernard Gousse pour responsable des crimes et des convictions politiques de ses parents. Ce qu'on lui reproche surtout, c'est d'avoir réussi à excéder leurs exactions. La persistance dans la voie sanglante du macoutisme pur et dur. Et, il ne semble pas vouloir s'arrêter. Avec Micky Martelly, c'est déjà la catastrophe. Le pays ne peut pas se payer le luxe d'avoir un tortionnaire comme Premier ministre. Ce serait donner un sens trop littéral au mot « Exécutif ». Ce serait transformer l'Exécutif en un monstre à deux têtes.

Tableau de chasse : têtes de prêtre, de Ministre et de Premier ministre accrochées au mur. Pleine lune. Ricanement lugubre du

Suite à la page (16)

Une lutte cubaine contre le choléra



Des médecins cubains au « Sant Dyagnostik Entegral » à Aquin

Par Elsy Fors

L'expérience des médecins cubains en Haïti et leur lutte contre le choléra ont aidé à enrichir la pratique mondiale non seulement contre ce mal, mais aussi contre d'autres infections contagieuses, ont admis en République Dominicaine diverses organisations. Ce fait a été reconnu par des représentants de l'Organisation Panaméricaine de la Santé (OPS), du Fond des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) et les autorités sanitaires d'Haïti et de la République Dominicaine.

Présents à un atelier organisé dans la capitale dominicaine pour l'échange d'expériences entre les autorités sanitaires de la République Dominicaine, d'Haïti et de Cuba, des représentants de l'OPS et de l'UNICEF ont salué les résultats obtenus par la stratégie cubaine dans le traitement du choléra, maladie grave d'origine bactérienne qui provoque des épidémies.

Les docteurs Lorenzo Somarriba, chef de la Brigade médicale cubaine en Haïti, et Félix Ponce, membre de cette brigade, ont expliqué à Prensa Latina la raison de leurs avancées dans le pays le plus pauvre d'Amérique, frappé la même année par un séisme dévastateur et l'épidémie de choléra contre laquelle il se bat encore.

La recherche active

Une nouvelle expression s'est ajoutée au vocabulaire médical haïtien, « la recherche active », concept inventé par les toubibs cubains et qui recommande de ne pas attendre que les malades viennent dans les centres d'assistance médicale, mais plutôt que les médecins sortent en quête de patients potentiels.

Somarriba a révélé qu'un jour, alors qu'il rendait compte de l'état de la campagne contre le choléra en Haïti, le leader historique de la Révolution cubaine, Fidel Castro, a proposé à la Brigade médicale de sortir à la recherche des malades, de détecter le mal à son origine.

Par cette stratégie seulement, 5342 patients qui ne s'étaient pas rendus dans les centres d'assistance médicale ont été sauvés et sans cela ils auraient contribué à propager la maladie, a signalé Somarriba. Il a ajouté que dans le cadre de ce travail, 292 875 logements ont été visités et 1,4 millions de personnes ont été contactées dans 471 communes et 4654 sous municipalités de tout le territoire haïtien.

Durant les visites des différentes régions d'Haïti, 159 000 rencontres avec la population ont été organisées, et 264 000 consultations en tête à tête, avec une participation totale de plus de 3 millions de personnes, qui ont reçu des conseils sur la prévention et le traitement de la maladie, a-t-il expliqué.

Evaluation sur le terrain

La prestigieuse revue The Lancet, des Etats-Unis, a publié récemment une évaluation sur l'évolution de l'épidémie de choléra en Haïti.

Dans cette édition, les docteurs Jason R. Andrews et Sanjay Basu ont proposé l'hypothèse que la prévalence du choléra en Haïti fait partie du « cours naturel de l'épidémie » et

Suite à la page (16)

Argent contre Travail – A quel prix ?

Par Ayiti Kale Je

« Pour travailler au sein du programme il faut négocier. »
« Certains d'entre nous devons endurer le harcèlement sex*uel pour gagner cette maigre pitance.»*
« Les chefs d'équipe… donnent du travail à leur famille et leurs petites amies.»
« Ici nous ne croyons pas que ces emplois sont à notre avantage. »

Ce sont les propos des bénéficiaires directs d'un programme dit humanitaire dans la zone Ravine Pintade, un quartier de la capitale d'Haïti.

Il ne s'agit pas de commentaires occasionnels. Et, il ne s'agit pas d'un programme unique. C'est un des dizaines de programmes « Cash for Work » (Argent contre Travail) qui existent à travers les pays.

Une enquête approfondie du programme a découvert:

• La corruption – Trente pour cent (30%) des bénéficiaires affirment avoir donné des pots-de-vin pour obtenir ce travail.

• Les abus sexuels – Dix pour cent (10%) des bénéficiaires femmes jurent qu›elles, ou leurs amies, ont étés obligées de donner des faveurs sexuelles pour obtenir un poste.

• Le conflit social – Plusieurs bénéficiaires et leurs voisins témoignent d'une augmentation des conflits entre les habitants des quartiers et les "chefs".

Après des rumeurs sur la corruption et autres pratiques malsaines dans un programme Cash for Work exécuté par CHF (Cooperative Housing Foundation International) à Ravine Pintade, les étudiants du Laboratoire de Journalisme de l'Université d'Etat d'Haïti ont entrepris des recherches.

Avec Ayiti Kale Je (AKJ) – un partenariat entre l'agence en ligne AlterPresse, la Société pour l'animation de la communication sociale (SAKS) et des radios communautaires – ils ont enquêté pendant deux mois pour trouver des réponses aux questions : Comment être admis au programme Cash for Work et quels sont ses impacts sur les bénéficiaires?

Vaut-il le prix ?

Cash for Work (CFW) est l'un des programme qu'utilisent diverses institutions gouvernementales et organisations non gouvernementales (ONG) après un désastre pour donner du travail et pour faire circuler de l'argent dans l'économie du pays.

En Haïti, le Gouvernement et les agences multilatérales et bilatérales ainsi que plusieurs organisations travaillant dans le domaine humanitaire, utilisent le Cash for Work pour nettoyer la capitale haïtienne et d'autres villes durement frappées par le séisme du 12 janvier 2010.

Dans le langage humanitaire, les programmes « Cash for Work » sont aussi appelés programmes « Livelihoods' » (« de subsistance ») ou à « Haute intensité de main d'œuvre » (HIMO). [Ayiti Kale Je a déjà réalisé une sérié d'articles de portée globale sur Cash for Work. Voir http://www.ayitikaleje.org]

Généralement, les bénéficiaires travaillent durant deux à quatre semaines, à raison de six jours par semaine au tarif du salaire minimum – 200 gourdes, à peu près 5 dollars américains par jour – à nettoyer les ravines et les rues, au déblayage, et à la réhabilitation des infrastructures (canaux d'irrigation). Le chef d'équipe ou "foreman" reçoit le double du salaire d'un journalier, soit 10 dollars américains, selon un document de CHF obtenu par Ayiti Kale Je.

Malgré le fait qu'ils sont censés être utilisés uniquement dans les mois qui suivent immédiatement un désastre, il y a encore beaucoup de programmes CFW en cours actuellement en Haïti.

Par exemple, d'après les documents du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et du Programme Alimentaire Mondial (PAM), de janvier à août 2010, 120 000 personnes ont bénéficié d'un emploi et ce nombre pourrait atteindre 300.000 d'ici septembre 2011. Plusieurs agences telles que : Oxfam, Mercy Corps, Tear Fund, Action Contre la Faim et tant d'autres eurent recours aux programmes CFW dans les six premiers mois après le 12 janvier 2010.

Dans son « Plan d'Action pour le Relèvement et le Développement d'Haïti » (PARDH), le gouvernement haïtien applaudit les "emplois à haute intensité de main d'œuvre" et réclame 200 millions dollars américains par 200 000 emplois par jour pendant 18 mois après le désastre. Il dit :

Au-delà de ses effets économiques, cette création d'emplois répond à un souci de placer le plus rapidement possible la nation haïtienne dans la voie du relèvement et de raccourcir autant que possible une phase humanitaire vitale mais qui risque de mettre une large couche de la population en situation de dépendance. Créer des emplois d'utilité publique redonne un sens et une dignité à tout Haïtien qui souhaite pouvoir subvenir à ses besoins par le fruit de son travail.

Les haïtiens dans les zones affectées, ont-ils vraiment évité une « situation de dépendance » ? Les travailleurs des CFW, ont-ils tous un sentiment de « dignité »? Non, selon ce que les journalistes d'AKJ ont trouvé.

Ces programmes – et tous les programmes du genre – peuvent jouer un rôle important après une catastrophe et toute économie, mais, comme le savent les agences humanitaires et de développement, comportent aussi des risques. Un des manuels clés, le « Guide to Cash for Work Programming », (« Guide sur les programmes Argent contre Travail ») de Mercy Corps les souligne clairement : entre autres, la corruption, le mauvais ciblage et la création de « dépendance ».

Car, dans plusieurs cas, ce sont les notables, pasteurs, chefs ou dirigeants d'associations ou organisations communautaires qui ont procédé au choix des travailleurs.

Dégâts et dérives

Une investigation sur le programme CFW de CHF International pendant deux mois a révélé que le manuel de Mercy Corps est visionnaire. D'après les bénéficiaires, le programme Cash for Work à Ravine Pintade est entaché de corruption, d'exploitation sexuelle, de conflits sociaux et de gaspillage.



L'enquête d'AKJ, réalisée à l'automne 2010, a étudié les effets négatifs potentiels des programmes CFW sur l'économie haïtienne, sur la perception populaire du rôle du gouvernement et des ONG, sur la production agricole et sur l'éthique de travail. Cette photo du Plateau Central est typique : deux personnes travaillent pendant que cinq autres les surveillent. *Photo: HGW*

Parmi les 50 bénéficiaires interrogés, près du tiers (30%) affirment avoir été victimes de corruption ou d'exploitation. D'autres qui n'étaient pas encore bénéficiaires (les journalistes en ont interrogé 50), déclarent qu'ils étaient au courant des actes de corruption et d'abus de pouvoir. Voici les résultats de l'investigation.

N.B. – Les journalistes n'ont pas pu confirmer les affirmations des habitants de la Ravine Pintade. Cependant, en dépit du fait que les histoires se ressemblent et que les études réalisées par d'autres institutions en Haïti et ailleurs parlent de l'incidence de corruption et d'autres phénomènes, les journalistes présument qu'il y a au moins certains éléments de vérité dans les histoires qu'ils ont entendues.

Les chefs d'équipe transformés en « patrons tout-puissants »

Les autorités de la CHF ont précisé qu'ils ont réalisé un recensement à partir duquel les gens les plus vulnérables sont leur principale cible dans la distribution des travaux CFW. « Ce programme vise à donner de l'emploi aux gens les plus démunis de la Ravine Pintade », affirme Emmanuel Whapo, Coordonnateur de CHF International qui travaille sur le terrain.

Cependant, un document de promotion laisse entendre que les chefs d'équipe et « leaders » de la zone ont beaucoup de poids dans le choix des éventuels bénéficiaires : « CHF de concert avec les comités de quartier ont procédé au choix des travailleurs… »

Sur place, les journalistes ont constaté que la majorité des travailleurs ne paraissent pas être « les gens les plus démunis. » Au contraire, les travailleurs semblent plutôt être des jeunes garçons et femmes en bonne santé, pleins de fougue. D'après les travailleurs et les chefs d'équipes eux-mêmes, les chefs sont directement responsables du recrutement. Ce sont eux qui déterminent les personnes qui vont bénéficier du « cash ».

Plusieurs résidants de la zone Ravine Pintade aimeraient travailler au sein du programme, malgré l'insuffisance de salaire – 200 gourdes par jour. Mais plusieurs d'entre eux avouent : il faut que les candidats aient des contacts personnels auprès des chefs d'équipe. « Depuis le début de ce programme, nous n'avons pas eu la chance de travailler … Pas même un jour on ne nous a visités ici. Nous manifestons le désir de travailler, en dépit des misérables 200 gourdes. Mais il faut un 'parrain'», s'indigna Jeanne César, une femme de 65 ans.

Les commentaires et allégations recueillis par les journalistes font écho à l'audit de l'USAID datant du 24 septembre 2010 sur le programme Cash for Work en Haïti, qui rapporte : Puisque les emplois « argent contre travail » profitent amplement aux gens les plus démunis, il est important qu'il y ait de la transparence dans le choix des bénéficiaires afin que le programme fasse preuve de justice…

De plus, comme il est aisé de détourner les bienfaits du programme, il faut un contrôle raisonnable pour éviter la corruption, le népotisme et les pots-de-vin.

Cet audit notait que, en 2010, CHF a choisi les bénéficiaires par l'entremise des « autorités locales et les leaders communautaires, des organisations communautaires apolitiques et le personnel des organisations partenaires ».

Plus récemment, une étude du PNUD a revelé le même type de problèmes. Une présentation « Powerpoint » appelée « Preliminary lessons learnt from Cash Programming in Haïti », (« Premières leçons tirées des programmes 'cash' en Haïti ») projetée lors d'une rencontre du 16 février 2011, a souligné qu'à Grand Goâve, le Lutheran World Foundation était confronté à de graves « difficultés, car les autorités du gouvernement et les gangs locaux armés s'entredéchiraient pour s'assurer que dix pour cent (10%) de leurs partisans figurent parmi les listes ». Cette même étude confirme qu'Oxfam a reçu « une liste de la mairie… truffée de fantômes ».

Un ancien chef d'équipe à Ravine Pintade confirme le même phénomène de corruption et d'abus de pouvoir au sein du programme CHF.« Ici, les chefs d'équipe sont les seuls chefs, ils donnent du travail à leurs ami(e)s et ce qui est décevant c'est que plusieurs membres de leur famille travaillent au sein du programme alors que les bénéficiaires visés ne sont pas encore embauchés. Il y a des gens qui travaillent depuis le commencement du programme jusqu'à maintenant », a précise Jean Bernard Chaperon, ancien Conseiller de l'Association des Jeunes Progressistes d'Haïti (AJPH), qui vit dans le quartier depuis plus de 40 ans.

Chaperon a confirmé qu'il a laissé sa position de "chef" parce qu'il était victime lui aussi de corruption, pour un malentendu à propos d'un pot-de-vin de 1300 gourdes.

Whapo, un employé de la CHF sur le terrain, affirma être au courant des malversations au sein du programme mais a précisé qu'il n'est pas de sa compétence d'intervenir dans les conflits communautaires. « Nous avons reçu beaucoup de plaintes des bénéficiaires mais nous ne sommes pas là pour aider la communauté à résoudre ses conflits. C'est aux habitants de trouver une entente. Il faut laisser à la communauté le soin de résoudre ellemême ses problèmes », admit Whapo.

On paie pour être payé

Trente pour cent (30%) des bénéficiaires contactés par les journalistes admettent avoir payé pour, ou s'être fait demander de payer pour trouver ou maintenir du travail. « Je suis victime de leur agression par ce que j'avais décidé de ne pas redonner une partie de mon salaire. Depuis lors, je ne travaille plus au sein du programme », raconta Jeannette Romelus, l'épouse du Pasteur Romain Romelus.« Les responsables d'équipes ont réclamé à chaque bénéficiaire 150 gourdes pour pouvoir continuer à travailler dans le programme », soit 150 gourdes des 2400 gourdes reçues pour 12 jours de travail, a fait savoir son épouse, le Pasteur Romelus. « Les chefs d'équipe ne sont pas qualifiés, il y en a qui ne savent même pas lire. Ils ont ce travail parce qu'ils savent mettre de la pression sur les gens… Si on ne paie pas on ne va pas continuer à bénéficier du travail », admet avec colère Sylvain Ronel, bénéficiaire direct du programme.

D'après l'ex-chef d'équipe Chaperon, il y a un autre chef qui a l'habitude de dresser une liste préétablie et de réclamer des bénéficiaires 500 gourdes en coulisse.

Ce même chef d'équipe a fait pression sur les bénéficiaires au moment où les journalistes réalisaient une visite de terrain. Sans surprise, les bénéficiaires se sont repliés sur euxmêmes et n'ont pas répondu aux questions. Car, si on dénonce, on ne va pas continuer à bénéficier du programme.

Négociation sexuelle

Ce qui est beaucoup plus triste, c'est que certaines femmes avouent que beaucoup d'entre elles négocient leurs corps en contrepartie d'un emploi. La plupart ont dit que « des amis » ont « négocié » pour elles, mais aucune d'entre elles n'admet avoir été victime.

Pourtant, Claire Desrosiers Maryse a déclaré : « Je ne vais pas accuser quelqu'un en particulier, mais beaucoup de femmes vendent ce qu'elles ont pour trouver un emploi ». Armelle Desrosiers, une femme qui travaille au sein du programme, dénonça les abus dont sont victimes ses co-équipières pour recevoir un maigre salaire. « Les chefs d'équipe ont l'habitude de marchander la conscience des femmes et leur demandent d'avoir des relations sexuelles avec elles pour obtenir du travail », admit-elle.

Malgré l'impossibilité de confirmer les dénonciations des bénéficiaires et résidants de la zone à propos de l'exploitation sexuelle, dans diverses occasions, les journalistes ont pu observer que certains chefs d'équipe harcèlent des femmes sur le site.

De plus, cette situation a été confirmée par un rapport du PNUD ainsi que par Save the Children, qui indique que les membres du comité ont demandé des « faveurs sexuels » pour faire figurer des personnes sur les listes de bénéficiaires.

Cependant, interrogé à ce sujet, l'un des chefs, Reginald Luxama, a nié de tels actes. Il a précisé : « Ici, il n'y a pas ce genre de chose, d'ailleurs, la communauté a confiance en nous ».

La CHF n'est pas satisfaite du programme non plus, mais pour d'autres raisons…

Les autorités de la CHF admettent que le programme comporte pas mal de problèmes. Mais plutôt que de se concentrer sur la corruption, les agents sur le terrain ont mis l'accent sur l'efficacité.« Pour moi, le Cash for Work est un gaspillage à cause du manque de volonté réelle des bénéficiaires de s'impliquer dans une dynamique de déblayage de leurs zones », selon Anne Young Lee, directrice du projet « Katye » de CHF. « Les gens ne sont pas fiers de ce qu'ils font dans ce système. Ils ne travaillent pas, restent oisifs et reçoivent de l'argent… Je n'aime pas la mentalité du Cash for Work, pour faire du bon travail on doit changer de système », poursuit la directrice de Katye.

CHF est en train de remplacer le « Cash for Work » par le « Cash for Production » (« Argent contre Productivité »), où les travailleurs vont

Suite à la page (17)

Haiti Wikileaks Spark Political Furor and Elite Drama

By Dan Coughlin

The release of secret U.S. Embassy cables has provoked a maelstrom in Haitian politics, threatening the approval of a prime minister-designate, damaging the career of a leading right-wing politician, and throwing Haiti's tiny and ultra-rich elite into a paroxysm of public mea culpas.

"*So it is with humility and simplicity devoid of artifice that I want to offer you my sincerest apologies,*" wrote Fritz Mevs, the leader of one Haiti's richest families, in an open letter to Senator Youri Latortue, one of Haiti's most powerful right-wing politicians and a key ally of new Haitian President Michel Martelly.

"*I recognize in you the qualities of a fervent patriot, a tireless servant of your country's interests. I stand ready to make honorable amends by publicly correcting any damage to your reputation,*" he added.

Mevs was walking back charges he made in a May 2005 meeting with former U.S. Ambassador James Foley that Senator Latortue was part of a "*cabal*" of business and political elites that controlled a network of dirty cops and gangs engaged in narco-trafficking and kidnapping, generating political violence and instability.

Mevs' apology came the same week that a further batch of State Department cables released by the weekly newspaper Haïti Liberté described Youri Latortue as a "*mafia boss,*" "*drug dealer*" and the "*the most brazenly corrupt of leading Haitian politicians.*"

Latortue denies the allegations and has threatened a lawsuit against *Haïti Liberté*.

Meanwhile, parliamentary approval for President Michel Martelly's pick for prime minister, Bernard Gousse, took a major blow with the publication of secret U.S. Embassy reports that he was a "*complete failure both on the security and justice fronts*" when he served as Justice

Minister under the de facto coup government that followed the overthrow of President Jean-Bertrand Aristide in February 2004.

During his tenure, Gousse presided over repeated police and paramilitary assaults on suspected pro-Aristide neighborhoods and supporters, killing and jailing thousands of people.



Gregory Mevs at the Clinton Global Initiative in New York last September

The UN occupation chief at that time, Juan Gabriel Valdès, felt that "*replacing Gousse would be a good thing for both justice and security in Haiti,*" reported Ambassador Foley in a May 2005 cable.

"*Gousse has been the strongest single force behind the persecution of political prisoners in Haiti,*" said the Brian Concannon, director of the Institute for Justice and Democracy (IJDH) in Haiti.

When former dictator Jean-Claude Duvalier, currently under investigation and house arrest, returned to Haiti in January this year, Gousse argued against his prosecution in an op-ed for the Haitian daily newspaper *Le Nouvelliste*. As Justice Minister, Gousse commended right-wing death-squad leader and U.S. Defense Intelligence Agency (DIA) asset Louis

Jodel Chamblain for his "*great service to the nation*" and suggested he could be pardoned.

"*As an official in 2004 and more recently as an independent lawyer, Gousse has shown a troubling disregard for Haiti's obligation to prosecute human rights crimes,*" Amanda Klasing, an expert on Haiti for Human Rights Watch, told *Haïti Liberté*.

Already, 16 of 30 Haitian Senators have written to President Martelly asking for him to rescind the nomination. The Senators said in a resolution that Gousse was unacceptable for the "*repression, arbitrary arrests and killings in the neighborhoods of Port-au-Prince*" that were carried out under his auspices in 2004 and 2005.

In early June, *Haïti Liberté* began releasing articles based on the trove of 1,918 secret U.S. Embassy cables that WikiLeaks made available to the Haitian weekly newspaper.

The revelations over the last month have focused on Washington's dominant role in Haitian political and economic life, including efforts by the U.S. Embassy to scuttle a preferential oil deal with Venezuela and to block a minimum wage increase.

The cables also show how the US., U.N. and E.U. moved ahead with fraudulent presidential and parliamentary election process because they had "*too much invested*" in Haiti The secret cables showed that Washington sought the cover of elections to maintain international support for the seven-year-old military occupation of Haiti by 9,000 Brazilian-led U.N. troops.

The discredited election process resulted in the election of neo-Duvalierist Michel Martelly, who assumed the presidency in May of this year.

In a May 2005 cable, Ambassador Foley reported on efforts by the small Haitian elite to turn the Haitian National Police (HNP) into their own private army by arming and supplying the fledgling force.

Haiti's private sector elite has


Fritz Mevs profusely apologized to Sen. Youri Latortue, saying "I recognize in you the qualities of a fervent patriot, a tireless servant of your country's interests."

been a key U.S. ally in promoting Washington's agenda in the country, from free-trade and privatization of state enterprises to twice ousting Jean-Bertrand Aristide followed by U.S. and U.N. military occupations.

Haitian businessman Fritz Mevs was one of the main sources for the "*private army*" allegation.

Mevs told the Embassy that the president of the Haitian Chamber of Commerce, Reginald Boulos, had "*distributed arms to the police and had called on others to do so in order to provide cover to his own actions.*" Boulos currently sits on the board of President Bill Clinton's Interim Haiti Recovery Commission (IHRC), which controls the spending of billions donated to rebuild Haiti after the January 12, 2010 quake.

Mevs told Ambassador Foley that "*Haiti's real enemy and the true source of insecurity [was] a small nexus of drug-dealers and political insiders that control a network of dirty cops and gangs that not only were responsible for committing the kidnappings and murders, but were also frustrating the efforts of well-meaning government officials and the international community to confront them.*"

At the center of this cabal, according to Mevs, was prominent attorney Gary Lissade, formerly a lead counsel for the military government of Gen. Raoul Cedras in the early 1990s. Today, Lissade sits, alongside Reginald Boulos, on the board of the Clinton co-chaired IHRC.

Foley wrote that although his Embassy "*cannot confirm whether the alleged cabal of political insiders allied with South American narco-traffickers is controlling the gangs, we have seen indications of alliances between drug dealers, criminal gangs and political forces that could threaten to make just such a scenario possible via the election of narco-funded politicians.*"

Some political observers fear that this may be the situation in Haiti today.

The publication of the cable sparked an extraordinary second mea culpa signed by the other brothers of the Mevs family. Published in *Le Nouvelliste* the same day as Fritz Mevs' letter, the second letter, written ostensibly by family spokesperson Gregory Mevs, said the family makes "*a categorical and formal denial of the allegations made in the said article*" and "*deplores any infringement on the integrity and honor of all individuals directly or indirectly implicated in this article.*"

The letter then went on to praise the individuals that had been named by Fritz Mevs as narco-traffickers and kidnappers in Foley's May 2005 cable.

"*Senator Youri Latortue is an honorable man and committed to the advancement of the country. Known for his open-mindedness and vision, his commitment alongside the Haitian people is recognized by all. He is considered one of the most brilliant men of his generation,*" said the letter.

"*Gary Lissade is one of the best known lawyers in Haiti, enjoying an impeccable reputation. He has engaged himself many times during his career in various initiatives for the good of the community. He is the Mevs family lawyer for over 25 years and continues to be so at this time,*" added the letter.

"*Dr. Reginald Boulos is an entrepreneur and personal friend of the family. Known for his civic involvement for the private sector, concerned with social and civic responsibilities, he enjoys a reputation as being an honest and dynamic businessman,*" said the letter.

Meanwhile, Michel Brunache, former de facto President Boniface Alexandre's chief of staff, also charged by Fritz Mevs as being a "*cabal*" member "*served the country with honor, devotion and dignity.*"

The apologies and latest revelations have lit up Haitian radio stations and the blogosphere. Joe Emersberger, one of the editors of the website Haiti-Analysis.com, summed up the episode: "*The letter by Fritz Mevs to Youri Latortue reads like a fear-ridden apology to Don Corleone.*"

The Shelters That Clinton Built

The second of two installments

By Isabel Macdonald and Isabeau Doucet

June 1 marked the beginning of Haiti's 2011 hurricane season, and meteorologists project that Haiti could face up to 18 tropical storms with three to six of these developing to hurricane strength. Léogâne, where 95% of the downtown area was flooded by Hurricane Tomas last year, is relying on the Clinton Foundation's trailers as Plan A in the municipality's emergency response.

The foundation's original proposal to the IHRC referred to the buildings it planned to construct in Léogâne as "*hurricane-proof*" shelters, and this past March, Clinton Foundation foreign policy director Ami Desai reiterated that claim in a phone interview. On the foundation website, the promotional write-up about the trailers is featured under the heading "*Emergency Hurricane Shelter Project.*"

Larry Tanner, a wind science specialist at Texas Tech University, was "*suspicious*" when he heard that trailers were to be used as hurricane shelters in Haiti. Tanner thought it unlikely that Clayton Homes had developed a mobile home that could safely be used as a hurricane shelter, saying in a telephone interview that he put the odds at "*slim to none.*" Mobile homes are considered by FEMA to be so unsafe in hurricanes that the agency unequivocally advises the public to evacuate them.

In an interview with *The Nation*, Clayton Homes engineer Mark Izzo said the Léogâne trailers could withstand winds of up to 140 miles per hour. The company arrived at this figure through calculations, he said, rather than testing.

But Tanner emphasizes that such structures must be rigorously tested for resistance to high winds and projectiles. Clayton Homes's failure to test the trailers meant that they would not meet the international construction standard for hurricane shelter. "*It certainly would not be accepted by FEMA either,*" Tanner added. Moreover, the kind of anchoring systems used by the trailers in Léogâne — which rely on metal straps to attach the shelter to the ground — "*fail routinely,*" according to Tanner.



The Saint Thérèse de Darbonne elementary school's director believes that the trailers (one shown above) which house his school are "hurricane-proof," because the Clinton Foundation said they are. A wind science specialist at Texas Tech University calls the claim "suspicious."

Two weeks into Haiti's hurricane season, *The Nation* visited some of the Clinton shelters with Kit Miyamoto, a California-based structural engineer contracted by USAID and the Haitian government to assess the safety of buildings in Port-au-Prince. Standing in front of one of the trailers, Miyamoto looked doubtful when asked whether, in his professional view, these structures were, as the Clinton Foundation has repeatedly claimed, "*hurricane-proof.*" In the world of engineering, buildings are rarely considered to be truly hurricane-proof, explained Miyamoto, who said he had never heard of a wooden trailer being used as a hurricane shelter, let alone being referred to as a hurricane-proof building. "*To be hurricane-proof you a need a heavier structure with concrete or blocks,*" he explained.

Miyamoto emphasized that one of the most crucial elements for the public safety was how well the shelters' limitations were explained to the com

Suite à la page (14)

L'ÉQUIPE DE C

Par Hernando Calvo Ospina

NDLR. *Bien avant WIKILEAKS, des journalistes courageux, sérieux, progressistes ont su, grâce à un travail de fourmi, pénétrer les secrets de l'empire pour mettre à nu ses menées ténébreuses et criminelles et celles de ses agents de répression et de mort. Hernando Calvo Ospina est l'un de ces journalistes. En avril 2009, Hernando Calvo Ospina qui se rendait au Nicaragua pour un reportage a appris à cette occasion qu'il figurait sur la No Fly List qui interdit à un certain nombre de personnes de se rendre, voire même de survoler les États-Unis. Du fait de sa présence, son vol Paris-Mexico a été détourné vers les Antilles à la demande des autorités américaines. Air France avait communiqué la liste des passagers aux autorités américaines. C'est dire comment le pouvoir impérial aux sinistres tentacules planétaires redoute la force de dénonciation de ces journalistes de choc [F.L].*

Si l'on a retenu la présence massive de Cubains de l'exil dans la tentative d'invasion de la baie des Cochons en 1961, on connaît moins leur rôle dans les opérations ultérieures de la Central Intelligence Agency (CIA). Du Chili au Nicaragua en passant par le Vietnam, à travers coups d'Etat, assassinats de dirigeants, trafics d'armes et de drogue, ils ont été l'un des instruments les plus secrets et les plus meurtriers de la politique étrangère américaine.

« Notre seul délit a été de nous donner nos propres lois, notre crime a été de les appliquer à l'United Fruit. » Elu président du Guatemala en 1951, Jacobo Arbenz, entre autres mesures progressistes, promulgue une réforme agraire. Le 4 mars 1953, il exproprie partiellement la compagnie bananière américaine United Fruit, la privant de 84 000 hectares sur 234 000. Les 17 et 18 juin 1954, une armée mercenaire venue du Nicaragua et du Honduras pénètre au Guatemala et, le 27 juin, renverse Arbenz. Le secrétaire d'Etat américain John Foster Dulles et son frère Allen, directeur de la Central Intelligence Agency (CIA), sont alors tous deux actionnaires de l'United Fruit ! L'opération — nom de code PB/Success — a bénéficié de la participation active d'une « équipe de choc » de la CIA qui va traverser les décennies.

Venant après le renversement en Iran du dirigeant nationaliste Mohammad Mossadegh, le 19 août 1953, PB/Success fait à la CIA une réputation d'invincibilité et devient un modèle pour ses opérations clandestines dans le monde entier. En mars 1960, le président Dwight Eisenhower donne son feu vert à une nouvelle action destinée, cette fois, à déstabiliser Cuba, où la révolution a triomphé le 1er janvier 1959. La plupart des agents qui ont participé au renversement d'Arbenz se retrouvent responsables du « projet Cuba ». Il s'agit notamment, et à leur tête, de Richard Bissell, numéro deux de la CIA ; de Tracy Barnes, qui assume la constitution de la Cuban Task Force ; de David Atlee Phillips, responsable de la guerre psychologique ; de Howard Hunt, chargé de former le « gouvernement cubain provisoire ». Deux jeunes gens se joignent au groupe : M. Porter Goss, officier du contre-espionnage de l'armée, et M. George Herbert Walker Bush (1). Ce dernier aide à « recruter des exilés cubains pour l'armée d'invasion de la CIA (2) ».

Le 17 avril 1961, les quelque mille cinq cents hommes de cette armée, la brigade 2506, débarquent dans la baie des Cochons. Après leur défaite, en moins de soixante-dix heures, les numéros un et deux de la CIA, Dulles et Bissell, doivent démissionner.

Ulcéré par cette déroute, le président John F. Kennedy octroie un pouvoir exorbitant à l'Agence, décision qui affectera les affaires du monde pendant longtemps (3). Ministre de la justice et frère du président, Robert Kennedy supervise une nouvelle agression contre Cuba. Miami devient l'épicentre de la plus grande opération paramilitaire — JM/WAVE — jamais montée sur le sol américain. A sa tête, Theodore « Ted » Shackley et M. Thomas « Tom » Clines. Le groupe reçoit notamment le renfort du général Edward Lansdale, arrivé d'Indochine, où il a travaillé avec les services secrets français impliqués dans la guerre coloniale ; de M. Richard Secord, officier de l'US Air Force ; et de David Sánchez Morales, officier du contre-espionnage de l'armée.

Formés à la contre-guérilla

Lorsque, le 14 octobre 1962, éclate la « crise des fusées », Washington exige que les missiles balistiques installés par l'Union soviétique à Cuba soient retirés. Moscou cède, à condition que les Etats-Unis s'engagent à ne pas envahir l'île (et à renoncer à leurs propres missiles en Turquie). Kennedy accepte et ordonne de démanteler JM/WAVE.

La révolution cubaine n'en amène pas moins Washington à modifier radicalement sa stratégie de sécurité régionale. La restructuration des armées latino-américaines commence, et un centre d'entraînement et d'endoctrinement — l'Ecole des Amériques — voit le jour dans la zone américaine du canal de Panamá. Lorsque Kennedy est assassiné, le 22 novembre 1963, à Dallas (Texas), sa doctrine de sécurité nationale est déjà en place. Le renversement du président brésilien João Goulart, le 31 mars 1964, donne le signal d'une série de coups d'Etat et marque le début des disparitions et tortures d'opposants politiques, de façon massive et sophistiquée.

Cette nouvelle stratégie ne peut négliger l'expérience des agents cubains de la JM/WAVE, ni celle de certains des mille cent quatre-vingt-neuf hommes capturés lors de la tentative d'invasion de la baie des Cochons et de retour aux Etats-Unis en décembre 1962 (4). Environ trois cents d'entre eux, quasiment tous cubains (puis, dans la plupart des cas, cubano-américains par l'obtention de la nationalité du pays d'accueil), reçoivent une formation d'officier dans les académies d'opérations spéciales de Fort Benning (Georgie), Fort Mayers (Floride), Fort Peary (Virginie), etc. D'autres sont envoyés à Fort Gulick (Ecole des Amériques), pour être formés à la contre-guérilla. Ils s'appellent José Basulto, Jorge Mas Canosa (5), Francisco « Pepe » Hernández (6), Luis Posada Carriles, Félix Rodríguez Mendigutía, etc. Censés ne jamais émerger de l'anonymat, leurs noms défraieront bientôt régulièrement la chronique. « L'Amérique du Sud sera le "Far West" où ils tiendront le rôle de pionniers (7) » ; et, par leurs actions clandestines, ils « brilleront » même bien au-delà.

Par exemple, dans l'ex-colonie belge du Congo. Ils y débarquent fin 1962 pour fournir, entre autres, un soutien aérien aux forces du futur dictateur Joseph-Désiré Mobutu. Les avions appartiennent à Air America, compagnie récemment constituée et propriété de la CIA. Au sol, les hommes constituent la compagnie 58, chargée de pister et de poursuivre, sans succès, Ernesto Che Guevara et un petit groupe de révolutionnaires cubains. A la demande de Laurent-Désiré Kabila, le Che est en effet arrivé fin avril pour conseiller en techniques de guérilla ceux qui combattaient Mobutu (8).

Cette équipe de choc se renforce définitivement au Vietnam. Elle reprend et développe les méthodes des forces spéciales françaises vaincues, en finançant des opérations sales avec l'argent du trafic d'opium laotien et birman (là encore avec les avions d'Air America). On retrouve les hommes de JM/WAVE : Shackley, Clines, Sánchez Morales, Secord, « Ed » Dearborn, Rodríguez Mendigutía, en compagnie de M. Donald Gregg, inspecteur des agents de la CIA ; de M. John Dimitri Negroponte, « conseiller politique » de toute l'opération ; du général John Singlaub, ancien chef de la CIA en Corée ; de Lansdale, chargé des opérations depuis le Pentagone ; et de M. Oliver North, du service de renseignement de l'US Navy. En 1968, William (« Bill ») Colby est envoyé sur place pour diriger l'Accelerated Pacification Campaign (nom de code : Phoenix). Objectif : terroriser la population civile afin de neutraliser la résistance vietnamienne. En presque quatre ans, environ quarante mille suspects seront tués.

C'est toutefois sur un autre continent que l'équipe va connaître son succès le plus spectaculaire. En mars 1967, parmi la vingtaine d'hommes des forces spéciales américaines qui débarquent en Bolivie pour poursuivre Che Guevara, figure le Cubain Rodríguez Mendigutía. Lorsque le Che, blessé, est capturé le 8 octobre 1967, c'est lui qui transmet l'ordre de le tuer.

Trois ans plus tard néanmoins, la CIA ne peut éviter l'élection du socialiste Salvador Allende à la présidence du Chili. Richard Nixon ordonne à l'Agence d'empêcher son entrée en fonctions. L'équipe envoyée sur place échoue, mais parvient à assassiner le commandant en chef des forces armées, le général René Schneider, loyal à Allende. Son successeur s'appellera Augusto Pinochet. De nouveau, Phillips et Sánchez Morales figurent parmi les responsables des opérations sur le terrain. Devenu chef de la direction de l'Hémisphère occidental de la CIA grâce à son travail sur Cuba et au Vietnam, Shackley est chargé de la déstabilisation du gouvernement. Il nomme Clines pour qu'il se concentre sur le « cas Allende (9) ». Sous-directeur des opérations spéciales, Colby chapeaute l'ensemble. L'organisation de la campagne internationale de diffamation contre le gouvernement Allende incombe à l'ambassadeur américain auprès de l'Organisation des Nations unies (ONU) : M. Bush.

Allende éliminé en septembre 1973, Pinochet au pouvoir, tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes si... La CIA devient un objet de scandale et voit ses ailes rognées, une bonne partie de ses crimes étant révélée par la presse et par les commissions d'enquête parlementaires Church (10) et Rockefeller (11). Qu'à cela ne tienne. L'Agence « délègue » une bonne partie de ses actions aux services avec lesquels elle collabore dans le cadre de l'opération « Condor » (12) et à ses agents cubains du Commando d'organisations révolutionnaires unies (CORU). Celui-ci a été fondé en

République dominicaine, en mai 1976, sur instructions de la CIA, dirigée du 30 janvier 1976 au 20 janvier 1977 par M. Bush.

A la tête du CORU, dont le financement provient surtout du trafic de drogue (13), se trouvent MM. Orlando Bosch et Posada Carriles. Depuis Caracas (Venezuela), ils organisent l'attentat qui, le 6 octobre 1976, détruit en vol un avion de la Cubana de Aviación (soixante-treize morts). Mais, peut-être parce qu'il a été commis en plein Washington, le crime du binôme Condor-CORU qui causera le plus d'émoi sera, le 21 septembre, l'assassinat de l'ex-ministre des affaires étrangères d'Allende, Orlando Letelier.

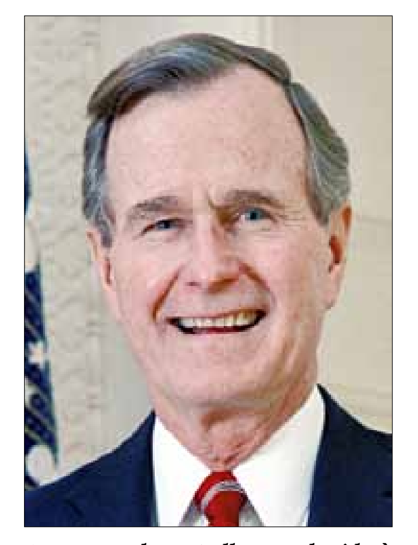
Parmi les cinq hommes ultérieurement détenus figurent trois vétérans du « projet Cuba ». La CIA de M. Bush fait son possible pour entraver l'enquête et occulter les preuves. Devenu président, le même Bush amnistiera les coupables, lesquels n'auront passé que quelques années en prison. L'un d'entre eux, M.





Le bâtiment de la Central Intelligence Agency





George Herbert Walker Bush aide à « recruter des exilés cubains pour l'armée d'invasion de la CIA



John Dimitri Negroponte



Jorge Mas Canosa

HOC DE LA CIA



IA

Guillermo Novo Sampol, sera arrêté au Panamá, le 17 novembre 2000, en compagnie de M. Posada Carriles, alors qu'ils préparent un attentat à la bombe contre M. Fidel Castro, en visite dans ce pays. Condamnés à huit ans de prison le 20 avril 2004, ils seront amnistiés le 25 août suivant par la présidente panaméenne Mireya Moscoso, grande amie des Etats-Unis.

Drogue contre armes

Entre-temps, la guerre de basse intensité de Washington contre le Nicaragua a réuni la plupart de ces agents. Le vice-président Bush supervise les opérations, tandis que MM. Gregg et North, ancien du Vietnam, dirigent le complot. Ambassadeur des Etats-Unis au Honduras — on l'y appelle « le proconsul » —, M. Negroponte transforme ce pays en une plate-forme militaire d'agression, tandis que les escadrons de la mort de l'armée hondurienne — le bataillon 3-16 — répriment l'opposition. Passé de la Bolivie aux rizières asiatiques puis au Salvador, M. Rodríguez Mendigutía ravitaille les contre-révolutionnaires nicaraguayens (la contra) — assisté par M. Posada Carriles (et par M. Basulto en territoire nicaraguayen). Pour lui confier cette mission, la CIA et les milieux anticastristes de Miami ont organisé l'évasion (août 1985) de M. Posada Carriles de la prison vénézuélienne où il avait été incarcéré après l'attentat contre l'appareil de la Cubana de Aviación.

Tout soutien financier aux contras ayant été interdit par le Congrès américain, le vice-président Bush récolte des fonds tous azimuts et par tous les moyens. La vente illégale d'armes à l'Iran, par l'intermédiaire d'Israël, débouchera en 1986 sur le scandale de l'« Iran-contragate ». M. Bush devenu président, la commission du Sénat dirigée par M. John Kerry démontrera l'existence d'une alliance entre la CIA et la mafia colombienne (14). Au Costa Rica, en juillet 1989, MM. North et Secord, entre autres membres des cercles du pouvoir américain, seront formellement accusés d'être responsables du réseau « drogue contre armes » organisé dans ce pays pendant la guerre antisandiniste…

Epurée par le président James Carter à la mi-août 1978, régulièrement mise en cause par des commissions d'enquête officielles ou la déclassification de ses archives (en particulier sous l'administration de M. William Clinton), la CIA, depuis sa naissance en juillet 1947, a certes connu des hauts et des bas. Toutefois, tous ceux qui ont participé aux actions clandestines du groupe de choc constitué en 1954 et élargi au fil des années ont bénéficié d'une constante : l'impunité. Pour n'en citer que quelques-uns, MM. Posada Carriles et Bosch vivent en liberté à Miami. M. Rodríguez Mendigutía, qui fit exécuter le Che, réside dans cette même ville, où il dirige une entreprise de conseil en sécurité. Après avoir été le premier ambassadeur des Etats-Unis en « Irak libéré », puis avoir passé vingt mois comme superpatron des services de renseignement américains, M. Negroponte est devenu numéro deux du département d'Etat en janvier 2007. Quant à M. Porter Goss, présent dans le « projet Cuba » dès 1960, il fut directeur de la CIA de septembre 2004 à mai 2006.

Le Monde Diplomatique.
Janvier 2009

* **Hernando Calvo Ospina** est un journaliste et écrivain colombien. Il collabore avec le mensuel français le Monde Diplomatique, et a participé à des documentaires pour la chaîne de télévision britannique BBC, la franco-allemande Arte et l'allemande ARD. Il est l'auteur de Sur un air de Cuba, (Le Temps des cerises, Pantin, 2005), de Rhum Bacardi. CIA, Cuba et mondialisation (EPO, Bruxelles, 2000), et de. Derrière le rideau de Colombie fumée. Histoire du terrorisme d'Etat (Le Temps des cerises, Pantin, 2008). Il vit en France.

Notes

(1) Il ne sera question dans cet article que de M. George Bush père.
(2) Common Cause, Washington DC, 4 mars 1990.
(3) William Colby, Trente Ans de CIA, Presses de la Renaissance, Paris, 1978.
(4) Ils ont été échangés par Cuba contre 54 millions de dollars d'aliments et de médicaments.
(5) Futur président de la Fondation nationale cubano-américaine (FNCA), principale organisation anticastriste basée à Miami, qu'il dirigera jusqu'à sa mort en novembre 1997. La FNCA a été impliquée, entre autres, dans la vague d'attentats qui a affecté La Havane en 1997.
(6) Actuel président de la FNCA.
(7) Jean-Pierre Gillet, Les Bérets verts. Les commandos de la CIA, Albin Michel, Paris, 1981.
(8) Le Che et ses hommes se retireront en novembre 1965.
(9) David Corn, Blond Ghost : Ted Shackley and the CIA's Crusades, Simon & Schuster, New York, 1994.
(10) Congrès américain, « Select committee to study governmental operations with respect to intelligence activities », 1976.
(11) Publié le 10 juin 1975, sous la présidence de Gerald Ford (1974-1977), le rapport Rockefeller accuse la CIA d'activités illégales « depuis vingt ans ». Les anciens présidents Lyndon Johnson (1963-1969) et Nixon (1969-1974) sont mis en cause.
(12) Coopération des services secrets des dictatures du sud du continent pour la répression et l'assassinat des opposants politiques.
(13) Peter Dale Scott et Jonathan Marshall, Cocaine Politics. Drugs, Armies, and the CIA in Central America, University of California Press, Los Angeles, 1991.
(14) Ibid.



Le président Dwight D. Eisenhower et son secrétaire d'Etat John F. Dulles



Richard Bissell



Le secrétaire d'Etat américain John Foster Dulles (à droite) serre la main à son frère Allen, directeur de la CIA



Orlando Bosch et Posada Carriles



Kennedy accepte la bannière de la brigade et a promis pour le ramener à la brigade dans une Havane libre.

Conversation avec Julian Assange (Wikileaks)

3ème Partie

Martha Rosler : Bonjour M. Assange. J'ai plusieurs questions. D'abord, avez-vous des opinions politiques autres que ce qui semble être une forme relativement amorphe de libertarianisme ?

JULIAN ASSANGE : Oui, j'ai une opinion politique, et cette opinion est que toutes les pensées politiques sont en faillite, parce qu'elles n'ont pas été créées avec une compréhension parfaite du comportement des institutions. Une meilleure question serait : est-ce que j'ai un penchant politique ? Oui, j'ai un penchant vers un mélange de libertarianisme et la conviction qu'il est important de comprendre les choses. Ce qui en découle c'est une volonté de faire rendre des comptes aux pouvoirs par une action mue par cette conviction.

Si vous avez un tempérament libertaire, vous êtes naturellement opposé aux pouvoirs autoritaires. Et si vous avez un tempérament qui vous pousse à chercher à comprendre, alors vous cherchez à comprendre le pouvoir. La combinaison des deux me fait dire que c'est en comprenant le pouvoir qu'on l'empêche de commettre ses pires abus.

Et je pense aussi qu'une majeure partie du monde est en train de se résumer à deux grands systèmes de pouvoir. Le premier est constitué des marchés, qui peuvent devenir très grands et puissants lorsqu'il s'agit de marchés financiers mais qui peuvent aussi subir des distorsions par des interactions économiques. Le second est composé de réseaux de népotismes - ce sont ces derniers qui comptent réellement, ce sont eux qui partagent, promeuvent, encouragent et distribuent toutes les formes de pouvoir, en dehors des marchés. C'est plus une vision du monde qu'une opinion politique.

Je suis aussi arrivé à une notion, plus proche des concepts politiques contemporains, de gouvernements occultes. Ils sont plus visibles dans les nouveaux états de l'Europe de l'est, comme la Bulgarie, où règne en surface un simulacre de démocratie modelé à l'européenne – même si ces démocraties européennes ne sont que des simulacres - mais les choses sont plus visibles dans des états comme la Bulgarie. Sous la surface, il existe un réseau


Julian Assange

de népotismes qui contrôle en réalité la justice et la distribution du pouvoir et de la richesse dans le pays.

Je vois la même tendance se développer aux Etats-Unis. A présent, aux Etats-Unis, il y a deux systèmes qui rivalisent pour contrôler la distribution du pouvoir. Il y a d'un côté une forme moderne de ce qu'on appelait le complexe militaro-industriel ou le complexe du renseignement, et d'un autre côté il y a Wall Street. Ces deux groupes rivaux aspirant à contrôler la distribution du pouvoir aux Etats-Unis. Je pense que ces deux systèmes sont plus ou moins liés respectivement à Hillary pour ce qui concerne le complexe, et à Obama pour ce qui concerne Wall Street. En fait, il est très intéressant d'examiner les attaques lancées contre nous aux Etats-Unis et d'y déceler l'expression de la rivalité entre ces deux systèmes.

Martha Rosler : Etes-vous par exemple un social-démocrate ? Avez-vous des opinions sur l'état et la gouvernance dont vous aimeriez nous faire part ?

JULIAN ASSANGE : Nous en avons déjà parlé, mais peut-être est-ce l'occasion de creuser un peu. Je voudrais revenir sur l'exemple des Etats-Unis.

Lorsque j'étais en Russie dans les années 90, je regardais la chaîne de télévision NTV à Moscou. NTV était la chaîne la plus libre que je n'aie jamais vue. Je ne sais pas si vous connaissez « Spitting Image », une ancienne émission satirique très agressive sur la télévision publique britannique. Mais NTV et d'autres chaînes russes étaient bien plus agressives. Et c'était possible parce qu'à l'époque, il y avait quelque chose comme dix centres indépendants de pouvoir. Il y avait l'armée, les restes de l'ancien KGB et le KGB de l'extérieur, qui est devenu le SVR. Il y avait Yelstine, et sa fille, et la mafia. Il y avait aussi un ramassis d'anciens bureaucrates survivants de l'Union Soviétique. Et il y avait sept oligarchies. Ce qui signifie qu'en termes de contrôle des médias, l'état et les oligarchies contrôlaient chacun les leurs. Le résultat était qu'on pouvait diffuser pratiquement n'importe quoi sous la protection d'un de ces groupes. Lorsque Poutine est arrivé, il a mis les oligarchies au pas. Certaines ont été arrêtées, certaines ont vu leurs biens saisis, et certaines ont été exilées. Elles sont tombées sous l'influence de la pyramide de Poutine. Les propriétaires des chaînes de télévisions ont restreint la démocratie populaire. A présent, pour diffuser quelque chose en Russie, il faut obtenir la bénédiction de quelqu'un au sein de la pyramide.

Je perçois aux Etats-Unis une rivalité pour le contrôle de la pyramide entre la forme moderne du complexe militaro-industriel et Wall Street. Le complexe militaro-industriel a renforcé de manière assez agressive son emprise sur cette pyramide. Il y a désormais environ 900.000 personnes aux Etats-Unis qui ont une habilitation secret-défense. Il y a dix ans, l'Agence de Sécurité Nationale (NSA) avait seize sous-traitants. La NSA est la plus grande agence d'espionnage des Etats-Unis, et son budget global est supérieur à celui du FBI et de la CIA réunis. C'était du moins le cas il y a huit ans, la dernière fois que j'ai vu des chiffres. A présent, la NSA a plus de 10.000 sous-traitants.

De même, l'engagement des Etats-Unis en Irak a généré 10.000 sous-traitants privés. Ainsi, le réseau de népotisme est en train d'être transféré vers le secteur privé. Il est moins contrôlé qu'auparavant. Ses tentacules se répandent à tous les niveaux de notre société et le nombre de personnes qui sont d'une manière ou d'une autre liées à cette structure, par des liens commerciaux ou familiaux, continue de grandir. J'estime qu'entre 30 et 40 pour cent de la population US sont désormais directement liées ou très proches de cette structure.

Au cours des deux dernières années, l'impôt sur le revenu aux Etats-Unis a chuté de près de 25%. Dans le même temps, le volume du budget de l'état consacré à ce secteur au cours de la première année du mandant d'Obama a augmenté de 6 ou 7 % - ce qui signifie que la part de budget accaparé par ce secteur est en augmentation. Ce qui signifie que le réseau est en train de renforcer son pouvoir parce que sa part du gâteau augmente. C'est un véritable problème pour les Etats-Unis. Il s'agit là d'un vaste gouvernement occulte, composé d'entreprises privées connectées au côté opaque du système, au système de sécurité nationale, et aussi d'un nombre sans cesse croissant de nouvelles bureaucraties.

Il est préoccupant de constater que les Etats-Unis sont en voie de « Poutinisation ». Ce que Poutine et les Silovikis ont fait en Russie est en train de se reproduire aux Etats-Unis. Et pas seulement aux Etats-Unis, mais dans l'ensemble de



La NSA est la plus grande agence d'espionnage des Etats-Unis, et son budget global est supérieur à celui du FBI et de la CIA réunis.

l'Occident.

HUO : Vous voulez dire que tout l'Occident est en train d'être « Poutinisé » ?

JULIAN ASSANGE : L'Occident est lentement en train d'être « Poutinisé ». C'est aux Etats-Unis qu'il s'est développé le plus. Mais il y une rivalité avec le secteur bancaire et il n'est pas clair qui va gagner.

Avec le temps, il est possible que ces deux systèmes ne forment plus qu'un. La privatisation du secteur de sécurité nationale signifie que les connexions entre Wall Street et le complexe commencent à fusionner car tous deux commencent à détenir de commun des parts dans des sociétés, comme Lockheed Martin ou Boeing, et des investissements croisés et des portefeuilles d'actions qui s'imbriquent les unes [dans les] autres et ainsi de suite, autour de tous ces sous-traitants du renseignement et de l'armée. Ils sont en train de fusionner en certains points importants.

En observant le comportement de la Maison Blanche, il est clair qu'il y existe - et aussi au sein des groupes qui exercent une influence sur elle - encore des divergences entre ces deux groupes. Les soutiens d'Obama viennent de Wall Street, du secteur bancaire, et ce sont ses principaux financiers. Et en fait Obama n'a pas d'emprise sur le complexe. C'est comme s'il était assis entre deux chaises. Au fur et à mesure que le pouvoir du complexe se renforce, il ne peut qu'accompagner le mouvement. Il est obligé de suivre, parce qu'il ne le contrôle pas. Il n'a aucun moyen d'intervention, parce que sa famille n'a aucune relation dans ce système. Ils ne font pas partie du réseau, alors il ne peut pas le contrôler. Hillary, à l'inverse, a de nombreuses connexions avec ce système.

Regardez ce qui s'est passé lorsqu'on a annoncé que (la maison d'édition) Knopf avait signé un contrat de 800.000 dollars pour mon livre qui devait sortir aux Etats-Unis, et que j'ai annoncé qu'une partie de cet argent allait servir à renflouer Wikileaks. Peter T. King, le président de la Commission de Homeland Security – un poste important au sein du Congrès US – a écrit à Timothy C. Geithner, le secrétaire du Trésor US, pour lui demander personnellement d'ajouter Julian Assange et Wikileaks sur la liste appelée « Specially Designated Nationals List » qui contient la liste des entités et personnes soumis à un embargo. De manière similaire à Cuba qui est sous un embargo qui interdit toute relation économique avec tout citoyen américain sous peine de poursuites pénales, j'allais être, à titre personnel, soumis à un embargo, et Wikileaks aussi, et donc interdit de toutes relations économique avec tout citoyen états-unien.

48 heures plus tard, Timothy C. Geithner a notifié son refus. C'est très inhabituel. Geithner est issu de l'élite du réseau de Wall Street. Comme secrétaire du Trésor US, il en fait toujours partie. En termes diplomatiques, c'était un signal très intéressant. Sur le plan purement technique, Geithner aurait pu faire trainer les choses pendant une, deux ou trois semaines et ensuite rejeter ou accepter la demande pour des raisons techniques. En rejetant la demande aussi rapidement, il faisait comprendre qu'il ne voulait pas.

C'est facile à comprendre, parce que la sécurité nationale, le gouvernement et le secteur privé aux Etats-Unis ont pu se développer parce qu'ils n'ont pas de comptes à rendre, à cause de l'opacité qui règne. C'est comme ça qu'ils font pour renforcer leur pouvoir. Mais Wikileaks a les moyens de limiter le pouvoir du complexe. Divulguer ou encourager la divulgation d'informations sur le complexe est illégal - ou vous fera entrer dans la liste des embargos – mais arrange son rival, le réseau de Wall Street.

Martha Rosler : Croyez-vous qu'il y ait une place pour le secret diplomatique, peut-être pour une période limitée, ou pensez-vous qu'il ne devrait pas avoir de négociations secrètes ou d'autres acteurs politiques sur la scène mondiale ?

JULIAN ASSANGE : C'est une question intéressante, parce que quand le gouvernement révolutionnaire américain est arrivé au pouvoir, il a publié toutes ses négociations diplomatiques dans le mois qui a suivi. Donc, de façon idéale, toutes les communications diplomatiques devraient être rendues publiques. Mais en réalité, cela n'arrivera pas. C'est utopique. Je pense que le principe devrait être de rendre les choses les plus transparentes possible. Mais c'est un sacrifice que nous refusons.

Lorsqu'on ne peut pas garder des choses secrètes, on peut les cacher derrière une complexité. On peut le constater par l'effarant jargon bureaucratique politiquement correct de certaines institutions, comment celles-ci réussissent à éviter de rendre des comptes sans recourir au secret. Il leur suffit de tordre les phrases et de cacher les choses en les compliquant ou en utilisant certains termes.

S'il fallait choisir, je ne suis pas certain de pouvoir le faire. Les risques posés par le secret sont si effrayants que je suppose qu'il vaut mieux endurer le politiquement correct et la complexité. Mais s'agissant de realpolitik, donc de court terme, on comprend que le secret puisse être appliqué de temps en temps.

La question est de savoir qui est censé détenir le secret. Évidemment, c'est l'entité elle-même qui décide qui. Ce n'est pas la population d'un pays, encore moins la population mondiale.

Martha Rosler : Est-ce que les informations sur les banques US vont être bientôt publiées ?

JULIAN ASSANGE : Je ne vais pas vous dire quand. Il vaut mieux ne rien annoncer.

Suite à la page (15)

Double-jeu des États-Unis contre le Mexique



À la frontière, le poète mexicain Javier Sicilia au cours d'un rassemblement pour la paix

Par André Maltais *

Après le meurtre de son fils, trouvé ligoté et asphyxié dans une camionnette, le 28 mars dernier, à Cuernavaca, le poète mexicain, Javier Sicilia, a publié une lettre ouverte « aux politiciens et aux criminels » dans laquelle il condamne la guerre à la drogue du président Felipe Calderon.

« On en a ras le bol, écrivait-il, parce que les politiciens ne peuvent imaginer autre chose que la violence, les fusils et les insultes, montrant par là leur profond mépris pour l'éducation, la culture et les possibilités de travail honnête. »

La lettre a eu l'effet d'une bombe et, à deux reprises, des marches citoyennes silencieuses toujours plus imposantes ont traversé les rues des principales villes du pays et mené à la création du Mouvement pour la paix dans la justice et la dignité.

Le mouvement propose un pacte en six points entre la population et tous les niveaux de gouvernement pour sortir de la violence : retour de l'armée dans les casernes, fin de l'impunité et de la corruption, résurgence de la mémoire des victimes, création de possibilités pour les jeunes, renforcement de la démocratie et reconstruction du tissu social en investissant dans la santé, l'éducation et la culture.

Dès son arrivée au pouvoir, en 2006, le président Calderon a décidé de militariser le combat contre les cartels de la drogue en lançant plus de 50 000 soldats dans les rues. Moins de cinq ans plus tard, le Mexique compte 40 000 morts et 18 000 disparus, en grande majorité des jeunes et des migrants qui vont vers les États-Unis.

Ce sont souvent des enfants de 14 à 16 ans, déclare à la chaîne Telesur, une mère venue identifier les restes de sa fille après la découverte de plusieurs fosses communes près de Tamaulipas, au nord-est du pays.

Ils sont enrôlés de gré ou de force par les cartels qui cherchent une main d'œuvre accrue pour lutter contre l'armée et gagner des territoires d'opération contre les cartels rivaux. Plusieurs meurent au cours d'une fusillade, d'un règlement de compte après des tortures qui se veulent exemplaires ou simplement parce qu'ils refusent de joindre les cartels ou de céder l'argent, la voiture ou les vêtements qu'on tente de leur extorquer.

98% de ces meurtres demeurent impunis et, depuis le début de la guerre, la consommation de drogues chez les jeunes mexicains a augmenté de 50%. Calderon a déclenché « un holocauste pour nos jeunes », dit Javier Sicilia.

Mais cette guerre est-elle seulement celle du président Calderon? Dès son déclenchement, les États-Unis se sont empressés d'officialiser leur appui en signant avec le Mexique l'Initiative de Merida, un traité de coopération mutuelle pour combattre le trafic de drogues.

Aussitôt Washington joue double jeu. Alors que la DEA (Drug Enforcement Administration) et le Département d'État financent et équipent l'armée mexicaine, ils en font tout autant pour les narcotrafiquants.

En août 2008, lors d'un forum du Congrès mexicain, le président Calderon lui-même critiquait le gouvernement états-unien pour le peu d'efforts déployés afin de réduire sa consommation de drogues intérieure et pour son « irresponsabilité » dans la vente d'armes aux trafiquants mexicains.

« Pour eux, se plaignait le président mexicain, c'est un commerce de vendre des armes aux criminels des autres pays ». L'ONU estime que 20 000 armes entrent annuellement au Mexique en provenance des États-Unis.

En mars dernier, l'assassinat d'un agent du Département de la sécurité intérieure des États-Unis, à San Luis Potosi, au Mexique, menait à la découverte de l'opération Rapido y Furioso. L'agent avait été tué par un cartel avec une arme provenant de la Direction des alcools, tabacs, armes à feu et explosifs des États-Unis.

L'opération consistait à faire entrer illégalement au Mexique des milliers d'armes de haut calibre afin de supposément remonter aux sources du crime organisé opérant à la frontière états-unienne. Le plan n'a pas réussi et ces armes se sont retrouvées aux mains des mafias.

Alors que l'assassinat de l'agent états-unien a été tout de suite suivi de la formation d'un groupe de travail conjoint entre les deux pays impliquant la participation directe du FBI en territoire mexicain, l'opération Rapido y furioso, beaucoup plus grave, n'a généré qu'une enquête interne de la part de l'administration Obama, enquête que Calderon ne pourra que « suivre attentivement ».

En permettant également à leurs banques de blanchir annuellement des milliards de dollars d'argent provenant des cartels mexicains, les États-Unis financent ces derniers.

Le pays qui se permet de sanctionner la pétrolière vénézuélienne PDVSA pour faire affaires avec l'Iran, dit Robinson Zalazar Perez, professeur-chercheur à l'Université autonome de Sinaloa, a laissé, depuis 2006, les banques états-uniennes opérant au Mexique blanchir 1,3 milliards de pesos des cartels de la drogue, soit 80,7 fois l'aide économique apportée par l'Initiative de Merida.

Ces politiques états-uniennes de non-intervention en matière d'armes et de blanchiment d'argent prolongent la guerre à la drogue et en augmentent le niveau de violence en territoire mexicain. Cela permet ensuite à des haut-fonctionnaires politiques et militaires états-uniens d'insinuer que l'État mexicain est incapable et que les cartels de la drogue sont une menace pour la sécurité des États-Unis.

En février dernier, le chef de l'espionnage états-unien, James Clapper, déclarait que des terroristes d'Al-Qaida pourraient utiliser les réseaux des narcotrafiquants mexicains aux États-Unis.

« Il existe une forme d'insurrection, au Mexique, disait en même temps Joseph Westphal, haut-fonctionnaire de l'armée états-unienne, qui se passe juste à notre frontière. On ne parle pas seulement de drogues et d'immigrants illégaux; on parle de la potentielle prise de contrôle d'un gouvernement par des personnes corrompues ».

La conclusion est évidente, dit le professeur Zalazar : les États-Unis envisagent une intervention armée.

Mais celle-ci est déjà en cours, écrit Eduardo Nava Hernandez, du portail Internet Cambio de Michoacan, pour qui l'État mexicain, isolé du processus d'intégration latino-américain, vit une situation « d'annexion de basse intensité » aux États-Unis.

Depuis juillet 2009, un accord secret permet à des drones états-uniens de survoler le Mexique pour « espionner » le crime organisé et à des agents états-uniens opérant en territoire mexicain de porter des armes à feu et d'écouter les lignes téléphoniques des suspects.

Les nominations mexicaines à des postes-clé de la sécurité sont approuvées par l'ambassade états-unienne. À la demande de cette dernière, le président Calderon vient même d'ouvrir un nouveau front de guerre à la frontière avec le Guatemala.

Deux bases militaires et une nouvelle police des frontières y seront déployées pour « protéger » les migrants centraméricains. Ce nouveau théâtre d'opération inclut le Chiapas, une région déjà sur-militarisée où l'EZLN (Armée zapatiste de libération nationale) pourrait bien être un objectif collatéral des violences à venir.

Javier Sicilia accuse avec raison le gouvernement Calderon d'administrer des « institutions pourries » et de ne pas protéger ses citoyens. Mais la médiatisation planétaire de ces paroles n'a sans doute pas déplu aux faucons de Washington qui invoquent la « protection des civils » pour justifier l'intervention en Libye.

L'Aut Journal 7 juin 2011

NDLR. **André Maltais** est un administrateur scolaire et homme politique fédéral du Québec. Il est un collaborateur régulier de Mondialisation.ca

Transformer une crise en opportunité: sur la récupération du scandale des écoutes du News of the World

Par Stephen Harper

Il est inutile de réagir aux nouvelles du jour ; il vaut mieux considérer chaque information comme une manoeuvre tacticienne du camp ennemi qui doit être décodée ou comme des opérations destinées à provoquer une réaction spécifique.

Le Comité invisible, L'Insurrection qui vient.

Le scandale des écoutes téléphoniques du journal anglais The News of the World a mis en lumière la révoltante culture de collusion et de corruption qui lie les politiciens britanniques, la presse et la police et dont l'existence a peu de chance de surprendre ceux qui connaissent quelque peu ces institutions. Cela n'étonnera pas non plus les centaines d'employés de News of the World qui vont maintenant perdre leur travail à cause des crimes et des erreurs commis par les directeurs de News International. News International considère de toute évidence ses employés et les victimes des écoutes comme des proies idéales. En fait, s'il est vrai que le scandale des écoutes du News of the World représente un terrible revers pour Rupert Murdoch, cela donne en même temps au Roi Soleil, comme on le nomme, l'occasion de rationaliser son empire de presse au moment où le rentabilité des tabloïdes diminue.

Dans un article du magazine de droite britannique The Spectator intitulé «Ce que les journaux ne disent pas», le journaliste Peter Oborne reproche aux politiciens et aux médias de ne pas faire le lien entre le scandale et l'ambition de Murdoch de prendre le contrôle de BSkyB. Oborne pose une question qui selon lui n'a pas été posée : «Est-ce que le propriétaire de News International est encore 'digne' d'une fonction aussi importante dans les médias britanniques et 'apte' à l'occuper «. On se pose certainement la question de l'aptitude morale de Murdoch pour le rôle de super magnat de la presse, surtout dans la partie des médias dominants qu'il ne possède pas (comme The Spectator), d'ailleurs Murdoch a été forcé de renoncer à s'approprier BSkyB, du moins pour le moment.

Si Oborne veut faire du ski hors piste, voilà les questions qui ont été ignorées par les médias dominants : Lequel des nombreux ennemis de Murdoch «a appuyé sur le bouton» des écoutes téléphoniques ? Et pourquoi maintenant ? Pour des raisons évidentes il est difficile d'obtenir des réponses définitives, mais il n'y a aucun doute qu'il y a en Angleterre des éléments qui sont hostiles à la position pro-américaine de Murdoch et qui ne voient pas d'un bon oeil l'éventuelle domination de Murdoch sur les médias britanniques.

Et voici une autre question largement négligée : étant donné que les médias «respectés» comme la BBC britannique induisent systématiquement en erreur le public (pour ne prendre qu'un exemple, la BBC fait en ce moment l'impasse sur les mouvements populaires d'Espagne et de Grèce), pourquoi nous indignons-nous seulement de ce que fait la presse de Murdoch ? Il faut se souvenir, après tout, que du point de vue de leur engagement idéologique profond, les services publics de radio et de télévision et Murdoch sont du même bord. De fait, les gens de gauche qui se plaignent des «conglomérats» médiatiques et du «néolibéralisme» sous estiment trop souvent les profondes manipulations idéologiques auxquelles se livrent la presse libérale et les services publics de la radio et de la télévision.

L'inapte régulateur de la presse, la Commission des plaintes contre la presse (Press Complaints Commission) n'y survivra peut-être pas et des règles plus strictes seront imposées à la presse. Mais il y a toutes les chances pour que ce scandale ne réussisse finalement qu'à renforcer le pouvoir de l'état britannique et de son système de propagande. D'une manière qui rappelle la récupération par la classe dirigeante du scandale des notes de frais des membres du parlement anglais en 2009, l'indignation publique contre les fautes professionnelles du News of the World est exploitée par les pouvoirs politiques et médiatiques pour augmenter leur capital éthique en se félicitant mutuellement d'avoir sorti quelques pommes pourries du tonneau. Même si nous considérons ce scandale comme une «crise» authentique et spontanée et non comme une liquidation bien planifiée, la crise a déjà été utilisée par la classe dirigeante pour rassurer le public sur la solidité fondamentale du système politique et médiatique britannique.



Rupert Murdoch

Dans leurs réactions au scandale de News of the World, la plupart des universitaires libéraux ont le plus souvent considéré aussi le scandale des écoutes téléphoniques comme une aberration, en soulignant le besoin d'un journalisme éthique et courageux qui remplisse le rôle qui lui revient à savoir remettre en question le pouvoir et promouvoir le débat démocratique. Mais cet argument repose sur l'assomption que la démocratie libérale (ou même, selon l'expression nationaliste éculée «notre démocratie») est une Bonne Chose -et que le rôle principal des journalistes est de la promouvoir.

Ces idées toutes faites sur la démocratie et le rôle du journalisme peuvent réconforter ceux que ces récentes révélations ont à juste titre écoeuré. Cependant d'un point de vue plus radical, on peut les considérer comme «des stratégies du containment» (endiguement) comme dit Fredric Jameson qui servent à bloquer la réflexion critique sur les contradictions du capitalisme et les opérations macro-idéologiques des médias d'information. On est dès lors amené à se poser des questions plus vastes : peut-on vraiment appeler démocratie une société où les politiciens et les médias oeuvrent inlassablement à l'oppression de la classe laborieuse ? Et l'ultime fonction du journalisme politique de la pensée dominante est-elle vraiment de servir la démocratie - ou plutôt comme dirait Noam Chomsky, de la saboter ?

Dr Stephen Harper est maître de conférence en études des médias à l'Ecole d'Arts Créatifs, Films et Médias de l'université de Portsmouth.

Dissident Voice 15 juillet 2011
Traduction Dominique Muselet
LGS 18 juillet 2011

Avis Matrimonial

Je soussigné Mr Auguste St. Eloi, demeurant et domicilié au 833 East 40 Street, à Brooklyn NY 11210, avise le public en général, le commerce en particulier et la justice que je ne suis plus responsable des actes de mon épouse Madame Fumène St. Eloi, née Cordon, jusqu'à ce qu'une décision finale en divorce soit délivré contre elle.
Brooklyn, NY ce 28 juin 2011

Signé
Mr. Auguste Saint-Eloi

****

Matrimonial Notice

I, Mr Auguste St. Eloi, living and domiciled at 833 East 40 Street, Brooklyn NY 11210, notify the general public, businesses and justice in particular, that I am no longer responsible for the actions of my wife Mrs Fumène St. Eloi, maiden name Cordon, until a final divorce ruling is issued against her.
Brooklyn, NY ce 28 juin 2011

Signed
Mr. Augustus Saint-Eloi

Suite de la page (9)

munity expected to use them. "*Hopefully people do understand that these windows do need to be protected if a major hurricane is expected to be coming,*" he said. Miyamoto said the likelihood is "*really high*" that the windows will break without storm shutters, and "*once those window systems break,*" he explained, making a toppling motion with his arms, "*you cannot just be in there.*" The roof will "*pop off.*"

When asked if the shelters had come with any storm shutters, André Hercule, director of Saint Thérèse de Darbonne elementary school, which has also received Clinton trailers, shook his head, then grabbed the nearest open trailer window and effortlessly slid it shut. Clicking it locked, he explained, "*We'd close all the windows.*" The school director remains confident after hearing Clinton speak at a news conference in August 2010 at his school that the trailers are hurricane-proof.

Léogâne's Department of Civil Protection may also be operating on this assumption. At the Léogâne town hall, a derelict white paint-chipped building that looks stately in contrast to the 17-month-old tent camp nearby, DCP coordinator Philippe Joseph explained the municipality's plans for community outreach in the event of a hurricane. "*We'll send scouts with megaphones and tell people to gather their papers and go to the Clinton Foundation shelters,*" he said as he sketched a rough map, indicating the best routes to the dual-purpose school buildings from the geographic zones most vulnerable to storms.

Asked if he believed the trailers would offer adequate protection during a hurricane, Joseph seemed taken aback: Clinton had himself said that these were hurricane-proof shelters, he said.

In a jungly field on the outskirts of Léogâne, four of the 20 Clinton classrooms sit empty at another school, Coeur de Jesus. Because of the trailers' leaky roofs, puddles form on the floor that need to be mopped up by the maintenance staff. As school director Antoine Beauvais explained, the new 16-by-40-foot trailers were too bulky to fit in the cramped residential area where his school was previously located. But for lack of toilet facilities or running water provided by the foundation for the newly created remote campus, the school has been unable to use its new trailer classrooms.

When *The Nation* visited the site with Miyamoto, at least one strap on a trailer slated to be used as a hurricane shelter in the coming months was already loose. As Miyamoto moved the slack metal ribbon that is meant to ensure the trailer stays stable during a storm, the structural engineer remarked that these kinds of anchoring systems are liable to corrode. "*You definitely want to look at it at least once a year,*" he said grimly.

It's unclear whether such maintenance will occur. Clayton Homes recently visited some of the schools after the IOM, which works with the UN, raised concerns about the condition of the shelters. However, Conille said he did not know anything about plans the Clinton Foundation had made for the maintenance of the "*hurricane shelters*" in the longer term. The Haitian contractor who was initially hired to help install the shelters, Philippe Cinéas of AC Construction, said that neither he nor his staff were trained to service them. This raised concerns for Cinéas because, as he knew from experience, "*in Haiti maintenance is always a problem.*"

While Clinton Foundation COO Laura Graham claims that the foundation has always been "*very accessible*" to the school and municipal officials in Léogâne, neither the school directors nor the civil protection coordinator had any way of getting in touch with the foundation, they told *The Nation*, and had to resort to going through intermediaries.

Joseph, the DCP chief for Léogâne, faults the trailer project for being decided from afar and "*from the top down,*" like so much of Haiti relief. While the Clinton Foundation claims that it worked with local government to implement the shelter plan, Joseph disputes this. The foundation simply informed him that it was building four schools in his district, he says. "*To me this is not a consultation,*" the local official remarked. "*To consult people you have to ask them what they need and how they think it could best be implemented.*"

Joseph ascribes the new shelters' "*infernal*" heat, humidity and other problems to this lack of on-the-ground consultation. He added, with regret, that people in desperate need of employment and shelters watched as "*the Clinton Foundation came in with all its specialists and equipment, but they didn't give any training.*" He said that "*if they use a local firm they will not only create jobs in a community that has been decapitalized by the quake but they will also take into account the environmental reality on the ground.*"

In the proposal approved by the IHRC, the Clinton Foundation said that "*up to 300 local workers would be employed to build the schools.*" Cinéas said there were only five to eight people hired by his firm on a very temporary basis, and the foundation declined to comment on what additional jobs were created.

Farmer, the Clinton envoy, recently published a report on trends in Haiti's dysfunctional aid system. He stressed the need for "*accompaniment*" to be the guiding principle of Haiti's reconstruction, with Haitians "*in the driver's seat*" and the international community listening to their priorities. Farmer also emphasized the importance of local procurement and job creation.

It is hard to imagine a better case study of the very opposite approach than the Clinton trailers. In response to questions about what due diligence the foundation did to ensure the safety of the trailers it purchased for use as hurricane shelters, the Clinton Foundation initially insisted that the most appropriate person to speak to was a Haitian employee of Clinton's UN Office. When Graham, the foundation's COO, finally agreed to talk about the project on the record, she denied that the foundation had been responsible for any due diligence regarding its own project, claiming that those responsible were a "*panel of experts,*" including one point person from the foundation, Greg Milne, and representatives of other organizations. (Milne referred all questions to the foundation's press office.) The Clinton Foundation agreed to furnish documentation of who was on this panel but by press time had not done so.

Graham said that the staff of the Clinton Foundation — which has for more than a year publicized the "*hurricane shelters*" that "*President Clinton*" built in Léogâne — are "*not experts*" in hurricane shelter construction. She claimed the same "*panel of experts*" would have been responsible for due diligence to ensure air quality of the shelters whose secondary purpose was as classrooms.

Explaining Bill Clinton's rationale for the trailers, which were installed at the tail end of the 2010 hurricane season, Conille said, "*It was not meant to be sustainable. It was meant because we didn't want to have dead people in September.*" According to Conille, Clinton was deeply troubled by what would happen to the women and children in case of a serious storm — and as the former president felt that "*no one*" was doing anything about the issue, he took the lead himself. Moreover, Clinton didn't want to have his new "*hurricane shelters*" sitting empty while schoolchildren had classes in tents, Conille added.

Yet according to Maddalena, given the high rate of formaldehyde found in one of the classrooms, and the children's headaches, "*they'd be better off studying outside under a tarp.*"

Wall, the former OCHA spokeswoman, responded by e-mail, "*We all knew that that project was misconceived from the start, a classic example of aid designed from a distance with no understanding of ground level realities or needs. It has had a predictably long and unhappy history from the start.*"

Even Conille largely concurred, in a telephone interview, that there were many problems with the project, saying, "*It made sense at that time, and I guess someone could argue it wasn't the best idea in retrospect.*"

For his part, Léogâne Mayor Santos Alexis says he is still waiting for Bill Clinton to follow through on his pledge to equip Léogâne with hurricane-proof school buildings. Asked about his view on the Clinton Foundation's claims to having completed an "*Emergency Hurricane Shelter Project*" replete with new classrooms for his town, Alexis is defiant. "*If those at the Clinton Foundation are sure it's done then they should prove it, they should show it to us, because I know nothing about it,*" he remarked coyly, gazing out from behind his shades. Seated at his desk in a crumbling municipal building, the mayor said he is still waiting for the real Clinton Foundation schools, "*built with norms that protect people from hurricanes and flooding.*"

Reprinted from The Nation. This article was reported in partnership with The Investigative Fund at The Nation Institute, with additional support from the Canadian Centre for Investigative Reporting.

Suite de la page (4)

d'une résolution de la crise en ti,» Haïti,» inquiétudes qui se sont avérées être totalement justifiées.

Dans son évaluation peut-être la plus naïve, Christie a pressé le secrétaire d›Etat adjoint U.S, Roger Noriega, l›un des critiques les plus amers d›Aristide dans le gouvernement américain, de venir au secours du président assiégé, face aux appels à renverser Aristide par le «Groupe des 184» concocté par l›IRI, dirigé par le magnat des ateliers de misère, Andy Apaid. « Christie a déclaré qu›il était confiant que A / S Noriega «avait l›influence « pour convaincre le leader de l›opposition haïtienne Apaid, et que, une fois Apaid signerait un accord, le reste de l›opposition «suivrait» en autorisant le Président Aristide à finir son mandat car ils ne pouvaient pas s›organiser pour gagner une élection à l'époque, » a écrit Witajewki.

Peut-être que Christie se faisait des illusions en pensant que les Etats-Unis reconnaîtraient la popularité d›Aristide. Christie en avait été un témoin de première main en tant que l›un des quelques chefs de gouvernement à assister à la célébration du bicentenaire d'Haïti le 1er janvier, 2004, à laquelle des dizaines de milliers ont participé en dépit d›un boycott de l'opposition et de la "communauté internationale". Christie «a précisé sa position que le président Aristide représente le dirigeant constitutionnel légitimement élu en Haïti », a écrit Witajewski, et a également fourni « une évaluation de l›état de l›opposition haïtienne à partir de sa position de politicien en exercice. «Même en prenant un an pour s'organiser,» a-t-il dit, «l›opposition n'aura pas l'équivalent du niveau de soutien dont jouit Aristide, et perdrait si Aristide décidait de faire campagne à nouveau, ce qu›il ne fera pas.» »

Dans un câble dès le lendemain, le 24 février 2004, Witjewski rapportait que « les Bahamas cherchent le soutien actif des Etats-Unis comme le «plus important « membre du Conseil de sécurité au moment de s›engager dans une pression diplomatique diplomatiques de grande envergure pour parvenir à la paix en Haïti » et avait « conclu qu'une issue pacifique sans intervention internationale est de plus en plus improbable. »

En bref, malgré la sympathie de Christie pour la situation d'Aristide, il «s'en remet aux Etats-Unis comme le grand boss («Top Dog «) », a conclu le câble du 23 février.

A suivre

Suite de la page (5) Haïti : 630 mille victimes...

tenaire où elles n'ont encore rien aménagé pour nous accueillir ? Est-ce que durant cette saison pluvieuse, nous mettre au Bicentenaire près des marécages et de la mer va nous protéger davantage contre les maladies et l'insécurité ? »

Le porte-parole du Comité de Camp Stade Sylvio Cator, Charles Delson a fait savoir que: « Les victimes ont le droit à être relocalisées dans un environnement sain et non dans un espace susceptible d'aggraver leur situation. » Le conseiller présidentiel Pierre-Richard Duplan a indiqué que l'équipe Martelly a donné à chaque famille 10 mille gourdes, pour les forcer à quitter le stade sans prévision de logement dans des endroits vivables.

C'est la même situation pour les victimes du séisme à Carrefour, à Canapé-Vert, à l'aéroport et partout dans la zone périphérique de la capitale. Selon un rapport publié récemment sur la situation des victimes dans les camps, plus de 100 mille personnes déplacées sont exposées et sont sous la menace d'expulsion forcée dans les camps installés dans des espaces ouverts qui sont pour la plupart des terrains privés. Aujourd'hui, certains soi-disant propriétaires veulent récupérer leurs terres à tout prix. A ce sujet, le directeur de l'organisation Non gouvernementale internationale OXFAM Haïti, Roland Van Hauwerneiren, rappelle au gouvernement haïtien le droit de protéger les personnes déplacées qui font face aujourd'hui à un nouveau traumatisme, celui d'être expulsées de force de l'endroit qu'elles occupent depuis 16 mois. « *Nous sommes d'accord sur le fait que les Camps ne peuvent pas être une solution durable, mais les gens ne peuvent pas être évincés sans aucune alternative.* » a-t-il indiqué.

Selon le directeur de l'OXFAM, l'Etat doit faire preuve de leadership pour relocaliser les 630 mille familles sinistrées. Le gouvernement haïtien, avec le support de la communauté internationale, doit mettre en place une stratégie pour assister ceux qui vivent dans les Camps en les relocalisant ou en leur fournissant de l'aide [d'autant que le déplacement de 630] mille personnes ne se fera pas du jour au lendemain. Toutefois, le prochain gouvernement doit prendre des décisions fermes en ce qui a trait à l'allocation des terres pour les gens qui n'ont aucun endroit pour s'installer. Par ailleurs, la création d'emplois pour permettre aux gens de recommencer à payer leurs loyers, une solution légale à l'épineuse question foncière, et l'enlèvement des décombres sont, entre autres, des actions qui peuvent aider les gens à quitter les camps. » a-t-il fait savoir.

Après le séisme du 12 janvier 2010, des milliers d'ONG internationale ont envahi le pays pour apporter leur aide à la première phase, l'urgence ; certaines sont parties et d'autres sont encore sur le terrain. Plus de 4 milliards de dollars US ont déjà été dépensés, gaspillés en quelques mois. Les victimes sont toujours abandonnées à elles-mêmes dans des Camps de fortune, exposées, sous la menace d'expulsion forcée. Le projet de reconstruction d'Haïti tarde toujours à démarrer. La CIRH est arrivé prochainement à son terme. La nouvelle équipe dirigeante, par son incompétence s'est empêtrée dans un imbroglio politique et a engagé une bataille stérile avec les parlementaires pour la ratification d'un Premier ministre. Les maux de la population augmentent quotidiennement accompagnés de toutes sortes de calamités : le choléra, l'expulsion forcée, l'insécurité, la misère chômage, pour ne citer que celles-là.

Suite de la page (5) Haïti nécessite-t-elle la...

dans deux (2) bataillons d'infanterie et une compagnie de génie, occupe la première place des fournisseurs de soldats aux forces d'occupation en Haïti. Le Brésil qui joue un rôle de sous-impérialisme dans le sous-continent du Sud de l'Amérique, malgré de nombreuses critiques dont il fait l'objet de la part des organisations progressistes d'Haïti, continue de se mettre du côté des grandes puissances exploiteuses, pour exercer la répression sur le peuple haïtien.

Il est clair que la Minustah est une force d'occupation qui est en Haïti depuis plus de 7 ans et qui est là non seulement pour réprimer toute protestation populaire, intimider les gens des quartiers populaires, mais qui est venue ajouter un autre fléau aux souffrances du peuple haïtien, le Choléra qui a déjà fait plus de 7 mille morts.

Le jeudi 14 juillet dernier, le commandement militaire de la Minustah a lancé une opération baptisée « Phoenix » dans les quartiers populaires de la zone métropolitaine de Port-au-Prince, la capitale d'Haïti pour combattre l'insécurité, alors que l'épicentre de l'insécurité se trouve à Pétion-Ville qui est devenue le centre commercial de la capitale après le tremblement de terre, disait-on. Le général de division Luiz Ramos, commandant de la force d'opération Phoenix a déclaré jeudi 14 juillet : « *Très tôt ce matin, nous avons déployé plus de 2,100 soldats de la Paix dans les quartiers de Cité Soleil, de Martissant et de Bel-Air afin de déstabiliser d'éventuelles activités criminelles.* » sur le site de la Radio France Internationale (RFI) : « *Les soldats brésiliens progressent doucement dans les ruelles de Cité Soleil. Ils quadrillent le quartier armes à la main.* » Comme si ils sont en guerre avec la population du plus grand bidonville du pays.

Il est évident que la Minustah utilise ses forces contre une population, qui est aux abois, appauvrie et surexploitée, vivant dans le chômage, dans une misère abjecte. Donc la solution réelle aux multiples problèmes du peuple laborieux et héroïque d'Haïti n'est pas militaire, elle est d'ordre politique et économique. Il est certain que toute solution qui ne rentre pas dans le cadre politico-économique est vouée à l'échec. « *On peut tromper un peuple pendant un certain temps, on peut tromper une partie d'un peuple pendant un certain temps, mais on ne peut pas tromper tout le peuple tout le temps* », pour reprendre un propos devenu célèbre.

Wikileaks

Suite de la page (12)

Martha Rosler : Allez-vous poursuivre votre collaboration avec des journalistes ? Si oui, pourquoi pas avec des blogueurs comme Glenn Grenwald ?

JULIAN ASSANGE : Nous collaborons avec des journalistes, des blogueurs, des ONG, et cela a toujours été le cas et nous y tenons. Au fur et à mesure que nos ressources augmentent, nous pouvons étendre notre collaboration à d'autres. C'est uniquement une question de moyens. Avec une grande organisation de communication, le travail préliminaire est le même mais pour une diffusion bien plus grande que, disons, cent journalistes indépendants ou blogueurs réunis. Le résultat serait le même mais nous coûterait cent fois plus de travail.

HUO : Combien de personnes travaillant pour Wikileaks en ce moment ?

JULIAN ASSANGE : En ce moment, une vingtaine.

Martha Rosler : Est-ce que le journalisme est un bien public et, si oui, ne devrait-il pas être à but non-lucratif ?

JULIAN ASSANGE : C'est une question très intéressante. On parle là d'une information intellectuelle qui peut être copiée à l'identique et qui perd instantanément la valeur liée à sa rareté, et les interactions économiques ont toujours un rapport avec la rareté.

Les œuvres intellectuelles sont intrinsèquement différentes des autres activités économiques qui ont une diffusion limitée de par leur nature. Par exemple, dupliquer cette tasse devant moi me coûterait cher, même si sa fabrication n'a pas coûté cher. On ne peut pas lui retirer une partie de sa valeur pour la consacrer à fabriquer une autre tasse identique. A l'inverse, dupliquer un article ou un roman, faire une nouvelle copie numérique, ne coûte pour ainsi dire rien.

Il y a une économie totalement différente en jeu lorsqu'il s'agit d'œuvres qu'on peut cloner, des choses pour lesquelles on ne peut pas limiter la diffusion. Par exemple, la formule $E=mc^2$ est toujours importante dans de nombreux domaines, et son nombre d'exemplaires est virtuellement illimité. Une telle information devrait probablement faire partie du bien public, et c'est parfois le cas. Dans la science, nous admettons qu'une fois une découverte a été réalisée et son importance reconnue, celle-ci se répand rapidement. Et il est impossible de lui imposer une rareté, encore moins de tirer un profit uniquement de sa rareté. Elle se transforme rapidement en un bien inépuisable. Les entreprises ont donc créé des mécanismes pour débusquer les scientifiques qui produisent ces importants biens inépuisables.

Il faudrait peut-être imaginer la même chose pour le journalisme, mais le journalisme le plus important est le journalisme qui demande des comptes aux pouvoirs, aux organisations puissantes. On ne connaît aucun cas d'un journalisme subventionné par l'Etat qui soit déterminé et investigateur – ces qualités ont toujours été financées par les lecteurs ou les publicitaires, ce qui est facile à comprendre. Mais demandant des comptes aux puissants, on se coupe des sources de financement, ce qui est facile à comprendre aussi.

Le financement de tels médias n'est pas évident. Peut-être pourrait-on décider qu'une partie des impôts serait affectée à son financement, mais il faudrait alors contrôler la distribution des fonds. Mais du coup cela deviendrait une question politique qui connaîtrait les problèmes inhérents à toutes les questions politiques.

Martha Rolser : Vous avez comparé votre conception initiale de Wikileaks à un collectif de mathématiciens qui travaillaient sous le pseudonyme collectif de Nicolas Bourbaki, puis vous avez décidé de sortir de l'anonymat et devenir le visage de Wikileaks. Cependant, après les accusations de crimes sexuels, les forces hostiles (gouvernements et journalistes) ont tenté de dévier les termes du débat et d'attaquer le travail de Wikileaks. Regrettez-vous d'être sorti de l'anonymat ? Votre décision a-t-elle provoqué des frictions ou des dissensions au sein de l'équipe de Wikileaks ?

JULIAN ASSANGE : Non, il n'y a pas eu de frictions ou de dissensions. Nous n'avions pas le choix, nous étions obligés de révéler que j'étais le fondateur de Wikileaks. D'ailleurs, il s'est passé quelque chose d'intéressant à cet égard. Au début, j'étais très contrarié par l'intérêt que les journalistes et le public portaient au représentant de l'organisation. J'étais d'avis qu'ils devaient tout simplement arrêter d'écrire sur nous. En fait, nous avons toujours eu ce problème avec la presse qui s'intéresse plus à nos personnes qu'aux documents que nous publions.

J'ai fini par comprendre que le public a raison de vouloir connaître l'individu responsable des actions d'une organisation, parce que si l'organisation se trompe d'une manière ou d'un autre, il y a un responsable. Nos mémoires excellent à relier des actions à des individus, et des systèmes plus complexes à des individus précis qui les représentent. Ces éléments de simplification cognitive sont en fait indispensables pour que les gens puissent se souvenir, comprendre et prévoir le comportement d'une organisation.

Martha Rosler : Etes-vous disposé à aider et à assister Bradley Manning, ou vaut-il mieux laisser ça à d'autres ?

JULIAN ASSANGE : Nous devons faire très attention à notre manière de l'aider, lui ou tout autre source présumée, parce que trop d'assistance pourrait être considérée comme la preuve d'une complicité entre nous et la source présumée – de manière concrète, qui soit de manière à influencer l'opinion d'un jury, ou l'opinion publique. C'est quelque chose de très délicat à manier, et quelque chose qui sera toujours délicate à manier pour toutes nos sources présumées. Il faut les aider mais pas trop, pour ne pas empirer leur cas. Bien sûr, leur venir en aide serait bien pour notre image de marque mais donner l'impression d'une proximité trop grande pourrait jouer en leur défaveur alors qu'ils sont déjà dans une situation très difficile.

Martha Rosler : Si les Etats-Unis réussissent à vous faire extrader, comment pourrions-nous vous aider ? Avez-vous prévu un remplaçant au cas où vous seriez incarcéré ?

JULIAN ASSANGE : La dernière fois que j'ai été incarcéré, Wikileaks n'as pas cessé de publier. L'organisation est robuste.

En ce qui me concerne, si je suis extradé, je dirais qu'il sera beaucoup trop tard. Si des gens veulent nous soutenir, il faut le faire maintenant, avant mon extradition, ou avant l'arrestation d'autres membres.

Je ne suis pas le seul à connaître des difficultés. Le gouvernement des Etats-Unis a enfermé des volontaires et d'autres qui ont pris notre place pour faire des conférences, ou des gens qui ont tout simplement tenté de récolter de l'argent pour Bradley Manning. Ils ont été libérés, mais ils ont été détenus à de multiples reprises et ont vu leur matériel saisi. Le FBI tente de corrompre les individus. Ils essaient d'embarquer tous ceux de la région de Boston. Ils essaient de découvrir qui a joué les intermédiaires entre nos sources, aux Etats-Unis, et Wikileaks.

Si je suis extradé aux Etats-Unis, ou si l'un des nôtres est arrêté aux Etats-Unis, ils seront placés en sécurité maximum pour de nombreuses années en attendant leur procès, et leur sécurité dans cette situation ne sera pas garantie. Même s'ils sont techniquement innocents selon la loi, ce que tous ceux de Wikileaks sont, probablement – car je sais que nos activités sont protégées par le Premier Amendement – le verdict n'est pas garanti à cause de l'influence du secteur de la défense nationale sur l'appareil judiciaire.

Un tel procès aurait certainement lieu à Alexandria, en Virginie. C'est là qu'ils ont délibérément monté un grand jury, et il y a une raison à cela : c'est là que se trouve la plus forte concentration de sous-traitants de l'armée américaine. Leurs familles sont partout, et il existe une règle lors de la sélection des membres d'un jury qui précise qu'on ne peut pas récuser un membre de jury



Peter T. King, le président de la Commission de Homeland Security

en invoquant l'emploi de son conjoint. C'est pour cela que le gouvernement des Etats-Unis tient ses procès importants, ceux relatifs à la sécurité nationale, à cet endroit.

Superflex : Ne craignez-vous pas que les fortes réactions des systèmes/structures contre Wikileaks puissent décourager l'émergence de nouvelles organisations similaires, puisque le même modèle serait financièrement, techniquement et politiquement étranglé dans l'oeuf ? Wikileaks peut agir parce que vous avez créé un réseau global de soutien, mais je crains que d'autres organisations seraient détruites avant d'atteindre votre taille et notoriété.

JULIAN ASSANGE : Je crois que les attaques contre nous par Visa, PayPal, Mastercard, Bank of America, Postfinance, Moneybookers et d'autres sociétés américaines – principalement des banques et des établissements financiers – constituent la révélation la plus intéressante de nos travaux. Comme pour les Papiers du Pentagone, la violence de la réaction du gouvernement, et d'autres groupes complices du gouvernement, peut être considérée comme un des effets les plus importants de nos révélations.

En réaction à notre initiative, nous voyons les Etats-Unis réagir exactement comme l'Union Soviétique dans les années 60 avec Soljenitsyne, et dans les années 70 avec Sakharov, mais d'une manière plus moderne. Les actes de censure en Occident ont toujours été plus subtils, plus nuancés, et plus difficiles à déceler, mais ici nous avons un parfait exemple où le roi est nu, et où la censure ouverte et extrajudiciaire du gouvernement à été réalisé par le secteur privé.

J'ai déjà dit que la censure est une opportunité. La censure révèle qu'ils ont peur du changement, et donc que le changement est possible. Dans ce cas précis, on voit que ces structures sont non seulement hypocrites, mais qu'elles se sentent menacées comme jamais auparavant. A partir de là, on le voit, on a d'un côté une hypocrisie extraordinaire de toute la Maison Blanche qui n'a que la liberté d'expression à la bouche et, de l'autre, la trahison de ces mêmes principes – une trahison terrible des valeurs de la révolution américaine.

Malgré cela, lorsqu'un tel volume d'information d'une telle qualité est divulguée, nous pouvons secouer le cocotier suffisamment pour obtenir quelques changements. Pour certains, les effets commencent à peine à se sentir, d'autres prendront du temps.

Comment gérons-nous cette situation ? Nous nous sommes sophistiqués pour pouvoir contourner les obstacles. Nous avons contourné Paypal, Visa , MasterCard. Tous les transferts de banque à banque fonctionnent sauf les transferts via la Bank of America.

Si nous gagnons, et je crois que nous gagnerons, nous allons continuer en tant qu'organisation, et nous allons encourager d'autres à le faire. Ces attaques financières qui visent à nous décourager seront autant d'encouragements pour ceux qui verront que nous avons réussi à les surmonter.

Peu importe si nous gagnons ou non, c'est un encouragement pour tous ceux qui veulent créer des moyens de financement alternatifs, et ça c'est vraiment un aspect positif, parce que la censure qui a été déployée contre nous, une sorte de McCarthysme digital, est quelque chose que d'autres organisations connaissent. Il est rare que l'on s'en prenne à des sociétés de publication et c'est pour cela que l'affaire est importante. Il est rare aussi que ce soit fait de manière aussi flagrante. C'est une forme de boycott qui est généralement employée contre d'autres types d'organisations, des organisations militantes, des organisations de guérilla, des organisations révolutionnaires un peu partout dans le monde, ou des organisations qui ne sont tout simplement pas assez grosses ou qui n'ont pas assez de ressources pour gérer l'incroyable paperasserie exigée par certains intermédiaires.

Je crois que le résultat donne beaucoup d'espoir.

HUO : Et cela pourrait aboutir à la création de nouvelles structures – de nouvelles économies alternatives et de nouvelles formes d'échanges !

JULIAN ASSANGE : Exactement. De nouvelles formes d'échanges, de nouvelles formes de monnaies, de nouveaux moyens d'interaction économique sans passer par les banques. Je l'ai constaté : cela a accéléré le développement de différents projets qui visent à offrir de nouvelles formes d'échanges.

Superflex : Que pensez-vous des droits d'auteurs et de la propriété intellectuelle ou de certains systèmes de droits, comme nous les appelons, et que pensez-vous de la lutte pour la gratuité de la culture ? Quelle est votre opinion ?

JULIAN ASSANGE : En ce qui concerne les droits d'auteur, j'ai déjà dit que les biens intellectuels qui peuvent être copiés sont intrinsèquement différents des autres biens. Ils n'obéissent pas à des lois économiques connues. Il faut leur appliquer d'autres théories économiques.

J'aime bien l'exemple donné par Richard Stallman : si vous avez la capacité de fabriquer gratuitement du pain, il serait criminel de ne pas les distribuer à la population et nourrir tout le monde. Bien sûr, l'analogie est un peu tirée par les cheveux, mais pour certaines formes de biens intellectuels, elle s'applique. En fait, on se rend compte que c'est une erreur de les qualifier de « biens » car c'est quelque chose d'autre. Nous essayons de calquer le concept d'une économie de biens sur quelque chose qui n'a rien à voir et qui est soumis à d'autres lois.

Wikileaks, dans la pratique, reçoit de nombreuses menaces pour violation de droits d'auteur. Selon la définition stricte du droit d'auteur, tout ce que nous publions viole le droit d'auteur. Dans l'interprétation la plus courante du droit d'auteur, comme celle définie par la constitution des Etats-Unis, rien de ce que nous publions ne constitue une atteinte du droit d'auteur, parce que le droit d'auteur était originellement conçu – du moins à l'origine – pour générer une activité économique. Il n'était pas là pour protéger les documents d'une société. Et certainement pas pour protéger les documents officiels lorsque le gouvernement décide qu'il faut les cacher, selon la volonté du prince.

Invoquer le droit d'auteur pour nous empêcher de faire des révélations sur les abus de pouvoir commis par des entreprises ou des gouvernements relève lui-même d'un abus et viole l'esprit du droit d'auteur qui voulait que ce soit les auteurs, et non les opportunistes, qui gagnent de l'argent grâce à leurs œuvres. C'est cette idée qui est à l'origine du droit d'auteur.

Ai WeiWei : Que pensez-vous de la capacité des gens à agir contre un pouvoir comme celui d'un Etat ? Comment les individus peuvent-ils remettre en cause le pouvoir de l'Etat ?

JULIAN ASSANGE : Il y a de nombreuses réponses d'ordre technique et pratique à cette question. Mais je crois qu'il ne s'agit pas d'une question d'ordre technique ou pratique, mais avant tout celle d'adopter une position philosophique. C'est cette position qui adhérera [à] toutes les considérations d'ordre pratique.

Nous encourageons les gens et nos supporters à comprendre que le courage est contagieux. C'est une réalité concrète. La plupart des révolutions démarrent sur une place publique. Pourquoi ? Ce ne sont pas des gens qui sont apparus spontanément de nulle part car la population est toujours la même, chez elle, dans la rue ou sur la place. Mais sur la place, lorsqu'il y a des actes de courage, tout le monde les voit et le courage commence à se répandre.

HUO : Comme en Egypte le mois dernier ?

JULIAN ASSANGE : Comme en Egypte. Et plus le courage se répand, plus il devient contagieux. Jusqu'à un point de non retour où les gens réalisent qu'ils sont les plus nombreux. C'est pour cela que la Place Tienanmen fait l'objet d'une telle surveillance en Chine, parce que c'est un point de convergence où le courage pourrait se répandre de manière contagieuse.

Je crois que la première prise de conscience est de réaliser que l'on peut être soit un acteur de l'histoire, soit une victime, et qu'il n'y a pas d'autre option. En fait il est impossible de prendre ses distances avec l'histoire à cause des interactions économiques et intellectuelles. On ne peut donc pas s'en détacher. Une fois que l'on a compris ça, on peut décider d'y participer ou d'être une victime. Je dis ça parce que personne ne veut être une victime, on préfèrera donc participer. Le plus important est de comprendre que notre comportement influence celui des autres, et notre courage peut inspirer des actions. A contrario, un manque de courage freine l'action.

On peut examiner les choses sous un autre angle. Beaucoup me disent, oh, Julian, tu es très courageux, tu n'as donc peur de rien. Je dis non, j'ai peur comme n'importe qui. En fait, ceux qui n'ont pas peur sont dangereux pour eux-mêmes et pour les autres. La peur est un instinct très important et utile. Le courage n'est pas l'absence de peur, au contraire, c'est la maîtrise intellectuelle de la peur. Avoir du courage, c'est comprendre – comprendre le terrain, comprendre ses propres capacités

Suite à la page (16)

Wikileaks

Suite de la page (15)

et limites pour pouvoir tracer un chemin à travers le terrain en toute sécurité. Il ne s'agit pas de provoquer gratuitement son adversaire. Il s'agit d'abord de comprendre, et ensuite d'engager le combat avec soin et détermination.

Metahaven : Wikileaks, c'est un mouvement ou une organisation ?

JULIAN ASSANGE : Les valeurs qui sont les miennes et qui me sont chères, et que j'ai intégrées dans l'ADN de Wikileaks, qui ont été adoptées par Wikileaks en tant qu'organisme, en tant qu'organisation fonctionnelle, ont inspiré le mouvement. Il y a une interaction entre l'organisation et le mouvement qui est fluide et qui forme lui-même un groupe opérationnel distinct. Des sous-groupes indépendants ont surgi un peu partout, et ces sous-groupes interagissent avec nous. Je suppose que c'est le cas de la plupart des mouvements, avec un noyau central qui bénéficie d'un soutien plus large, et il y a aussi des groupes plus organisés localement.

Methaven : Wikileaks connait un fort soutien dans les pays du tiers-monde. Pourquoi ?

JULIAN ASSANGE : Dans le tiers-monde, nous avons un soutien qui est très fort. Et dans les pays non anglophones, le soutien est plus fort que dans les pays anglophones. La raison semble être la quantité importante de travail que nous avons effectué ces quatre dernières années dans beaucoup de pays différents.

Le travail le plus marquant a été réalisé ces six derniers mois et concerne les Etats-Unis, qui nous ont attaqués de manière agressive. Au mois d'août, le Pentagone a lancé un ultimatum : l'organisation et moi-même, personnellement, devons détruire tout ce que nous avons publié sur le Pentagone, et aussi les documents à venir, et cesser toute collaboration avec les lanceurs d'alerte militaires et que si nous refusons, ils nous y obligeront. Lorsqu'un journaliste a demandé au cours d'une conférence de presse comment ils comptaient s'y prendre, le porte-parole du Pentagone, Geoff Morrell, a répondu que le Département de la Défense était au-dessus des lois.

Le tiers-monde, le monde en voie de développement, a toujours été placé dans un état de soumission vis-à-vis des pays occidentaux au cours des 200 dernières années ou plus. Plus particulièrement, ils ont souvent été exploités et les victimes des Etats-Unis depuis la deuxième guerre mondiale. Alors il y a une certaine affinité entre nous et les petits états et autres organisations qui ont souffert du soutien des Etats-Unis aux dictatures chez eux ou à d'autres formes de violations subies par la population.

Metahaven : Dernière question : l'art peut-il faire avancer la cause de Wikileaks ?

JULIAN ASSANGE : Bien sûr. Je ne serais pas train d'accorder cette interview si je ne pensais pas que l'art pouvait nous aider. Pour le moment, la ligne de front idéologique a été tracée, et nous sommes engagés dans une guerre de tranchées, du moins en ce qui concerne les grands médias. Nous avons un grand nombre d'amis là-bas dehors, et un grand nombre d'adversaires, et il faut déployer beaucoup d'énergie pour déplacer cette ligne de front. La presse a une influence sur la masse de la population, mais il existe des lieux où aucune ligne de front n'a encore été ouverte. Le monde de l'art a une manière de faire passer le message par des voies détournées, en jouant sur les émotions d'une manière inattendue. En termes concrets, le monde de l'art est capable de toucher des gens puissants par une voie détournée, par le biais de leurs enfants, leurs conjoints, leurs parents, en les prenant au dépourvu.

Alors oui, je crois que l'art est capable de distiller un peu des valeurs qui s'expriment dans notre travail et de convaincre ceux qui s'y opposent en s'adressant à ce qu'il y a de meilleur en eux ou en faisant appel à leurs propres valeurs. C'est un chemin psychologique pour toucher des secteurs de la culture qui sont connectés à des gens qui s'opposent à notre action, qui pourraient nous soutenir mais ne le font pas encore.



Bradley Manning



Manifestation en solidarité avec Bradley Manning

Paul Chan : Récemment, un philosophe Slovène a écrit à votre sujet, en vous comparant au Joker des films de Batman. Cela avait l'air d'être un compliment, mais je n'en suis pas certain... Je voulais vous demander si la comparaison était juste ou, sinon, à quels personnages de cinéma ou de littérature, ou même de philosophie, vous vous identifiez le plus. Une deuxième question plus générale. Y'a-t-il des portions de textes ou de livres ou d'oeuvres que vous relisez régulièrement, pour y puiser des idées au cours de votre combat contre apparemment tous les gouvernements du monde ? Je suis simplement curieux de savoir où vous puisez l'énergie pour tenir malgré tout ce que vous subissez. Merci pour tout ce vous faites, et bonne chance.

JULIAN ASSANGE : Deux excellentes questions. Je ne m'y attendais pas. J'ai lu cet article de Žižek. J'aime bien Žižek en fait, mais l'article était simpliste. J'avais l'impression qu'il ne comprenait pas grand chose à la situation et qu'il avait rapidement écrit quelque chose pour une commande. J'ai donc été frappé lorsque j'ai vu une vidéo d'une conférence qu'il a donnée – pas seulement à cause de son style limite autiste - il n'arrêtait pas de tirer sur son t-shirt - mais à cause de l'impression que j'ai eue.

Donald Rumsfeld a dit un jour qu'il y avait ce que l'on savait connaître, ce que l'on savait ignorer, et enfin ce que l'on ignorait ignorer. Lorsque j'ai entendu Rumsfeld, je me suis immédiatement dit, eh bien, il a oublié une combinaison, à savoir ce que l'on ignore savoir. Žižek l'avait remarqué aussi, comme tous ceux qui ont un peu de logique.

Cette peur du Joker que Žižek nous présente est typique des mythes creux véhiculés par les grands médias, comme le méchant d'un film de James Bond. Il y a une grande soif d'information sur nous, et sur moi, et en même temps il y a des forces puissantes qui influencent le contenu des médias et leur orientation – pas dans un sens conspirationniste ou à la Marie-Anne Boutoleau/Ornella Guyet (désolé, trop tentant - NdT), avec la Maison Blanche qui convoquerait des rédacteurs importants pour leur dire ce qu'il faut écrire – quoique ça arrive lorsqu'il s'agit de questions de sécurité nationale – et ça nous est arrivé, à nous. Disons que c'est plutôt un état d'esprit général que les puissants communiquent aux grands groupes de presse parce qu'ils sont très proches les uns des autres, et ça se communique aux rédacteurs en chef, puis aux journalistes et comme ça jusqu'à la population.

Tout ceci, plus la soif d'informations sur nous - que nous ne donnons pas - fait qu'il y a des gens qui écrivent, interprètent, inventent ou tentent de trouver quelque chose à raconter. Tout est ensuite expédié pour être corrigé, recorrigé, copié/collé. Le résultat final de ce jeu de piste offre un aperçu des enjeux économiques internes aux médias, de l'état d'esprit général des journalistes, et des pressions politiques exercées sur les médias. Au final, des mythes sont créés. Ils attrapent une souris et présentent une montagne. Parfois ils attrapent une montagne et en font une souris. Lorsque vous êtes au cœur du phénomène, vous vous en rendez parfaitement compte, parce que vous savez ce qui s'est réellement passé, parce que vous y étiez. Ensuite, il est très intéressant d'observer comment le niveau de distorsion enfle et s'auto-alimente.

Quant aux textes qui m'inspirent, il n'y en a pas un en particulier. Lorsque j'étais en prison, j'ai lu le Pavillon des Cancéreux, d'Alexandre Soljenitsyne. Ca fait longtemps que j'apprécie Soljenitsyne et d'autres écrivains russes.

HUO : Qui d'autre ? Tolstoï ?

JULIAN ASSANGE : Pasternak, Dostoïevski, et Tolstoï lorsque j'étais plus jeune, et Bulgakov, un Ukrainien mais qui écrit en russe. Le Pavillon des Cancéreux était un livre merveilleux. Soljenitsyne avait été placé dans un pavillon de cancéreux après sa libération et son exil en Sibérie. Il y construit des parallèles entre les expériences dans les camps de travail soviétiques et l'hôpital, mais s'en sert pour parler des structures de pouvoir au sein de l'état Soviétique. Mais avoir le cancer dans un pavillon de cancéreux est encore pire qu'être enfermé dans un sous-sol en isolement à la prison de Wandsworth. Je trouve ça étrangement réjouissant.

HUO : Une dernière question qui nous est arrivée par SMS de Philippe Parreno. Quelle est la plus belle histoire que vous ayez entendue ?

JULIAN ASSANGE : Je suis très attaché aux dessins animés russes pour enfants des années 70 et 80. Ces animations incarnent à merveille l'enfance, la beauté, l'innocence et la curiosité – le tout en même temps. Ils sont très méconnus en Occident, particulièrement en cette période. Alors, pour parler de quelque chose de beau, c'est la première idée qui me vient à l'esprit.

(FIN)

LGS 1er juillet 2011

Suite de la page (7)

chasseur sachant chasser. Nuit d'insomnie. Le sicaire sinistre à la gâchette sensible s'ennuie sur son lit. Il n'arrive pas à dormir sur ses lauriers. Quelques petites arrestations pour se dégourdir les jambes.

Interview de parlementaires à la radio ? Encerclez la station ! Sous ce gouvernement, seul le silence sera un droit sacré. État de choc. Terrorisme d'état. C'était ça, le climat. Dans le même temps, des ruisseaux de sang sortaient du Palais de Justice. C'était Louis Jodel Chamblain qu'on essayait désespérément de laver de ses crimes.

S'il était permis d'avoir un seul doute sur la perfidie de B. Gousse, on n'aurait qu'à se référer à l'affaire Chamblain. Ministre de la Justice du Gouvernement de facto, B. Gousse a manifesté une affection ouverte et très particulière pour ce criminel notoire, précédemment condamné par contumace à la prison à perpétuité. Apparition publique avec un Louis Jodel Chamblain souriant, en tenue de gala, sûr d'être acquitté. Obstruction à la justice. Billets doux. Lune de miel entre Cocotte et Figaro. « M. Chamblain n'a rien à cacher. » Il faut dire que Gousse avait une dette de reconnaissance. Sans les Chamblain, il ne serait pas devenu Ministre en mars 2004. D'où la multiplication des déclarations incongrues jusqu'à la mascarade de jugement nuitamment perpétrée. « M. Chamblain devrait être pardonné pour services rendus à la Nation ». Bernard Gousse aurait dû ajouter : La Nation, c'est moi.

Dans une interview accordée en 1997 à Miami NewTimes (His music rules in Haïti) Michel Martelly a confié a Elise Ackerman que s'il devenait président, la première chose qu'il ferait, ce serait de dissoudre la Chambre des Députes et du Sénat. Nous savons aujourd'hui que, politiquement, ce serait suicidaire. Le Sénateur Beauplan a eu la courtoisie de signifier au chanteur président qu'une telle mesure « entraînerait sa propre chute 24 heures plus tard. » Evidemment, le président tet kale essaie de crâner. Il essaie de renverser la va/peur. Il fait le gros dos. Il montre les dents de carnivore (cadavres exquis) et d'herbivore (ganja, marijuana) à un public affamé et impatient. Dans le même temps, le mot « démission » revient comme un refrain dans ses nouvelles compositions. Et, ce n'est pas bon signe. Serait-ce déjà le chant du cygne ? Les inquiétudes de la pintade rose donnent la chair de poule.

En fin de compte, l'ancien tortionnaire Bernard Gousse va tenter sa chance à la Chambre comme candidat à la Primature. Etrange scenario où le bourreau est offert en victime expiatoire à la cérémonie sacrificielle. Devenu impotent, le chasseur qui « chassait seul sans son chien » est réduit aujourd'hui à l'état de gibier de potence.

Les Parlementaires vont-ils vendre leur âme au Diable pour un plat de lentilles ou une bouteille de vodka Gray Goose ? On attend avec impatience le dénouement de la saga de Gousse. Entretemps, Micky Martelly n'est pas trop pressé. Sans la présence encombrante d'un gouvernement, il a les mains libres. N'ayant pas déclaré ses biens meubles et immeubles, comme le réclame la Constitution, il peut tranquillement s'enrichir en collectant les dividendes sur les appels téléphoniques et les transferts d'argent de la Diaspora.

Suite de la page (7)

non d'une « intervention réussie » pour la contrôler. Ces médecins se sont basés sur des modèles mathématiques soi-disant nourris de données officielles sur la maladie dans diverses régions d'Haïti pour affirmer que les cas de choléra seraient « substantiellement plus nombreux que les estimations officielles » de cette année.

Selon les auteurs de l'article, seule la combinaison de l'eau propre, de l'évacuation et de l'accès étendu aux antibiotiques peut éviter des milliers de morts.

Les experts sur le terrain, a répondu Somarriba, tant ceux de l'OPS que ceux du Ministère Cubain de la Santé Publique, ont estimé qu'il y avait 200 000 cas au premier trimestre de l'année et la même quantité durant les neuf mois suivants, pour un total de 400 000 infectés en 2011.

Les chercheurs de l'Université John Hopkins, cependant, doublent quasiment ce chiffre, proposant en supplément un traitement par les vaccins et les antibiotiques, thérapie très chère pour un pays aussi pauvre qu'Haïti et guère plus efficace que l'assainissement de l'eau avec des pastilles aquatablets avec 40% de chlore et des sels minéraux. Les antibiotiques, a-t-il dit, sont trop coûteux et font que la bactérie du Vibrio cholerae, nom scientifique de la maladie, développe une résistance.

D'autre part, The Lancet a été une des publications qui a le plus apporté d'arguments dans ce sens, a ajouté Somarriba. Chaque tablette coûte un peu moins de deux cents dollars et elles sont efficaces pour rendre l'eau potable, surtout dans les zones rurales d'Haïti. Les pays pauvres doivent aspirer à l'eau potable, non à acheter des antibiotiques hors de prix qui créent une résistance à la maladie, a affirmé Somarriba.

L'intelligence permettra de gagner la guerre

Les coopérants cubains sont arrivés en Haïti il y a douze ans, dans le cadre d'un projet de coopération pour aider et structurer un système national de santé.

Ce programme a dû être refondu après le séisme du 12 janvier 2010, pour inclure les soins aux 1,5 millions de victimes et la reconstruction des centres de santé.

Dans cet effort, la participation et les ressources du Venezuela comme d'autres pays parmi lesquels la Norvège, le Brésil et la Namibie, ont joué un rôle important.

Ce programme inclut la construction d'hôpitaux communautaires de référence, de centres de santé de divers types et la création d'un système de vigilance épidémiologique et environnemental en Haïti. Le système de vigilance utilisera le réseau de Cuba et du Venezuela, comptera 28 sites sentinelles qui surveilleront le comportement des maladies, surtout infectieuses. Une des unités du HCR à Mirebalais, est celle qui a tiré la sonnette d'alarme au moment de l'apparition de cas de choléra, parce que c'est là qu'on a découvert les premiers malades.

La brigade comptait au départ 510 membres du contingent de médecins spécialisés en situations de désastres et de graves épidémies « Henry Reeve » et elle a fini par compter un total de 1300 collaborateurs sous une direction unique. Cette force, a expliqué le docteur Somarriba, a permis d'apporter une assistance dans 67 installations, presque toutes mises en place sous des tentes, mais avec tous les équipements nécessaires. Dans cette stratégie contre le choléra, ont été formés 50 groupes de recherche active.

Une juste reconnaissance

1200 médecins cubains travaillent de manière solidaire dans les communautés les plus éloignées d'Haïti pour éradiquer le choléra, a dit Lilian Reneau-Vernon, représentante de l'OPS en République Dominicaine.

Ils ont d'abord soigné les victimes de tremblement de terre, et pour sa lutte contre le choléra, la brigade médicale a été décorée de la plus haute distinction qu'octroie l'Etat haïtien, par l'ex-président René Préval, a souligné Reneau-Vernon.

Le Ministre de la Santé de la République Dominicaine, Bautista Rojas Gomez, a appelé de ses vœux une augmentation de la coopération et des échanges d'expériences, citant comme un exemple le travail solidaire de Cuba en Haïti.

Il a également rappelé que grâce à la détection précoce de la maladie, cela a permis à la République Dominicaine de mieux s'informer sur ses caractéristiques et de prendre des mesures avant que ne soit découvert le premier cas de choléra dans ce pays.

Source :
Cuba International, n° 379
Traduit de l'espagnol
par Marc Harpon

Changement de Société
13 juillet 2011

Des médecins cubains à peine arrivés en Haïti



Le docteur Lorenzo Somarriba, chef de la Brigade médicale cubaine en Haïti

Argent contre Travail



Les travailleurs CFW d'une autre organisation – Project Concern International – vident les décombres un bloc et un seau à la fois. *Photo: HGW*

Suite de la page (8)

recevoir de l'argent pour le montant réel des travaux effectués, plutôt que d›être payés pour être présents seulement. [Voir notre série précédente sur la façon dont les travailleurs CFW ne sont pas toujours « au travail ».] Ainsi, la CHF souhaite une amélioration en termes d'efficacité.

Mais…

Même si ce nouveau programme rend plus efficace le déblayage des quartiers, cela va-t-il résoudre les problèmes de corruption, d'exploitation sexuelle et de conflits sociaux?

Peut-être la mauvaise « mentalité » dont parle Young est le fruit du système de recrutement et de la corruption ?

D'autres institutions mettent en œuvre le Cash for Work à travers le pays. Est-ce qu'elles ont trouvé une manière de se protéger de ce genre de corruption ?

Est-ce que l'Etat – qui accorde les pleins pouvoirs aux organisations comme le CHF pour organiser les programmes à haute intensité de main d'œuvre – trouvera une solution aux dangers dans l'utilisation du « cash » dans les nombreux programmes «d›urgence» et de «développement» ?

Et, quels sont les effets à long terme de ces programmes – qui renforcent un système de « gwo chef » (« patron tout-puissant ») – dans la société haïtienne ?

« Argent contre travail » à Ravine Pintade

CHF International (Cooperative Housing Foundation International) est une institution « à but non lucratif » qui intervient dans le domaine humanitaire, le logement et le développement économique, et et qui est principalement financée par l'USAID (Agence américaine pour le développement international). En 2008, la CHF comptait pour plus de 225 millions de dollars américains en contrats et subventions, et en 2007, ce montant dépassait les 376 millions de dollars.

Parmi ses autres programmes en Haïti, la CHF gère un programme « Argent contre travail » (« Cash for Work » ou CFW en anglais) dans le cadre de son projet de relogement du quartier appelé « Katye » (« quartier » en Créole). Le programme vise à reloger à peu près 650 familles de la zone Ravine Pintade.

Au moment de cette étude, 300 personnes environ travaillaient chaque jour au sein du programme CFW dans la zone Ravine Pintade. (Plus récemment, la CHF a réduit le nombre d›emplois dans le programme CFW pendant la mise à l›essai du programme "Argent contre Productivité (ou Cash for Production), où le travailleur reçoit de l'argent contre le travail accompli, en lieu et place d'un salaire fixe par jour.)

Ravine Pintade constituait une honte pour la capitale haïtienne, même avant le séisme du 12 janvier 2010. C'est un quartier marginalisé de Port-au-Prince où un millier de maisonnettes sont construites autour d'un ravin (Ravine Pintade). Il est situé entre les avenues Pouplard et Martin Luther King.

Bien avant le tremblement de terre, les gens de cette communauté vivaient dans des conditions inhumaines. Il n'y avait ni eau potable ni clinique de santé ni latrines. À toute heure du jour, les gens jetaient leurs matières fécales et autres déchets dans la Ravine Pintade, qui une fois pleine, se déversait dans d'autres ravines pour aboutir dans la Baie de Port-au-Prince.

En vue du retour des ménages déplacés de la zone, et de l'amélioration de leur quartier, la CHF International a commencé à travailler l'année dernière au déblayage, et a inauguré cette année « Katye. »

Les représentants de la CHF ont refusé de répondre aux questions sur le coût du programme CFW. Cependant, selon un audit de l'USAID en date du 24 septembre 2010, la CHF gérait à l'époque un budget de 1,6 million de dollars américains, servant exclusivement à un programme CFW. Selon l'audit, entre février et juin 2010, CHF a donné du travail à 4530 personnes pour un montant de 543 563 dollars américains. Cependant, le rapport ne mentionne pas combien a été versé en frais administratifs, en salaires aux superviseurs, et en dépenses pour les véhicules, les bureaux, les employés locaux et étrangers, et les frais généraux.

Ayiti Kale Je est d'avis que, en plus des risques et des dégâts potentiels pour les communautés, le programme Argent contre Travail s›avère également très coûteux lorsqu›il est mené par des fournisseurs étrangers.

Les étudiants du Laboratoire de Journalisme de l'Université d'Etat d'Haïti, ont collaboré à cette série.

Ayiti Kale Je est un partenariat établi entre AlterPresse, la Société pour l'Animation de la Communication Sociale (SAKS), le Réseau des Femmes Animatrices des Radios Communautaires Haïtiennes (REFRAKA) et les radios communautaires de l'Association des Médias Communautaires Haïtiens (AMEKA).

Pour réaliser cette étude, pendant deux mois (mars 2011 et avril 2011), les journalistes ont interviewé 50 bénéficiaires du programme à travers 5 sections de la Ravine Pintade, 50 personnes qui n'avaient pas encore bénéficié du programme, 5 chefs d'équipe (ceux qui ont choisi les travailleurs) et 3 représentants de la CHF International. Les journalistes ont consulté également les études et les rapports de CHF ainsi que ceux publiés par d'autres organismes sur le programme Cash for Work.

Solidarité avec la Palestine : L'Europe aux ordres d'Israël

Par Christine Abdelkrim-Delanne

Le mois de juillet devait être celui de la solidarité internationale avec le peuple palestinien. Plusieurs initiatives étaient, en effet, lancées, pour la venue de centaines de personnes à partir de l'Europe, des États-Unis et d'ailleurs, désireux de manifester leur soutien concret aux Palestiniens. Mais Israël qui considère généralement toute démonstration de solidarité avec la Palestine occupée comme un acte terroriste, a le bras long et des soutiens honteux de la part de certains gouvernements.

Début juillet, la Flotille de la solidarité composée d'une dizaine de bateaux, en route pour Gaza était bloquée par les autorités grecques dans le port d'Athènes. Les autorités grecques ont, en effet, invoqué la menace d'Israël de recourir à la force pour empêcher les militants de briser le blocus de Gaza. L'année dernière, neuf personnes avaient été tuées dans l'attaque de la première flottille humanitaire. Seul le bateau affrété par les Français, le Dignité-al-Karama, qui n'était pas à quai au Pirée, a pu passer par les mailles du filet...mais est resté bloqué en Crète, après avoir été intercepté par les garde-côtes grecs. Le 18 juillet, trompant les autorités grecques en affirmant qu'ils se rendraient à Alexandrie, Le Dignité-al Karama faisait route pour Gaza qu'il espérait atteindre. Cependant, Israël a déclaré qu'elle disposait de nouveaux moyens pour arrêter ces « terroristes », « sans faire de victimes ». À suivre, donc.



Le bateau « Dignité-Al Karama », seul rescapé de la Flottille de la Liberté II, a été arraisonné illégalement ce matin dans les eaux internationales de Méditerranée, non loin de Gaza, par plusieurs navires et des commandos de la marine de guerre israélienne. Le bateau a été confisqué et est en cours d'acheminement vers un port israélien

A Athènes, de nombreux participants ont quitté les navires, après deux semaines de blocage. Israël est soupçonné d'avoir saboté deux des bateaux, un affrété par les Irlandais et un autre par des Scandinaves. Le Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou a remercié son homologue grec, George Papandréou. « Israël a pleinement le droit de se défendre et d'empêcher que des missiles, des roquettes et toutes sortes d'armes soient livrées à l'enclave terroriste du Hamas », a-t-il déclaré. Il a également remercié« les nombreux dirigeants internationaux » de leur soutien.

Une grande initiative internationale, sorte de « flottille aérienne, était, en même temps, organisée, le 8 juillet. A cette date, des centaines de sympathisants de la Palestine venus du monde entier, y compris depuis la Nouvelle Zélande ou l'Australie, devaient se rendre en Cisjordanie à l'invitation de la société civile palestinienne. Une façon de marquer, en brisant le blocus israélien, l'anniversaire du jugement historique de la Cour internationale de La Hague qui, le 9 juillet 2004, avait condamné la construction du mur, en violation du droit international. Mais le 8 juillet, attendues de pied ferme, plus d'une centaine de personnes étaient arrêtées à l'aéroport Ben Gourion, et transférées dans les prisons de Beersheva, dans le sud d'Israël (Neguev) et de Guivon à Ramleh. Parmi elles, une majorité de Français (de la Mission Bienvenue Palestine, notamment), mais aussi des Américains, des Belges, des Bulgares, des Espagnols, des Néerlandais et des Britanniques qui voulaient se rendre en Cisjordanie. Trente six étaient expulsées à bord d'avions de la Lufthansa et d'Alitalia, le même jour, les autres ont dû attendre. Une cinquantaine auraient, néanmoins, réussi à franchir les contrôles à l'aéroport et à se rendre en Cisjordanie.

En même temps, dans les aéroports européens, les compagnies aériennes refusaient d'embarquer des centaines de sympathisants qui voulaient se rendre, également, en Cisjordanie, dans le cadre de la même initiative. C'était sans compter avec les complicités et les réseaux d'Israël à l'étranger. Le gouvernement israélien avait envoyé, préventivement, une liste de plusieurs centaines de noms de voyageurs à toutes les compagnies aériennes susceptibles de les transporter, en leur demandant de ne pas les embarquer. « Nul ne connaît sur quelles bases de telles listes ont été dressées et de quel crime on accuse ces citoyens, si ce n'est de crime de solidarité internationale», déclarait Leïla Shahid, Déléguée générale de la Palestine auprès de l'Union européenne.

En France, à l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle, mais aussi à Genève, Rome, Bruxelles, Zürich, Francfort, Budapest, Londres, Vienne, Istanbul, Athènes et Bucarest, les passagers indésirables ont eu beau protester, organiser des sit-ins, ou autres formes de protestation, mais ils n'ont pas eu gain de cause. Certains ont, toutefois, obtenu des attestations motivées de ces refus d'embarquement qui prouvent l'allégeance des compagnies aux Israéliens. Il s'agit d'Air France, Alitalia, Austrian, Lufthansaou encore Malev. Le soir du 8 juillet, les forces de police sont intervenues à Roissy violemment, avec des gaz lacrymogènes, contre les participants de la Mission BienvenuePalestine, faisant deux blessés graves et arrêtant une centaine d'entre eux. Interpellé par Nicole Borvo Cohen-Seat, présidente du groupe Communiste et Parti de gauche au Sénat,le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, n'a pas répondu. De manière générale, les gouvernements européens n'ont apporté aucun soutien aux participants à ces initiatives dont les droits ont été bafoués. Selon les témoignages, la Consule générale de France en Israël, Colette le Baron, aurait dit, en gros, aux participants emprisonnés « Vous n'aviez qu'à ne pas venir ».

Concernant la Flottille, Alain Juppé a exprimé la position française officielle. « Il s'agit d'une mauvaise idée, peut-on lire dans le communiqué de son ministère, (...) l'aide humanitaire à destination de Gaza doit transiter par voie terrestre, via les canaux existants mis en place par les autorités israéliennes. (...)». Le 18 juillet, au cours d'un point de presse, Bernard Valero, son porte-parole, reprenait, à propos du Dignité-al Karama, le même argument en ajoutant, « Il s'agit du moyen le plus efficace et le plus responsable de venir en aide à la population civile de Gaza ». C'est clair.... Le gouvernement canadien du conservateur Stephen Harper abonde dans ce sens. Son ministre des affaires étrangères, John Baird, a qualifié la mission de « provocatrice » et « peu utile ». Quant à Barack Obama, il n'avait pas caché son antipathie pour la première Flotille, même s'il a demandé une enquête après l'attaque meurtrière des Israéliens, confiée aux même Israéliens !

Les efforts et les sacrifices consentis par certains pour manifester leur solidarité avec le peuple palestinien n'auront, toutefois, pas été complètement anéantis par le gouvernement sioniste. Le 13 juillet, un tribunal israélien a jugé que la décision du ministère israélien de l'Intérieur d'interdire l'entrée du territoire à des militants déclarant se rendre dans les territoires palestiniens occupés, était illégale. Il a précisé dans son jugement qu'il n'était pas normal que des personnes souhaitant se rendre dans ces territoires, soient contraintes de mentir aux autorités lorsqu'elles arrivent à l'aéroport Ben Gourion de Tel Aviv. Le tribunal avait à juger des plaintes de l'Australienne Sylvia Hale et de la Néo-Zélandaise, Vivienne Porzsolt, âgées de 69 ans, soutenues par leur avocat israélien, Omer Shatz, qui s'étaient vues refuser l'entrée en Israël. C'est un camouflet, également, pour les gouvernements européens et les compagnies aériennes qui ont collaboré avec Israël, dans cette affaire. « C'est la première fois qu'un procès contestant une mesure d'expulsion se solde par une victoire. C'est une décision extrêmement importante qui fera jurisprudence pour tous les cas à venir », a commenté l'avocat.

Les organisations solidaires avec la Palestine ne s'arrêteront pas là. Déjà, de nouvelles initiatives sont au programme pour l'année prochaine. Notamment, à travers une initiative organisée par des associations et des intellectuels égyptiens qui leur permettra d'entrer à Gaza par la frontière égyptienne.

Afrique Asie 18 juillet 2011

Une marche de solidarité avec Cuba se prépare à Mexico

Le mouvement de solidarité avec Cuba réalisera une marche pour célébrer la date du 26 juillet 1953, date à laquelle Fidel, à la tête d'un groupe de jeunes, attaqua la caserne Moncada. Ce fut la première action de la lutte armée contre la tyrannie de Fulgencio Batista.

Les manifestants arboreront la consigne « Oui, un monde plus juste est possible ! » lorsqu'ils iront, le 26 juillet prochain, de l'hémicycle Benito Juarez, situé dans le centre historique de la Ville de Mexico, à l'ambassade des Etats-Unis, indique un communiqué des organisateurs, cité par Prensa Latina.

La convocation indique que cette date a marqué le début de la lutte armée qui a permis de vaincre la dictature que Batista avait instituée par un coup d'état le 10 mars 1952. Le document indique également que la Révolution Cubaine a démontré qu'il est possible de parvenir à réaliser de grands progrès dans des secteurs d'une aussi grande importance que l'éducation, la santé, la culture et le sport, sans suivre la ligne néolibérale.

Cuba sera toujours pour nous une référence obligée pour tous ceux qui combattent pour la libération de nos nations et pour un monde meilleur, ajoute le texte.

L'assaut à la Moncada a marqué le début d'un processus dont l'étape suivante a été, pour le leader de la Révolution, la prison à l'île des Pins puis l'exil à Mexico.

Avec 81 autres expéditionnaires, Fidel est ensuite parti de Tuxpan sur le yacht Granma pour débarquer, le 2 décembre 1956, en un point de la côte sud orientale de Cuba, Las Coloradas, et commencer le combat dans le massif montagneux de la Sierra Maestra. La victoire finale a été obtenue le premier janvier 1959.

Le président élu Humala visite Cuba

«*Je suis venu rendre visite à un peuple frère*», a affirmé Ollanta Humala, le président élu du Pérou, à son arrivée à La Havane.

Ollanta Humala, le président élu de la République du Pérou, est arrivé à Cuba dans les premières heures de ce matin pour une visite de travail en réponse à une invitation du président Raúl Castro.

«*Nous sommes venus rendre visite à un peuple frère et pour discuter d'un programme ouvert avec son président,*» a déclaré Humala à l'aéroport international José Martí, où il a été reçu par le ministre des Affaires étrangères Bruno Rodríguez Parrilla. «*Cette visite est l'aboutissement de notre tournée à l'étranger et ensuite nous nous consacrerons à la prestation de serment, qui aura lieu le 28 Juillet*», a ajouté M. Humala, qui est arrivé à La Havane en provenance du Mexique, où il a eu des entretiens avec le président Felipe Calderón.



Le président élu de la République du Pérou, (à droite) Ollanta Humala, reçu par le ministre cubain des Affaires étrangères Bruno Rodríguez

Le Pérou a établi des liens diplomatiques avec la République de Cuba, le 13 mai 1869. Les relations avec Cuba ont ensuite été rompues le 30 Décembre 1960, pour être rétablies le 8 Juillet 1972. Il y a des échanges bilatéraux entre les deux nations dans le domaine coopératif, en particulier dans les secteurs de la santé, l'éducation et des sports.

Appel en Espagne à une manifestation de solidarité avec Cuba

Le mouvement espagnol de solidarité avec la Révolution cubaine a annoncé aujourd'hui la tenue d'une célébration ici le 26 juillet prochain pour commémorer l'attaque de la caserne Moncada et le jour de la Rébellion Nationale.

Au fil du temps, la nation cubaine a construit son processus révolutionnaire, face aux hostilités du blocus économique américain, aux attentats terroristes, à l'introduction de fléaux et de maladies, aux tentatives d'assassinat du leader de la Révolution, Fidel Castro, ont fait ressortir les organisateurs de la marche.

Dans un manifeste, les organisations de solidarité ont signalé qu'elles reconnaissent les conquêtes sociales de la révolution cubaine dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la culture et des sports, conquêtes soutenues par des institutions internationales comme l'ONU.

En ce qui a trait à la tenue récente du VIe Congrès du Parti communiste de Cuba, le document souligne le débat d'idées au sein de la population ellemême comme un exemple de véritable démocratie avec participation réelle aux décisions politiques, ont-elles affirmé.

Elles ont critiqué, pour leur part, que le terroriste Luis Posada Carriles, responsable de l'attentat en 1976 d'un vol de Cubana de Aviación qui a tué 73 personnes, soit protégé par le gouvernement américain.

Elles ont dénoncé le double langage de l'administration américaine quant à la situation dans laquelle vivent cinq antiterroristes cubains : Fernando Gonzalez, Ramon Labañino, Gerardo Hernandez, Antonio Guerrero et René Gonzalez, emprisonnés depuis 13 ans dans les prisons américaines pour avoir prévenu des attaques contre leurs pays.

Prensa latina selon *La Radio del Sur* mardi 19 juillet 2011

Daniel Santos, un chanteur exceptionnel

Par Hernando CALVO OSPINA

L'oligarchie aurait voulu le brûler et nourrir la flamme avec ses disques. Les petits bourgeois de gauche le considéraient comme un « opium du peuple » de plus. Parce que c'était un chanteur de la marginalité ou plutôt de la majorité. Pour les ouvriers, les noirs, les chômeurs, les tueurs, les maîtresses de maison et les putains, il était un roi. Ses boléros, guarachas, mambos et sons étaient à l'honneur lors des anniversaires, des mariages, des fêtes populaires et dans les bars « mal famés ». On le vénérait.

Quand les intellectuels qui se disaient révolutionnaires mirent enfin un pied dans les quartiers du « lumpen prolétariat », ils essayèrent d'y imposer le style musical de la Nueva Trova pour le remplacer. Ils n'y parvinrent pas : le rythme de la Nueva Trova était trop lent et n'avait pas l'odeur de la rue. Par contre, l'inverse se produisit : au petit matin, dans les quartiers chics, dans les appartements de ceux qui se disaient « progressistes », on écoutait ses chansons en même temps que celles des Inti Illimani et de Pablo Milanes. « Vis comme je vis si tu veux être bohême, de bar en bar, de verre en verre » était repris en chœur. Ils chassaient leur sentiment de culpabilité en se sentant ainsi proches du peuple.

Lui, c'était Daniel Santos, l'un des représentants les plus exceptionnels des rythmes populaires dansants des Caraïbes latines.

Il vit le jour le 5 février 1916, à Santurce, Porto Rico. Son père charpentier et sa mère couturière vivaient dans une telle misère qu'il fut obligé d'arrêter l'école pour cirer des chaussures dans les rues. Il avait neuf ans quand il arriva à New York avec sa famille. Comme la pauvreté les poursuivait, il quitta le foyer cinq ans plus tard pour travailler coûte que coûte : à vendre des glaces et du charbon, nettoyer les rues ou même déboucher des égouts. Et chemin faisait, comme il le dit dans une chanson, il devint aussi un jour « musicien, poète et fou ».

La légende raconte qu'un jour, tandis qu'il chantait sous la douche, un musicien appartenant à un trio passait par là et entendit sa voix qui retentissait jusque dans la rue. C'est sur le pas de sa porte, recouvert d'une serviette, qu'il accepta de faire partie du groupe. Ainsi commença sa vie de chanteur. En 1938, au Cuban Casino, il fit la connaissance du compositeur portoricain Pedro Flores, qui le recruta dans son quartet et le mena sur le chemin de la gloire.

Il a fait l'objet de centaines d'articles et de chroniques, ainsi que de livres et de documentaires filmés (1). La plupart se sont focalisés sur son parcours musical et sur sa vie désordonnée, mêlant alcool, femmes et bagarres, et ont réussi à occulter un autre aspect de sa vie. C'est ainsi que des déclarations comme celle-ci ont été passées sous silence : « Moi j'entre dans n'importe quel quartier du monde, car on y parle une langue commune, la langue de la pauvreté, et même s'il y a des tueurs, des drogués, des putains ou des contrebandiers, ils me respectent toujours. Pour les autres, ce sont des quartiers mal famés, pas pour moi. Je sais ce qu'ont vécu ces gens parce que je suis né là-dedans, merde ! Je suis né pauvre et au pauvre revient la faute de tous les maux, mais ce n'est pas comme ça. Il y a des personnes nobles dans ces lieux de douleur (...) Je connais tous ces quartiers d'Amérique Latine, j'ai été dans tous leurs bars, j'ai bu avec tous leurs ivrognes (...) Dans ces endroits, il y a peu d'argent, et là où il y a peu d'argent, il y a de la délinquance, il le faut, il faut voler. C'est ça la réalité de ces secteurs marginaux qui ont tant contribué au développement de la musique populaire latino-américaine... »(2)

Porto Rico étant une colonie étasunienne, pendant la Deuxième Guerre mondiale, des milliers de jeunes durent partir au front. En 1941, Daniel enregistra « Despedida » (Les adieux) où il racontait l'histoire d'un soldat laissant sa fiancée et sa mère malade. Ce fut un très grand succès, tandis que le chanteur était dans la même situation. A son retour, il intégra le Parti Nationaliste de Porto Rico, se ralliant au leader indépendantiste Pedro Albizu Campos (1893-1965).

A cette époque, il interpréta une série de chansons avec un fort contenu révolutionnaire, dont beaucoup avec Pedro Ortiz Davila « Davilita ». Ces paroles assorties à de savoureux rythmes dansants eurent un impact immédiat et massif. Mais face à la pression étasunienne « Hermano Boricua » (Frère portoricain), « Himno y Bandera » (Hymne et drapeau),

« Patriotas » (Patriotes), « Yankee, go home » furent rapidement supprimés des ondes. Et le militantisme politique de Daniel Santos lui créa des problèmes avec le FBI.

Yankee go home (avec Davilita)

Puisque mon pauvre Porto Rico
Est libre et associé
Pourquoi ne l'ont-ils pas respecté,
Comme on respecte un partenaire
Lorsqu'il s'agit de cette affaire d'indépendance, (…)
Pourquoi ne retirent-ils pas leurs avions ?
Pourquoi ne retirent-ils pas leurs canons ?
Pourquoi ne retirent-ils pas leurs tueurs ?
Et ne s'en vont-ils pas !
Dehors yankee, go home,
dehors yankee ! (…)

Daniel Santos fit de la prison dans plusieurs pays. On dit toujours que les bagarres en furent la cause, mais les motivations politiques qui en étaient parfois à l'origine sont très rarement mentionnées. Au Nicaragua, il connut la sinistre prison surnommée « la fourmilière », parce qu'il n'avait pas respecté un contrat stipulant qu'il devait chanter dans une grande maison close de la capitale. Ce qu'on ne dit pas, c'est que son refus était dû à la présence du dictateur Anastasio Somoza.

En République Dominicaine, il fut arrêté pour avoir ri. On raconte que sur une radio de Saint Domingue, il raconta une blague au chanteur mexicain Pedro Vargas à propos du dictateur Leonidas Trujillo. Mais là-bas il était interdit de rire aux éclats. Seul le directeur de la radio, qui était aussi le frère du dictateur, pouvait le faire. On lui infligea une amende de 50 dollars qu'il refusa de payer et il fut emprisonné.

C'est à Cuba qu'il reçut le surnom de « Inquieto Anacobero » (« petit diable exubérant »), qui l'accompagna toute sa vie. (3) Deux ans plus tard, il commença à chanter avec la Sonora Matancera à la Havane et connut une renommée internationale grâce à ce groupe. Même si l'on n'a pas les chiffres exacts, on sait que c'est à Cuba qu'il battit son record d'arrestations. Encore une fois, les chroniqueurs rapportent que des bagarres de rues et dans les bars en étaient la cause. On a essayé de cacher le fait que son soutien public aux rebelles menés par Fidel Castro déplaisait beaucoup au dictateur Fulgencio Batista. Son immense popularité lui évita de passer de nombreux jours derrière les barreaux. Mais il récidivait.

D'après sa biographie publiée par la Fondation Nationale pour la Culture Populaire de Porto Rico, Daniel Santos composa et enregistra la chanson « Sierra Maestra » et l'envoya à Fidel Castro. Elle deviendra l'hymne du Mouvement du 26 juillet. Les émissions de Radio Rebelde, clandestine à cette époque, débutaient avec elle (4).

Après le triomphe de la révolution cubaine, Daniel reprit un air que l'on chantait partout à Cuba, et l'adapta à sa façon. Il en résulta une savoureuse guaracha, genre musical cubain.

Si Fidel est communiste

Refrain :
Si ce que fait Fidel
C'est du communisme,
Alors qu'on me mette sur la liste,
Car je suis d'accord avec lui.
Il a su défendre les pauvres paysans.
Il y a des écoles, il y a des chemins et du bonheur grâce à lui.
Je suis d'accord avec lui (…)

Il fut aussi expulsé du Costa Rica, et pour un motif peu anodin, car il se retrouva au cœur d'un sérieux problème diplomatique. Il était aux côtés de la délégation cubaine qui allait participer à la 7ème réunion de consultation des ministres des affaires étrangères de l'OEA, le 22 août 1960. Washington avait déjà tout préparé pour faire expulser Cuba de cette organisation. Le climat officiel était hostile envers la délégation cubaine. La police avait essayé d'empêcher des sympathisants d'accueillir les représentants cubains à l'aéroport, en leur retirant pancartes et drapeaux. Le ministre cubain Raul Roa devait participer à une action de solidarité avec la révolution, initialement autorisée. Il était prévu que le célèbre Daniel Santos chante là-bas. En sortant pour s'y rendre, ils se retrouvèrent face à un cordon policier qui les en empêcha, puisque l'autorisation avait été annulée. Le ministre voulut passer malgré tout et manqua de se faire agresser. Il s'en fallut de peu pour que les armes des policiers et de la sécurité cubaine ne soient dégainées. Daniel Santos ne put donc pas chanter pour défendre la cause cubaine, et fut carrément expulsé du pays. « L'ambassade cubaine lui offrit l'hospitalité, et le jour suivant, il retourna à La Havane. » (5)

Il n'interpréta plus de chansons à contenu politique, mais il continua à militer dans le mouvement indépendantiste portoricain. A Miami, et ce pendant de nombreuses années, une rumeur courut. On disait que le fait de ne plus être retourné à Cuba depuis 1963 après « avoir entendu dire que Fidel prenait des enfants pour les entraîner dans la milice » (6) était un alibi pour cacher sa collaboration avec les services de sécurité cubains. Cela n'est pas invraisemblable. On ne l'a jamais entendu s'exprimer contre la Révolution. On raconte que lors d'un concert, alors qu'il était déjà âgé, il s'adressa à voix basse au public avant de commencer à chanter et dit : *« Dieu m'a offert tous les cadeaux, sauf celui de l'indépendance de Porto Rico. » (7)*

Il mourut à Ocala, en Floride, le 27 novembre 1992. Son corps fut transféré sur son île de Porto Rico et enterré au cimetière de Santa Maria Magdalena, dans la capitale, près des tombes de Pedro Flores et Albizu Campos. Son cercueil et sa tombe furent symboliquement recouverts du drapeau portoricain.

Soulève-toi Porto Rico

Ne prie plus avec des paroles, Borinquen
Ne demande plus cette liberté tant désirée.
Soulève-toi et honore ton drapeau
Car le monde est fatigué d'attendre.
Montre que tes hommes sont vaillants
Montre que ce sont de vrais hommes.
Si Cuba a valeureusement pris le maquis
Tu peux aller prendre les champs et la mangrove.
Oublie le dicton du passé
Car rien n'arrive avec des paroles.
Soulève-toi Borinquen,
Réveille-toi maintenant.
Fais quelque chose pour ta liberté, Borinquen.
Donne-moi une machette !
Donne-moi une mangrove !
Car je suis portoricain et je veux être utile !





Daniel Santos

Notes :

1) Livres : La importancia de llamarse Daniel Santos, de Luis Rafael Sánchez ; El Inquieto Anacobero, de Salvador Garmendia ; Vengo a decirle adiós a los muchachos, de Josean Ramos. Documentaire : « Daniel Santos ; para gozar en La Habana », de José Galiño et Lourdes Prieto, 2004, La Havane.

2) Extrait de : Vengo a decirle adiós a los muchachos, Josean Ramos, 3ème édition, Sociedad de Autores Libres, Santurce, Porto Rico, 1993.

3) Dans la langue des ñáñigos, de la confrérie afrocubaine Abakua, « Anacobero » signifie diablotin.

4) « Daniel Santos » : http://www.prpop.org/biografias/d_b..

5) « La Conférence ministérielle », Gabriel Molina Franchossi, Granma, La Havane, 4 février 2011.

6) « Daniel Santos », Op.Cit.

7) « El Jefe : Daniel Santos », Humberto Valverde. http://www.herencialatina.com/Mulat..

LGS 17 juillet 2011

Suite de la page (20) Azor : cette voix...

de musique vodou la plus célèbre en Haïti et à travers le monde. En Haïti, c'est le groupe le plus sollicité et pendant les trois jours gras, le groupe que le public attend sur le parcours. Un peu partout à travers le monde et particulièrement au Japon, il est souvent accueilli comme un prince. Il y a même des posters géants de notre Idole nationale à Tokyo.

Avec le départ de l'artiste Azor, le pays vient de perdre un de ses fils les plus dignes. Un fils qui a mérité de la nation et de notre culture. Il fut un véritable ambassadeur de la culture haïtienne partout où sa musique a fait des fanatiques. Voilà quelqu'un qui mérite des funérailles nationales.

Azor / La voix qui a percé un passage / À travers l'indifférence / Vient de s'éteindre / C'était un Sanba / Un ami et un frère / Azor vient de tirer sa révérence / Comme plus d'un il a connu l'exclusion / S'est battu pour exiger reconnaissance / Et le respect ; il a eu gain de cause / Tu n'as rien à regretter / Le temps de ta courte vie / Tu as fait battre les cœurs / Et conquis le monde.

À l'instar d'un Antalcidas Murat, d'une Lumane Casimir, d'un Wébert Sicot ou d'un Coupé Cloué, Azor a taillé sa place au cœur de la postérité. Chapeau, vieux frère.

Prince Guetjens, La Scission de 1950 ; la mise en échec de la peinture populaire haïtienne au Centre d'art haïtien 1945-1950 (essai).

Suite de la page (20) Copa America 2011...

Le Brésil, autre déception de cette compétition, a été éliminé par le Paraguay qui, au cours d'un match insipide, a joué avec 8 joueurs en défense.

Aux tirs de penalty, fait incroyable, le Brésil a raté 4 tirs au but. Avec quatre attaquants de la trempe de Neymar, Ganso, Pato et Robinho et les montées incessantes de Maicon qui balancent trop de ballon à l'aveuglette, il est difficile de comprendre comment le Brésil n'a pu marquer 4 ou 5 buts sur l'équipe du Paraguay.

Autre qualifié pour les demi-finales le Vénézuéla, agréable surprise de cette compétition.

En faisant match nul (0-0) contre le Brésil au premier, le Venezuela avait démontré une certaine progression dans l'organisation de son système de jeu. La victoire (1-0) contre l'Equateur a confirmé le progrès des joueurs comme le défenseur Rosales qui joue à Twente (Hollande), du milieu Arango (Monchengladbach, Allemagne) et de l'attaquant Fedor (Getafe, Espagne).

Le Chili, qui avait présenté une équipe très séduisante tout au long du tournoi, a cédé face à une équipe bien organisée, sous la férule de Cesar Farias. Le Vénézuéla a marqué à la 34ᵉ minute grâce à Oswaldo Vizcarrondo. Le Chili a égalisé à la 69ᵉ par l'intermédiaire de Humberto Suazo et le Vénézuéla a marqué le but de la victoire à la 80ᵉ sous une action de Gabriel Cichero.

Le Chili a souffert de l'absence du chilien d'origine haïtienne, Jean Beauséjour, le fer de lance de la sélection du Chili.

En demi finales

Le Mardi 19 juillet, l'Uruguay a battu le Pérou par 2 buts à 0, buts signés Suarez à la 53ᵉ et à la 58ᵉ mn de jeu.

Mercredi 20 juillet à 8h45 pm : Paraguay vs Vénézuéla

Samedi 23 juillet à 3h pm pour la 3ᵉ place

Dimanche 24 juillet à 3h Finale

Copa America 2011: La déchéance des favoris

Par Anthony Mompérousse

Le premier tour de la Copa America 2011 qui se dispute en Argentine avait soulevé beaucoup de points d'interrogation. Les piètres performances du Brésil et de l'Argentine ont mis en lumière la fatigue des joueurs de ces deux formations qui, après une saison éprouvante en Europe, ne voulaient pas ou ne pouvaient pas s'engager à fond dans une compétition qu'ils considéraient peut-être de peu d'importance.

Faudra-t-il faire appel à l'avenir aux joueurs locaux pour participer à la Copa America ?

Du côté argentin, tous les regards étaient tournés vers Messi qui devait se transcender pour offrir le titre de champion à son pays.

Après les deux premiers matchs nuls concédés par l'Argentine, les critiques pleuvaient sur le dos du sociétaire de Barcelone au point que Maradona a dû opiner sur la question : « *La sélection argentine n'a jamais attaqué et c'est Messi qu'on accuse... Ce n'est pas que l'équipe le fasse mal jouer, mais elle ne lui a pas offert d'opportunités* ».

En fait, depuis la Coupe du Monde de football 2010, disputée en Afrique du sud, tous les espoirs des fanatiques reposent sur Messi pour offrir un titre à l'Argentine.

Les détracteurs se plaisent à considérer Messi comme un joueur de club.

La vérité, à l'heure actuelle Messi est le meilleur joueur du monde qui évolue au niveau des stands du football comme di Stefano, Puskas, Johann Cruyf, Pelé, Platini, Beckenbauer, Ronaldo, Maradona.



Luis Suarez et Diego Forlan, joueurs uruguayens, célébrant leur victoire sur le Pérou



Gabriel Cichero, auteur du but qui offre la victoire au Vénézuéla contre le Chili 2-1

Si les qualités techniques du jeune prodige argentin sautent aux yeux, on aurait aimé qu'il récidive les performances de Maradona en Coupe du Monde 1986, lorsque le Pibe do Oro a porté pratiquement l'Argentine sur ses épaules (ou plutôt sur son pied gauche).

Mais il ne faut pas oublier que les qualités d'un joueur explosent dans un ensemble favorable où évoluent d'autres joueurs dotés aussi d'une bonne technique.

Pelé, sans minimiser ses qualités individuelles, a atteint son apogée au contact des stars comme Didi, Vava Garrincha ou encore de Tostao, Rivelino, Jairzinho. Beckenbauer était encadré de Sepp Maier, Bertivogt, Gerd Muller et Overath. Cruyf s'entendait comme larrons en foire avec Rensenbrick et Neeskens, tandis que Maradona a connu la consécration avec à ses côtés deux chefs d'oeuvre de football qu'on a tendance à oublier, Valdano et Burruchaga.

La sélection argentine ne se porte pas au mieux. Après un match nul (1-1) contre la Bolivie et un autre (0,0) contre la Colombie, elle a créé l'illusion, en battant le Costa Rica (3,0).

Contre l'Uruguay, les Albiceleste ont présenté un jeu plus collectif avec un Higuain plus percutant et un Messi alternant le rôle de distributeur et d'attaquant.

Menés à la marque et en infériorité numérique, les uruguayens ont déployé un jeu physique qui a annihilé les velléités offensives de leurs opposants. Luis Suarez, beaucoup plus percutant que Forlan permit à l'Uruguay de faire match nul (1-1).

Par la suite, aux tirs de penalty, l'Uruguay, après le tir raté de Tevez, se qualifie pour les demi finales.

Une défaite humiliante pour les Argentins.

En demi-finale l'Uruguay affrontera le Pérou surprenant vainqueur de la Colombie par 2-0.

Suite à la page (19)

Azor : cette voix qui pousse à la transe
Un Sanba d'envergure tire sa révérence
Des funérailles nationales pour Azor

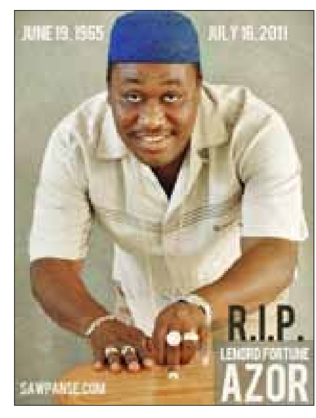
Par Prince Guetjens, Critique d'art

À Ingrid, Manbo Béa, Manbo Carly, Mètrès Zili.

Je venais d'entamer la rédaction d'un texte sur le choix des motifs et le symbolisme vodou dans l'univers pictural d'André Pierre, quand la nouvelle de la mort de mon ami Lenord Fortuné dit Azor, m'arrivait comme un coup de poing sur la gueule. Alors, il est superflu de vous décrire avec quel empressement j'ai rangé les quelques lignes que j'avais déjà concoctées pour l'article sur ce maître de la peinture haïtienne, pour me consacrer à pondre un papier hommage au Barde national de la musique vodou.

Selon les informations recueillies, Azor aurait rendu l'âme dans la nuit du 16 au 17 juillet dernier, dans un centre hospitalier à Mirebalais, en revenant d'une prestation à la ville bonheur, Saut d'eau, à l'occasion de la fête du mont carmel. Il vient de succomber à une hypoglycémie qu'il a difficilement supportée pendant plusieurs années. Et à l'instar des grands artistes, Azor va rester vivant de nous tous, à travers ses chants, même si les péristyles, les parcours carnavalesques, les rendez-vous champêtres et les bals, n'auront plus le privilège de le voir sur scène.

Comme c'est le cas pour la plupart des talents, issus du milieu paysan ou des milieux populaires l'émergence d'un Azor, Sanba adulé et respecté de toutes les classes sociales du pays et de la diaspora haïtienne relève presque du hasard. L'artiste « Azor aurait sans doute gardé son modeste statut anonyme de percussionniste accompagnateur encore longtemps dans le corps de musique de la troupe de danse folklorique Bakoulou dirigée par Odette Wiener, si un journaliste canadien n'avait pas salué sa performance dans un article de journal à l'occasion d'une prestation au Café des arts vers la fin de la décennie'80. C'est courant en Haïti où assez souvent le coup de pouce d'un blanc, tel qu'il soit, s'avère indispensable pour consacrer un artiste ou un écrivain. Séquelles de l'esclavage déplorent certains, ignorance pour d'autres. Il paraît qu'on ne peut s'affranchir totalement de trois cents ans d'esclavage en deux cents ans d'indépendance. Réduit à imiter le maître qu'il a pour seul modèle, plus l'esclave est instruit à l'école créée par les anciens colons, plus il demeure esclave »1.



Lenord Fortuné Alias Azor



Il n'est plus un secret pour personne qu'au cours de ces quinze dernières années, Racine Mapou de Azor s'est hissé comme la formation de musique vodou la plus célèbre en Haïti

Dans une orientation esthétique différente, on peut dire que Sanba Azor a marché sur les traces de son maître Wawa. Maîtrisant à fond les deux principaux instruments (tambours et voix), utilisés dans le courant musical qu'il a décidé d'adopter, Azor avait toutes les chances de briller, parce que la musique passe avant tout par la maîtrise d'un instrument. Contrairement à son professeur qui picore un peu partout à travers les rythmes, lui, il avait choisi de jouer presque uniquement le Pétro ; ce rythme guerrier qui descend de la danse créée en 1769 par un Hougan noir de Petit Goave d'origine espagnole du nom de Don Pedro.

Ce rythme qui utilise les trois principaux tambours et d'autres tambours qu'il place dans un rôle de basse distille une tension par trop excitante. Soutenue par le kick produit par un (Drum machine) servant de poteaux aux tambours et enrichie par les voix aiguës des femmes (jusqu'à six, certaines fois), les paroles émises par la voix percutante d'Azor ; cette voix qui pousse parfois à la transe, n'ont qu'à surfer sur une toile construite pour elles par avance. Les tambours au sein de Racine Mapou sont joués par des virtuoses du Pétro. Ces mains expertes qui exécutent la nappe musicale, pour accueillir la voix juste de ce chantre hors du commun, sont d'un apport considérable dans la mise sur orbite de l'idole qu'est devenu Azor.

Il n'est plus un secret pour personne qu'au cours de ces quinze dernières années, Racine Mapou de Azor s'est hissé comme la formation

Suite à la page (19)